

	le livre blanc
	de la
	Déconcentration
	administrative



Ministère du Développement des Archipels
& des Postes et Télécommunications
chargé de la Déconcentration Administrative

Avertissement

Les pièces qui constituent ce livre blanc sont des documents de travail.
Elles ont été, pour la plupart, rédigées lors de réunions de travail. Elles sont le reflet exact des remarques et sentiments exprimés lors de ces rencontres ; de ce fait, elles ne sont pas d'une qualité rédactionnelles parfaite.

Octobre 1999 © Ministère du Développement des Archipels & des Postes et Télécommunications

Dépôt Légal octobre 99

Design graphique & réalisation **i s a i m a g e**

L'iconographie des pages 12, 22, 16, 52 a été gracieusement prêtée par le Musée de Tahiti et des Îles.
DR.© MTI.

le livre blanc de la
Déconcentration administrative
Sommaire

07 Lettre du Vice-Président

09 Discours

17 Préambule

23 Rapports de présentation

53 Recommandations

76 Annexes □ Liste des participants



Pirae, le 8 octobre 1999

Polynésie Française

Le Vice - Président

Madame, Monsieur,

La présentation de ce *livre blanc de la déconcentration administrative* est le résultat d'un travail de fond, tant au contact des populations, que d'une très large réflexion menée avec les élus des archipels.

C'est à partir de ces constats que se sont déroulées les assises de la déconcentration administrative. Elles ont été organisées en ateliers, dont vous trouverez pour chacun d'eux, le document initial de présentation ainsi que la synthèse de leurs travaux.

Il est remarquable de constater à quel point il y a convergence de vue entre les remarques, les demandes exprimées par la population et le résultat des analyses faites par les ateliers ainsi qu'avec les recommandations qu'ils ont édictées. Ceci montre bien la nécessité de répondre par des mesures concrètes et rapides aux aspirations des habitants des archipels.

Le Gouvernement va s'attacher, après avoir saisi pour avis le Conseil économique social et culturel, à mettre en place, dans chacun des archipels, les moyens juridiques, techniques et humains pour doter notre Pays d'une administration déconcentrée efficace, relais impartial de la politique du Gouvernement au service de nos concitoyens.

Cette action courageuse et exemplaire sera menée avec détermination, je suis persuadé que toutes les forces vives de notre Pays y participeront. Le Gouvernement en sera le moteur, les élus, les administrations et les agents du territoire les acteurs dynamiques et efficaces pour que l'ensemble des habitants de notre Fenua se sentent appartenir à un même Pays, moderne, solidaire et juste.

Je vous prie d'accepter, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments les plus fidèles et dévoués.



Edouard FRITCH

Discours de Monsieur Gaston FLOSSE
Président Sénateur de la Polynésie française
Assises de la Déconcentration administrative
Vendredi 17 septembre 1999 - Hôtel de ville de Papeete

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite la bienvenue aux participants à ces assises de la déconcentration et je remercie chacune et chacun d'entre vous d'avoir accepté de prendre part à la réflexion et au débat que nous avons organisé sur ce sujet qui nous paraît essentiel pour l'avenir de notre pays.

Nous avons invité tous les Conseillers et tous les maires des archipels, des socio-professionnels et des représentants de l'administration à participer à ces assises.

Si vous avez répondu à notre invitation, c'est parce que vous avez compris combien la déconcentration administrative est importante pour les habitants des archipels et pour l'avenir de notre pays tout entier.

Je me garderai bien d'anticiper sur le déroulement de vos travaux et sur les conclusions auxquelles vous aboutirez. Mais je voudrais vous préciser ce que nous attendons de ces assises.

Une première chose doit être claire. Nous n'attendons pas que vos débats portent sur l'opportunité de procéder ou non à la déconcentration de notre administration.

Nous avons déjà une conviction à ce sujet, la décision politique de mettre en œuvre cette réforme a été prise et publiquement annoncée à plusieurs reprises. Si vous êtes ici aujourd'hui, c'est, je pense, parce que vous partagez cette conviction et que vous approuvez cette décision.

Les réactions nombreuses et convergentes que le Vice-Président a recueillies pendant les 39 réunions qu'il a organisées dans 27 îles différentes, ne laissent aucun doute sur la nécessité d'agir dans ce sens.

Les habitants des archipels ont le sentiment que l'administration est lointaine, inaccessible, insensible à leurs problèmes, déconnectée des réalités locales, incapable de réagir dans des délais raisonnables.

Ils attendent que nous prenions des mesures pour mettre à leur disposition une administration proche, attentive, efficace.

Oui, nous en sommes convaincus, il faut agir vite et fort. Mais comment ? Que faut-il faire exactement ? Les réactions des habitants que la Vice-Présidence a longuement interrogés et écoutés nous donnent la certitude que la situation actuelle ne correspond plus aux besoins de la Polynésie d'aujourd'hui et de demain.

Le diagnostic est sans ambiguïté. Mais cela ne nous donne pas la thérapeutique, cela ne nous dit pas quelles sont les mesures concrètes que nous devrions prendre.

La déconcentration administrative c'est un principe, une ligne directrice. Mais comment faut-il l'organiser exactement ? Jusqu'où faut-il aller ?

Quelles sont les décisions qu'il faut déconcentrer et quelles sont celles qui doivent rester de la compétence des administrations centrales ?

Comment assurer la cohérence de l'action des unités administratives déconcentrées ?

Comment préserver le principe de la responsabilité du Gouvernement, indissociable de la démocratie, lorsque les décisions sont prises sur le terrain sans l'aval ou même à l'insu du ministre de tutelle ?

Faut-il seulement déléguer davantage aux structures administratives déjà implantées dans les archipels, ou faut-il prévoir un dégraissage des administrations centrales et l'affectation dans les archipels de nombreux fonctionnaires actuellement en poste à Papeete ?

Quel sera le rôle des élus, et notamment des Maires, dans cette nouvelle organisation administrative ?

Le Gouvernement devra apporter des réponses précises à ces questions. Il souhaite, pour le faire, bénéficier des avis les plus éclairés. C'est dans ce but que nous avons organisé, à l'initiative du Vice-Président ces assises de la déconcentration administrative.

Nous avons besoin de vos réflexions, de vos débats, de vos propositions.

Je puis vous assurer que la concertation à laquelle vous avez accepté de participer n'est pas un simulacre.

Le principe de la déconcentration administrative est acquis mais les modalités de sa mise en œuvre ne sont pas arrêtées.

Les décisions que prendra le Gouvernement à la fin de l'année, sur proposition du Vice-Président, tiendront compte des résultats de ces assises.

Je me garderai de tenter d'influencer vos débats.

Je dois simplement vous indiquer quelle est la limite des suggestions que nous pouvons accepter et je souhaite exprimer un vœu sur la façon dont vous aborderez les problèmes de la déconcentration.

La limite est simple et claire : la déconcentration ce n'est pas la décentralisation. La responsabilité des décisions prises par les administrations déconcentrées incombe au Gouvernement, le contrôle de ces décisions restera donc de la compétence du Gouvernement.

Le vœu que je souhaite formuler est également simple : je souhaite que vous soyez pragmatiques, je souhaite que vos réflexions tiennent compte de la réalité plutôt que de s'inspirer d'un schéma théorique. Certains de nos ministères, comme l'Éducation, la Santé, l'Équipement, l'Agriculture possèdent déjà des structures administratives déconcentrées.

D'autre, comme l'Économie, l'Environnement, le Logement, la Culture, n'ont pas ou presque pas de représentants hors de Papeete.

Certains archipels comme les îles Sous-le-Vent possèdent une unité fonctionnelle forte, des îles rapprochées avec de nombreuses communications interinsulaires.

D'autres, comme les Tuamotu Gambier, sont très éclatés avec des liens plus difficiles à l'intérieur de l'archipel qu'avec Papeete.

La réforme que nous mettrons en place devra tenir compte de toutes ces réalités, de toutes ces différences, si nous ne voulons pas aboutir à une caricature de déconcentration.

Votre aide nous sera précieuse. Nous comptons sur vous, sur votre connaissance du terrain, sur votre volonté de participer activement à la modernisation de notre pays.

La déconcentration est un élément essentiel de cette modernisation. J'irai même plus loin : la déconcentration administrative est indispensable à l'unité durable de notre pays.

Nous devons être lucides : si nous ne prenons pas des mesures pour y remédier, les moyens modernes de communication seront des outils qui favoriseront une centralisation encore accrue.

Les téléphones, les fax, Internet, sont des moyens pour le pouvoir central d'accélérer la collecte des informations en provenance de la périphérie, la transmission des ordres et la vérification de leur exécution.

Si nous ne voulons pas que les habitants des archipels se sentent exclus de la prise de décision, si nous ne voulons pas qu'ils se sentent dominés par la capitale, si nous ne voulons pas qu'ils se sentent isolés et séparés moralement de nous, il faut que nous leur donnions les moyens de prendre eux-mêmes toutes les décisions qui les concernent et qu'ils peuvent prendre plus vite et en meilleure connaissance de cause que les fonctionnaires de Papeete.

Nous devons mettre les moyens modernes de communication au service des populations des archipels au lieu d'en faire les instruments de l'hégémonie de Papeete.

L'unité de notre pays, à laquelle nous sommes profondément attachés, exige que chaque Polynésien, où qu'il vive, puisse compter sur une administration de proximité, une administration qui connaît la réalité locale, qui connaît la population dont elle a la charge et qui peut prendre rapidement les décisions les mieux adaptées aux besoins de cette population.

C'est pour nous l'objectif essentiel de la déconcentration administrative.

Je vous souhaite de fructueux travaux et je vous remercie par avance pour les propositions qui se dégageront de vos débats.

Allocution de Monsieur Edouard FRITCH
Vice-Président du Gouvernement
Clôture des assises de la Déconcentration administrative
18 septembre 1999 - Hôtel de ville de Papeete

Mesdames, Messieurs, Chers amis,

Nous voici donc parvenus au terme de nos assises de la déconcentration administrative.

Comme il est de règle, il me revient de synthétiser les lignes de force qui forment les recommandations de chacun de nos ateliers.

Réfléchir en commun

En préambule néanmoins, je tiens à souligner ma satisfaction de vous avoir vu si nombreux et si divers répondre à mon invitation de réfléchir en commun à ce que sont les préoccupations de nos concitoyens des archipels éloignés et à la manière la plus adaptée pour notre administration d'y répondre.

Vos débats furent passionnés et passionnants, de haute tenue et empreints de considération à l'égard de l'opinion d'autrui. Mieux encore, vous avez eu le souci de la construction d'une réponse adaptée aux situations problématiques relevées par les membres du comité de pilotage, et qui sont l'expression des difficultés de nos concitoyens des archipels à vivre leur isolement.

Vous avez conduit votre réflexion en vous gardant de vous opposer sur des choix de société, politiques ou philosophiques, en ayant le souci du service public et de l'intérêt commun.

Pour tout cela, je vous exprime mes plus vifs remerciements.

J'ai en effet le sentiment que nous avons, ensemble, fait progresser la cause des archipels et de leurs populations, en parvenant à définir les contours d'une administration plus efficace, plus présente sur le terrain, plus responsable, bref au service des femmes et des hommes de ce pays.

Rénover l'organisation administrative

Qu'avez vous dit pendant ces assises?

D'abord, vous avez confirmé, et pris en compte, l'expression d'une insatisfaction de nos concitoyens à l'égard du mode de fonctionnement actuel de notre administration dans les archipels.

Ensuite, vous avez considéré qu'il est tout particulièrement important que l'administration, au côté de l'autorité politique, joue pleinement son rôle dans la mise en œuvre, au sein de chaque archipel, de la politique du pays.

Pour réaliser cet objectif, vous avez considéré qu'il serait nécessaire :

- de réorganiser le schéma administratif actuel, en retenant le besoin d'une administration déconcentrée, interface entre le citoyen et une administration centrale qui soit le conseil de l'autorité politique et l'appui de l'administration de terrain ;
- d'affecter, en fonction des particularités de chaque archipel, des moyens techniques et humains permettant de fournir réellement aux populations le service qu'elles attendent des pouvoirs publics ;
- de reconnaître, dans ce nouveau dispositif, la place qui doit revenir aux communes, en tant qu'elles sont la cellule naturellement la plus proche de nos concitoyens et ayant une parfaite connaissance de leurs difficultés. Bien sûr, ceci ne peut s'envisager que dans le cadre de relations bien comprises, ne remettant pas en cause les responsabilités de chacun ;
- de coordonner les actions des différentes administrations déjà présentes au sein des archipels : équipement, agriculture, santé, éducation, social, etc ;
- de confier cette fonction de coordination à un responsable de terrain, compétent, investi d'une légitimité politique, doté de délégations lui permettant de garantir la bonne exécution des lois et règlements du pays, et disposant à cet effet des moyens de l'administration déconcentrée placée sous son autorité .

Ces recommandations, vous l'avez perçu au travers de la restitution faite par chacun des délégués des quatre ateliers, sont unanimement partagées et exprimées avec force et conviction. Elles seront donc soumises à l'avis du Conseil économique, social et culturel, ainsi qu'à la réflexion du Gouvernement.

La phase d'écoute et d'information, première étape de notre vaste et indispensable chantier, s'achève aujourd'hui.

Je veux exprimer à l'ensemble des personnes, populations de nos archipels, élus municipaux, territoriaux, ministres, membres des administrations, personnalités du comité de pilotage, mes très vifs et sincères remerciements pour la disponibilité dont ils ont fait preuve.

Aux personnes qui eurent en charge l'organisation, l'animation, la restitution et le suivi de nos assises, je veux dire toute ma reconnaissance et ma gratitude.

Un long processus qui demandera l'engagement de tous

Au Président du Gouvernement enfin, je veux dire la clairvoyance et le courage politique d'avoir décidé d'initier une réforme si profonde de notre administration, et m'avoir témoigné d'une telle marque de confiance en me confiant ce portefeuille.

Si nous vivons en ce moment la fin d'une étape, j'ai bien conscience néanmoins qu'il s'agit aussi du début d'un long processus, qui nécessitera rigueur, persévérance et volonté de tous.

Votre très large adhésion aux conclusions de chaque atelier me conforte dans l'opinion qu'il est possible de faire aboutir ce chantier.

Je vais donc continuer à m'y atteler, fort de votre soutien.

Je vous remercie de votre attention.

Assises de la Déconcentration
administrative
Préambule
17 / 18 septembre 1999

Préambule

La tendance naturelle des administrations centrales, quelque soit le pays, et celles de la Polynésie française n'y échappent pas, est de rassembler leurs moyens en un même lieu pour être plus efficaces, plus cohérentes et mieux répondre aux exigences de gestion et de contrôle imposées par une législation et une réglementation toujours plus précises et contraignantes.

Le souci de bien faire a une conséquence néfaste : le sentiment pour le citoyen de ne pas être entendu, voire celui d'être oublié par des administrations qui semblent trop lointaines.

Or, le pays de la Polynésie française dans le cadre de la République française se construit, il évolue tous les jours vers une autonomie aboutie.

Il faut pour cela que soient mises en œuvre des mesures de déconcentration appliquées à tous les domaines administratifs et techniques qui concourent à la grande œuvre de construction du pays. L'adaptation des structures aux besoins et aux aspirations des citoyens polynésiens, quelque soit leur origine, leur lieu de résidence est une nécessité qui doit conduire, avec la citoyenneté, à créer un sentiment unitaire et solidaire d'appartenance au pays de la Polynésie française dans le cadre de l'autonomie au sein de la République.

La déconcentration est la volonté de rapprocher l'administration des affaires publiques ; c'est un élément indispensable à la bonne gestion des affaires technico-administratives, pour éviter aux citoyens qui résident loin du centre des décisions d'avoir le sentiment d'être délaissés et de ne pas participer pleinement à la vie sociale et économique du territoire.

Pour aboutir à cette cohérence, il faut affirmer une volonté politique forte et sans équivoque.

Elle s'est manifestée lors de la composition du Gouvernement actuel par la compétence ministérielle confiée par monsieur le Président du Gouvernement au Vice-Président : la déconcentration administrative.

Puis a été renouvelée :

Le 17 mars 1999 en conseil des Ministres lorsque celui-ci a pris acte de la communication du Vice-Président sur la déconcentration administrative.

Le 8 avril 1999, à l'occasion de l'ouverture de la session administrative de l'assemblée de la Polynésie française, monsieur le Président déclare,

... "Il suffit que chaque ministre donne à ses services déconcentrés les moyens suffisants et le pouvoir de prendre des décisions nécessaires. C'est simple en effet, c'est bien ce qu'il faut faire et c'est bien ce que nous allons faire".

puis,

... "Si chaque ministère délègue à son représentant dans chaque archipel toutes ses capacités de décision, comment faire pour que ces nouveaux décideurs agissent de façon coordonnée et dans le sens souhaité par le Gouvernement, seul responsable de l'action des pouvoirs publics devant la population ? Il faudra évidemment que quelqu'un disposant de la compétence technique et de l'autorité politique soit en mesure d'organiser et de coordonner l'action des services publics déconcentrés. Il faudra que cet homme ou cette femme, vive sur place, soit proche de la population, à l'écoute des problèmes de tous et disponible pour chacun".

Enfin, à l'occasion du XV^{ème} Congrès des maires, le 4 mai, à Bora Bora le Président précise :

... "Je voudrais, pour terminer, vous dire quelques mots sur la déconcentration administrative.

Je sais que les maires des archipels sont très intéressés par ce sujet et souhaitent que la déconcentration administrative ne s'organise pas sans eux ou contre eux.

Je peux vous rassurer immédiatement sur un point : jamais je n'ai envisagé que la déconcentration administrative vienne concurrencer les compétences des communes. Au contraire, je suis fermement convaincu que cette déconcentration ne sera réussie que si elle est mise en place en concertation avec les maires et dans le respect de leurs prérogatives.

Certains d'entre vous souhaitent jouer un rôle plus actif dans cette déconcentration. Ils voudraient exercer eux-mêmes certaines compétences du Territoire plutôt que de les voir confiées à un administrateur représentant le Gouvernement. Je comprends parfaitement l'intérêt que peut présenter pour vous l'exercice de certaines de nos compétences telles que l'attribution des concessions maritimes ou des permis de construire.

Je n'ai pas d'objection de principe mais il faut être clair sur un point essentiel : ces compétences sont celles du Territoire et elles le resteront. Si un maire exerce des compétences qui relèvent du Gouvernement, ce sera nécessairement pour le compte et sous le contrôle du Territoire et non pas au titre de ses propres compétences."

■ La démarche

À l'évidence, une telle réforme, en ce qu'elle bouleversera des habitudes, exigera l'adoption de nouveaux textes, demandera la mobilisation de moyens nouveaux ou plus sûrement la redistribution de moyens qui existent, demandera du temps pour s'appliquer, même si ses principes fondateurs peuvent être actés dès la présente année.

Par ailleurs, on ne peut dissocier cette action des capacités de nos corps, social, économique, administratif et politique de le bien comprendre et de l'intégrer sans fracture ni tension.

L'action de déconcentration administrative a été organisée de la manière suivante :

a. Jusqu'au mois d'août 1999,

une communication élargie sur cette politique de déconcentration administrative est engagée, pour informer de nos volontés et percevoir les réactions et les attentes du terrain :

La charge de l'organisation de ce plan de communication, qui s'achèvera par la réunion à Papeete, les 17 et 18 septembre 1999, d' "Assises de la déconcentration", est confiée à un comité de pilotage.

COMPOSITION DE CE COMITÉ DE PILOTAGE

- Monsieur Sylvestre BODIN, directeur de Cabinet du Vice-Président assure sa présidence, monsieur Jacques LIMOGE, également conseiller pour la déconcentration administrative pouvant aussi, en cas d'absence ou d'empêchement du premier, assurer cette fonction ;

- au titre des personnalités féminines ayant une connaissance approfondie des archipels, des questions sociales et étant membre de l'administration territoriale : madame Georgette CHICOU ;

- au titre des personnalités représentatives du monde de la culture polynésienne : monsieur Marc MAAMAATUAIAHUTAPU, dit Maco TEVANE, président de l'Académie Tahitienne ;

- au titre des personnalités représentatives du monde des entreprises disposant d'une expérience particulière des archipels et assumant ou ayant assumé des fonctions dans le domaine de la représentation des acteurs économiques : monsieur Alfred MONTARON ;

- au titre des personnalités ayant une bonne connaissance de l'administration de l'État, du Territoire et des archipels éloignés : monsieur Louis TIXIER.

b. Le second semestre 1999 doit être consacré à la mise en place des textes qui organiseront les fondements juridiques de cette déconcentration administrative et qui débiteront sa mise en œuvre.

Enfin, les actes essentiels qui fonderont cette politique seront soumis au préalable à l'avis du Conseil économique, social et culturel, s'agissant de mesures susceptibles de réformer un secteur économique majeur, la fonction publique territoriale, et de toucher chaque élément des forces vives dans ses relations avec la sphère politico-administrative.

c. A partir de l'an 2000, il s'agira de reconstruire pas à pas l'édifice administratif et de traduire dans les faits, sur l'ensemble du territoire et dans chaque administration, les décisions dont nous fixons aujourd'hui le cadre d'ensemble.

■ Déconcentration n'est pas décentralisation

La déconcentration et la décentralisation ont un point commun, la volonté de rapprocher le citoyen de la gestion des affaires publiques avec comme corollaire un allègement des administrations centrales au profit d'une administration au contact des réalités quotidiennes.

Alors que la décentralisation est la dévolution de certaines compétences par le pouvoir central à des collectivités qui disposent d'organes délibérants et d'exécutifs, la déconcentration est, à partir d'une autorité centrale, la répartition harmonieuse de l'administration sur l'ensemble du territoire, sans que cette autorité n'abandonne une partie, ni de ses compétences, ni de ses responsabilités.

Il s'agit donc bien en Polynésie française de mettre en œuvre la déconcentration administrative. Ceci impose une autorité centrale incontestée, qui assure un contrôle politique et hiérarchique très fort sur les structures déconcentrées, pour éviter toute tendance à l'autonomie de gestion et pour affirmer de manière formelle que l'autorité gouvernementale est une et indivisible.

La déconcentration administrative est un ensemble de dispositions techniques qui s'inscrit dans la politique globale de l'amélioration des relations entre l'administration et les administrés.

Cette évolution de la perception de l'administration doit se traduire par une modernisation, un "dépoussiérage" réglementaire et par le souci demain, d'adaptation des lois de Pays. Ainsi que par le renforcement du principe d'égalité qui se concrétise par la reconnaissance aux administrés de nouveaux droits, mais aussi de nouveaux devoirs face à la puissance publique.

La cohérence de l'action gouvernementale doit demeurer, sa perception de l'intérêt général, ses responsabilités démocratiquement acquises en font le lieu privilégié des prises de décisions légales et réglementaires que les administrations centrales ou déconcentrées ont le devoir d'exécuter.

■ Les assises

Le comité de pilotage, accompagné de Monsieur le Vice-Président qui présentait la déconcentration, s'est déplacé sur l'ensemble du territoire de la Polynésie française. Il a visité les archipels des îles Sous-le-Vent, des îles Marquises, des îles Tuamotu Gambier, des îles Australes.

Au total, l'effort très important de présentation et d'explication de cette réforme fondamentale, qui se donne comme objectif, d'aboutir à l'adaptation de l'administration au nouveau statut d'autonomie ; pour mieux servir le Pays et ses citoyens et redonner un sens au SERVICE PUBLIC ; s'est réalisé à travers la visite de trente-cinq communes et la tenue de trente-neuf réunions.

Ces déplacements ont permis au Vice-Président du Gouvernement et aux membres du comité de pilotage de rencontrer les forces vives du Pays ; des élus, des citoyens, des socio-professionnels, des acteurs associatifs... . L'intérêt porté par ces personnes tout au long de ces nombreuses réunions a toujours été très marqué, les questions très nombreuses, la participation importante, les sujets bien ciblés.

Il en ressort, globalement, un sentiment général d'abandon des archipels sur le plan administratif, une très grande difficulté de faire partager par les services les particularités des îles éloignées ainsi qu'une efficace gestion des dossiers tant publics que privés.

Pour mener à bien la réflexion sur la déconcentration administrative les assises seront organisées en quatre ateliers de travail chacun ayant à débattre d'un thème précis :

- déconcentration administrative et lien social ;
- déconcentration administrative et maîtrise foncière ;
- déconcentration administrative et développement économique ;
- déconcentration administrative, culture et formation du citoyen polynésien.

Ces thèmes seront abordés d'une manière transversale. Dans chacun de ces domaines qui intéressent la société polynésienne toute entière, les interventions publiques sont multiples et variées. Il s'agira, pour ces ateliers, de souligner la nécessaire cohérence d'intervention des services publics.

Atelier Déconcentration administrative
et maîtrise foncière
Rapport de présentation

■ Les caractéristiques du problème foncier et ses solutions au regard du développement des archipels

La tenue, dans un certain nombre d'îles, des forums de la déconcentration administrative sous l'égide du comité de pilotage de celle-ci, a permis de mettre en évidence l'importance du problème foncier au regard du développement économique et social des archipels. La grande préoccupation d'une partie des insulaires, notamment des jeunes ménages, est l'accessibilité à la terre - pas forcément à titre individuel - et les moyens de valorisation de celle-ci. L'un des moyens d'y parvenir réside dans la sortie de l'indivision (qui caractérise la majorité des propriétés foncières privées). Or, l'ignorance règne souvent en la matière. L'un des reproches adressés à l'Administration porte justement sur le manque d'information dont semblent souffrir les îliens dans le domaine foncier.

Des phrases telles que :

- *"mon affaire (de partage de terre) est jugée à Tahiti sans résultat, après plusieurs déplacements onéreux" ou "il est difficile d'obtenir des autorisations (de construire) des co-propriétaires" (Rurutu).*

- *"les rares constructions qui sont effectuées sans permis sont surtout celles liées par la force des choses aux problèmes d'indivision" (Nuku Hiva) ou "nous avons des difficultés à faire appliquer les règlements en matière d'occupation du domaine maritime ; je demande une réglementation adaptée" (Tahaa).*

- *"donnez à la commune les terres présumées domaniales pour les redistribuer aux jeunes" ou "au lieu de nous exproprier, le Territoire ferait mieux de réaliser ses installations sur le domaine public maritime" (Kaukura).*

en disent long sur la perplexité des particuliers et des agents administratifs dans les archipels sur la question foncière.

Notons ailleurs que sur la douzaine de forums où la question du foncier ou de l'urbanisme a été évoquée, huit ont vu celle de l'indivision soulevée au moins une fois ; c'est dire la place qu'elle occupe dans les soucis des Polynésiens.

Cependant ce problème particulier ne doit pas occulter tout le débat. Les éléments déconcentrés des services administratifs territoriaux doivent pouvoir bénéficier des moyens réglementaires et matériels nécessaires à l'accomplissement de leurs missions, y compris celle de régler le problème foncier polynésien dans son ensemble.

C'est pourquoi il nous apparaît opportun d'examiner successivement :

- la situation actuelle du problème foncier.

- les réflexions nées des forums de la déconcentration administrative.
- les propositions de recommandations en matière foncière.

■ Situation actuelle du problème foncier - Historique

1. L'aménagement du foncier par des textes locaux

1.1 LA SITUATION FONCIÈRE AVANT L'ARRIVÉE DES EUROPÉENS

- Appropriation collective et familiale des terres.
- Inaliénabilité des terres et transmission héréditaire des droits d'usage et d'exploitation sur elles.

1.2 LA RÉVOLUTION FONCIÈRE INTRODUITE PAR LA LOI TAHITIENNE DU 24 MARS 1852 AUX ÎLES DU VENT

- Mise en place d'un système de déclarations individuelles de propriété immobilière (les *tomite*) auprès d'une commission dans chaque district.
- Instauration préalable de l'état-civil par la loi tahitienne du 2 mars 1852, complétée plus tard par celle du 29 mars 1866.

Défaut du système : absence de contrôle des revendications foncières (souvent entachées d'incertitudes ou d'erreurs sur le déclarant et sur les caractéristiques de la terre revendiquée).

1.3 L'AMÉLIORATION DU SYSTÈME PAR L'ORDONNANCE ROYALE TAHITIENNE DU 30 OCTOBRE 1877

- Allègement des formalités de déclaration : devant le Président du conseil de district.
- Possibilité d'opposition devant le tribunal indigène compétent, après publication de la déclaration au Bulletin officiel.

En définitive, il y eut peu de déclarations enregistrées, malgré la mise en place officielle du Cadastre par arrêté du 5 novembre 1862.

2. L'aménagement du foncier par des textes métropolitains

2.1. LE DÉCRET FONDAMENTAL DU 24 AOÛT 1887

- Système de déclaration de propriété immobilière devant le conseil de district, dans le délai d'un an (à compter de la promulgation du décret), et avec des précisions non requises pour les *tomite* de la loi de 1852 (indication des dimensions des terres).
- Délai de 3 mois (à compter de la publication de la déclaration au Bulletin officiel) pour y faire opposition, devant le même Conseil.
- Toutes les terres non revendiquées dans un délai d'un an devenaient domaine du district concerné, gérées par le Service des Domaines.
- Décret mis en application aux îles du Vent, puis dans une partie des îles Tuamotu et des îles Australes.

Nota : Les archipels des îles Sous-le-Vent et des îles Marquises ont eu chacun un régime foncier différent, basé sur d'autres textes.

Environ 60 000 *tomite* ont été enregistrés dans les E.F.O. entre 1887 et 1920, mais avec presque autant de défauts (erreurs de mesures, d'État-Civil des déclarants, etc.) que pour les *tomite* de 1852.

2.2. LE DÉCRET DU 25 JUIN 1934

- Toutes les demandes de transfert immobilier entre vifs sont soumises à une autorisation gubernatoriale, dans le souci de protéger la propriété dite indigène.
- Ce décret a eu l'avantage de freiner les cessions hasardeuses des terres appartenant aux familles polynésiennes.

2.3. LA LOI DU 31 DÉCEMBRE 1976

- Elle prévoit un droit de préemption des coindivisaires en cas de vente de quote-part d'indivision par l'un d'eux, qui doit leur notifier le projet de vente sous peine de nullité de celle-ci.
- Elle permet aussi d'éviter le partage du reste de l'indivision en faisant attribuer au coindivisaire, désireux de sortir de celle-ci, soit une parcelle de terre, soit une somme d'argent, correspondant à ses droits.
- Enfin elle permet d'aménager l'indivision par des conventions (renouvelables tous les 5 ans) entre tous les coindivisaires, ce qui suppose leur unanimité, condition très difficile à remplir en Polynésie pour diverses raisons.

2.4. LA LOI DU 5 JUILLET 1996

- Elle a créé la commission de conciliation foncière (présidée par un magistrat), afin de favoriser les partages de terres à l'amiable et d'alléger la tâche du tribunal dans les partages judiciaires.
- Il semble que les délais accordés (un mois au requérant pour compléter son dossier et 6 mois à la commission pour statuer) soient insuffisants face à la complexité des dossiers polynésiens.

3. Le problème particulier de l'indivision foncière

3.1. INCONVÉNIENTS DE L'INDIVISION

- L'accroissement du nombre de co-indivisaires avec le temps, joint au fait qu'ils ignorent le plus souvent le montant progressivement réduit de leur quote-part de droits individuels, contribue à développer les querelles familiales.
- La volonté d'accession à la propriété individuelle, très forte chez les jeunes ménages, les incite à quitter leurs îles respectives pour tenter de trouver à Tahiti ce qu'ils cherchent.
- Certaines associations et autres groupements fonciers jettent parfois de l'huile sur le feu en matière de revendications foncières actuelles.
- Au niveau des petites entreprises, l'indivision empêche ou freine l'initiative privée (le petit entrepreneur répugnant à partager les fruits de son labeur avec les coindivisaires).
- Sur le plan agricole, il y a sous-exploitation des terres indivises.

3.2. AVANTAGES DE L'INDIVISION

- C'est un garde-fou en matière de maintien de la propriété polynésienne.
- C'est aussi un moyen d'éviter la parcellisation excessive des grandes propriétés, notamment agricoles, et de maintenir leur rentabilité en cas d'exploitation.

3.3. SOLUTION POSSIBLE : GESTION DE L'INDIVISION

- La règle de l'unanimité en matière de gestion conventionnelle (voir page 25 - 2.3) pourrait, par une disposition législative que réclamerait le Territoire, être remplacée par une règle de majorité renforcée (des 2/3 par exemple) aussi bien pour l'exploitation que pour la location (à des fins économiques) des grandes terres indivises.
- Cette notion de volonté majoritaire, contraire à l'idéal individualiste du Code civil, correspond en réalité à la mentalité communautaire des Polynésiens.

■ Les moyens administratifs actuels de règlement du problème foncier

1. Le Cadastre

- C'est l'ensemble des documents publics définissant l'emplacement et la surface des propriétés foncières d'un territoire, ainsi que le nom de leurs propriétaires.
- Les premiers documents établis sur la base de l'arrêté du 5 novembre 1862 ont été détruits lors du cyclone de 1906. Cet ancien Cadastre a été réactivé en 1913.
- Le nouveau Cadastre, mis en place en 1975, couvre un peu plus de 1150 km² (sur les 3400 à 3600 km² que compte la Polynésie française).

1.1. AVANTAGES DU CADASTRE RÉNOVÉ

- Grâce aux techniques modernes, il assure une plus grande précision quant à la délimitation des terres, et une couverture plus large du Territoire, notamment des terres dans les montagnes et vallées.
- Il est mis à jour à chaque mutation par voie de vente (transmission automatique au Service du Cadastre d'une copie de chaque acte de vente).

1.2. DÉFAUTS DE CE SYSTÈME CADASTRAL

- Les mutations par voie successorale ne sont pas obligatoirement notifiées au service du Cadastre.
- Les plans parcellaires sont dépourvus de cotations, et ne sont pas accompagnés (contrairement à l'ancien Cadastre) de procès-verbaux, établis et signés conjointement par les géomètres et les propriétaires et locataires riverains à l'occasion des opérations de levés topographiques et de bornages.

1.3. LA DIVISION DU CADASTRE (EX. SERVICE DU CADASTRE) :

Ses moyens humains et matériels très limités ne lui permettent pas, pour le moment, d'en-

visager l'achèvement du cadastrage de la Polynésie française avant dix ans.

2. Le fichier généalogique

2.1. CARACTÉRISTIQUES

- C'est le complément du Cadastre, qui permet aux descendants des propriétaires fonciers recensés par les anciens *tomite* de faire valoir leurs droits sur telle ou telle terre.
- Créé assez récemment (1956), il constitue actuellement l'une des deux subdivisions de la division de l'assistance aux particuliers (Division faisant partie, comme celle du Cadastre, de la nouvelle direction des Affaires foncières). Contrairement aux autres éléments de celle-ci, le Fichier Généalogique est situé dans l'enceinte du Palais de Justice, près du Service de l'état-civil et du greffe des tribunaux de Papeete.

2.2. FONCTIONNEMENT

- Ouvert au public le matin, il compte une dizaine d'employés qui fournissent aux demandeurs des renseignements leur permettant d'établir la généalogie de leur famille. Par contre les magistrats, avocats, notaires et agents des services administratifs concernés accèdent directement au fichier.
- Chaque personne née en Polynésie française possède une fiche sur laquelle sont reportés tous les événements constituant son état-civil :
 - . date et lieu de naissance ; filiation ;
 - . date et lieu de mariage et état-civil du conjoint ;
 - . date et lieu de décès.

Nota : certaines fiches mentionnent le nombre d'enfants (information utile lorsque l'un des enfants n'a été reconnu que par la mère, donc ne porte pas le nom patronymique des autres enfants).

- Les personnes nées hors du territoire mais mariées ou décédées dans celui-ci y ont également une fiche. Il existe ainsi plusieurs centaines de milliers de fiches.

3. L'assistance judiciaire

Elle consiste en la mise à disposition de tout demandeur remplissant certaines conditions financières (revenu inférieur au S.M.I.G., etc.) de différents moyens de règlement de ses problèmes fonciers.

3.1. LE BUREAU DE L'ASSISTANCE JUDICIAIRE :

- Il s'agit d'une commission de huit membres, présidée par un magistrat. Elle se réunit une fois par mois pour statuer sur les demandes d'assistance judiciaire ayant fait l'objet d'une enquête préalable par la gendarmerie, sur requête du procureur de la République. En cas d'acceptation de la demande, le bâtonnier de ce bureau désigne un avocat à cet effet (*paruru Afata veve*).
- En cas d'urgence, l'assistance judiciaire provisoire est accordée directement par le président du bureau, qui fait instruire entre temps la demande, selon la procédure normale.

3.2. LE SERVICE DES AFFAIRES DE TERRES :

- Principal instrument au service des assistés judiciaires, il a été créé par arrêté du 8 juin 1964, et il est devenu la deuxième subdivision de la division de l'Assistance aux particuliers. À ce titre, il renseigne tous les particuliers sur leurs droits immobiliers. Il permet également aux personnes munies d'un certificat d'indigence de bénéficier d'une consultation juridique gratuite. Il est dirigé par un avocat non patenté. Il bénéficie d'un effectif d'une vingtaine d'agents.
- C'est également la division précitée qui assure le secrétariat et la préparation des dossiers de la commission de Conciliation foncière.
- Enfin, il existe une antenne de ce service à Uturoa (ISLV) depuis 1967.

4. Le service de l'urbanisme

Avec la direction des Affaires foncières, il constitue l'un des éléments clés du Ministère des Affaires foncières, de l'Aménagement du territoire et de l'urbanisme.

4.1. CARACTÉRISTIQUES

Il comprend:

- un bureau d'accueil du public.
 - une section "Études et Plan", chargée de l'élaboration du schéma d'Aménagement Général (S.A.G.E.) de la Polynésie française et du suivi des Plans Généraux d'Aménagement (P.G.A.) au niveau des communes.
 - une section "Urbanisme opérationnel et Construction", qui contrôle l'application de la réglementation en matière d'urbanisme.
 - une section "Topographie", qui effectue divers travaux cartographiques,
 - une antenne aux îles Sous-le-Vent (Uturoa) et une aux îles Marquises (Taiohae).
- Pour les archipels des Tuamotu-Gambier et des Australes, les circonscriptions administratives territoriales font office d'antennes.

4.2. FONCTIONNEMENT

- Il porte principalement sur la délivrance des autorisations de travaux immobiliers (permis de terrassement, permis de construire) et des certificats de conformité correspondants.
- Ce service travaille en étroite collaboration avec la D.A.F. et les municipalités.

5. Le Groupement d'études et de gestion du domaine public (direction de l'Équipement)

C'est l'une des six entités fonctionnelles de cette direction.

Il a pour mission la surveillance, la conservation, la gestion et l'entretien du domaine public territorial (terrestre, fluvial, maritime).

Il participe également à l'élaboration des plans et règlements relatifs à l'urbanisme et à l'aménagement du Territoire.

■ Réflexions nées des forums de la décentralisation administrative

Maîtrise du foncier privé

1. Le problème fondamental de l'indivision foncière familiale

1.1. MÉCONNAISSANCE DES PROCÉDURES ET DES MOYENS ADMINISTRATIFS DE RÈGLEMENT DE L'INDIVISION

- La majorité du public ignore la complexité de la procédure de la sortie d'indivision, qui exige le plus souvent un partage judiciaire des terres familiales concernées, avec intervention d'avocat spécialisé si possible (au coût élevé, pour un avocat patenté) et non d'un simple agent d'affaires immobilières ou d'une association de coindivisaires.
- La plupart des gens ne connaissent pas le rôle des structures administratives actuelles en matière foncière, et les possibilités d'y recourir (notamment par l'assistance judiciaire).

1.2. DIFFICULTÉS DE SE PROCURER LES PIÈCES D'ÉTAT-CIVIL NÉCESSAIRES À LA RECONSTITUTION DES GÉNÉALOGIES

- Les insulaires se plaignent d'être parfois obligés de faire un voyage à Tahiti rien que pour cela.

1.3. CONTRAINTE DE L'ABSENCE DE PLANS CADASTRAUX DANS LA MAJORITÉ DES ÎLES

- La mobilisation d'un géomètre privé, à défaut de tels plans, constitue un obstacle pour les projets de partages familiaux, aussi bien à l'amiable que judiciaires (honoraires de plusieurs centaines de milliers à plusieurs millions de FCP par partage).

2. Le problème des terres présumées domaniales : (domaine privé du Territoire)

2.1. L'ACCROISSEMENT PROGRESSIF DU DOMAINE TERRITORIAL PRIVÉ

- Un certain nombre de terres non revendiquées dans différentes îles sont devenues, notamment par le jeu du décret foncier de 1887 (et de 1902 pour les Marquises), domaniales territoriales. Cela provoque parfois l'irritation des coindivisaires de propriétés familiales difficiles à partager, principalement chez les jeunes ménages désireux d'avoir leur propre logement.
- Le Territoire est également amené à louer de plus en plus fréquemment des terres agricoles, parfois sous forme de parcelles de lotissements agricoles territoriaux, réservés en priorité aux jeunes agriculteurs (mais dans quelques îles seulement).

2.2. LA REVENDICATION DE TERRES DOMANIALES DES DERNIÈRES DÉCENNIES

- La pratique de la prescription trentenaire acquisitive (*usucapion* ou *aitau*) a permis aux habitants de certaines îles des archipels des Australes et des Tuamotu d'acquérir des terres réputées domaniales, là où le système des *tomite* n'existait pas.
- Certaines communes souhaitent se voir confier la gestion au moins d'une partie des terres domaniales situées sur leurs territoires respectifs.

Maîtrise du foncier public

1. Le domaine public territorial

1.1. DOMAINE PUBLIC TERRESTRE

Il s'agit de l'ensemble des superficies foncières supportant les voies de communication et les constructions publiques telles que, routes, ponts, quais, aérodrômes, bâtiments publics (etc.), du Territoire.

L'emplacement des terres domaniales existantes ne permet pas toujours leur utilisation rationnelle pour accueillir des équipements supplémentaires de ce type. D'où le recours à l'acquisition des terrains nécessaires, par voie amiable ou, à défaut, par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Celle-ci comporte plusieurs phases : déclaration d'utilité publique - arrêté de cessibilité - ordonnance d'expropriation - fixation de l'indemnité d'expropriation par le juge.

Cette procédure, souvent incontournable, n'est pas toujours acceptée par les intéressés :
- La première critique vise le niveau des prix proposés, la plupart du temps insuffisant aux yeux des expropriés : les sommes obtenues ne permettent généralement pas d'acheter un terrain privé équivalent.

- Le second reproche porte sur le système de consignation des sommes des terres indivises expropriées : il ne rapporte qu'un intérêt de 1% par an, et la difficulté de sortie d'indivision bloque actuellement plus de la moitié des sommes consignées pendant les années 1970 et 1980.

- Enfin il n'est pas exclu qu'au bout de trente ans de consignation, les sommes concernées versées par le Territoire redeviennent propriété de celui-ci, et non plus des expropriés.

1.2. DOMAINE PUBLIC MARITIME

Il s'agit de la surface marine bordant le rivage des îles.

En Polynésie, du fait de l'existence des lagons, et de leur rôle économique croissant, cette étendue marine est de plus en plus sollicitée.

- Il est difficile au Territoire de faire appliquer la réglementation en matière d'octroi de concessions maritimes face aux revendications d'un certain nombre de riverains lagunaires : d'où leur mécontentement à l'égard de la lourdeur de la procédure.

2. Le domaine public communal

Il faut reconnaître qu'il se révèle généralement insuffisant, face aux nouveaux besoins nés de l'urbanisation.

2.1. DIFFICULTÉS POLITIQUES D'UTILISATION DE L'EXPROPRIATION PRÉCITÉE

La pression (ou le chantage) des familles menacées d'expropriation, du fait de la proximité géographique des antagonistes, dissuade souvent l'utilisation d'un tel instrument pour l'acquisition de terrains pourtant indispensables aux équipements publics municipaux souvent insuffisants.

C'est pourquoi certaines communes pratiquent une politique de constitution de réserves foncières, afin d'éviter le recours ultérieur à cette procédure.

2.2. RÉSULTATS ALÉATOIRES DE LA POLITIQUE D'ACQUISITION DE PARTS FONCIÈRES INDIVISE PAR CERTAINES MUNICIPALITÉS (EN VUE DE CES RÉSERVES FONCIÈRES)

Cette politique, louable en soi, nécessite un aménagement de l'indivision plutôt qu'un recours systématique à la demande de sortie d'indivision faite par la Commune devenue coindivisaire, qui requiert souvent des années pour aboutir, avec d'éventuels traumatismes familiaux annexes.

■ La Déconcentration administrative : adaptation de l'administration aux réalités et aux besoins des archipels

1. Extension dans les archipels des antennes des services administratifs à vocation foncière (voir les propositions de recommandations)

2. Rôle particulier de l'Administrateur territorial

- Le rôle renforcé de coordinateur de l'action des services administratifs territoriaux insulaires que pourrait jouer le *Tavana Hau Fenua* (T.H.F.) facilitera la diffusion de l'information en matière foncière dans chaque archipel.
- On peut aussi envisager pour lui un rôle de médiateur dans les litiges fonciers.

3. Rôle potentiel du projet METUA de l'O.P.T.

Le système de télétransmission que compte implanter l'O.P.T. dans les trente-quatre bureaux de poste actuels des trois archipels éloignés (vingt-trois aux Tuamotu-Gambier, six aux Marquises, cinq aux Australes) permettra à tout citoyen de ces archipels d'accéder au futur serveur informatique de la D.A.F., et d'obtenir par exemple du chef du bureau de poste des documents fonciers ou d'état-civil télétransmis authentifiés.

4. Rôle primordial du futur système d'Information géographique (S.I.G.) territorial

Ce système, qui est un outil de gestion d'informations graphiques associées à des informations littérales, regroupera :

- la base de données foncières que procurera l'informatisation (en 2 ans) de la direction des Affaires foncières (D.A.F.) ;
 - la base de données géographiques que fournira le prochain "Plan Topo Foncier" résultant d'une opération combinée division du Cadastre (de la D.A.F.) - Service de l'urbanisme (enveloppe budgétaire pluriannuelle totalisant 3,7 milliards de FCP sur cinq ans).
- Ainsi les plans cadastraux et les plans P.G.A. seront informatisés et disponibles pour une série de services administratifs, de même que les plans de divers réseaux techniques dans une zone donnée.

Cela impliquera une mise à jour permanente du cadastre territorial, base graphique du S.I.G.

Propositions de recommandations

1. Création d'un véritable centre administratif polyvalent dans chaque chef-lieu d'archipel, avec une représentation systématique de l'actuel ministère des Affaires foncières, de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme.

Cela passe par une formation polyvalente de l'agent ou des agents administratifs assurant cette représentation, et leur accès à un équipement en matériel informatique de télétransmission.

2. Création d'un fichier immobilier complet.

À l'image du fichier dit réel en métropole, il compléterait le fichier personnel actuel du service de la Conservation des Hypothèques de Papeete (où sont reportées toutes les mutations d'immeubles des personnes concernées par les transactions immobilières).

3. Développement d'un partenariat Territoire-communes en matière foncière.

Il s'agit de faire du maire un partenaire de gestion du domaine territorial.

4. Recours plus fréquent à l'échange de terrains dans le domaine des expropriations pour cause d'utilité publique (en remplacement d'indemnités généralement consignées, pour une durée le plus souvent indéterminée).

La contrepartie foncière territoriale ne serait pas forcément située dans la même île, mais dans le même archipel.

5. Cette énumération de propositions de recommandations n'est pas exhaustive.

L'atelier concerné aura précisément pour rôle de la compléter ou de la remanier, en fonction de la sensibilité et des préoccupations de ses différents membres.

Atelier Déconcentration administrative
et maîtrise foncière
Rapport de présentation

■ Les caractéristiques du problème foncier et ses solutions au regard du développement des archipels

La tenue, dans un certain nombre d'îles, des forums de la déconcentration administrative sous l'égide du comité de pilotage de celle-ci, a permis de mettre en évidence l'importance du problème foncier au regard du développement économique et social des archipels. La grande préoccupation d'une partie des insulaires, notamment des jeunes ménages, est l'accessibilité à la terre - pas forcément à titre individuel - et les moyens de valorisation de celle-ci. L'un des moyens d'y parvenir réside dans la sortie de l'indivision (qui caractérise la majorité des propriétés foncières privées). Or, l'ignorance règne souvent en la matière. L'un des reproches adressés à l'Administration porte justement sur le manque d'information dont semblent souffrir les îliens dans le domaine foncier.

Des phrases telles que :

- *"mon affaire (de partage de terre) est jugée à Tahiti sans résultat, après plusieurs déplacements onéreux" ou "il est difficile d'obtenir des autorisations (de construire) des co-propriétaires" (Rurutu).*

- *"les rares constructions qui sont effectuées sans permis sont surtout celles liées par la force des choses aux problèmes d'indivision" (Nuku Hiva) ou "nous avons des difficultés à faire appliquer les règlements en matière d'occupation du domaine maritime ; je demande une réglementation adaptée" (Tahaa).*

- *"donnez à la commune les terres présumées domaniales pour les redistribuer aux jeunes" ou "au lieu de nous exproprier, le Territoire ferait mieux de réaliser ses installations sur le domaine public maritime" (Kaukura).*

en disent long sur la perplexité des particuliers et des agents administratifs dans les archipels sur la question foncière.

Notons ailleurs que sur la douzaine de forums où la question du foncier ou de l'urbanisme a été évoquée, huit ont vu celle de l'indivision soulevée au moins une fois ; c'est dire la place qu'elle occupe dans les soucis des Polynésiens.

Cependant ce problème particulier ne doit pas occulter tout le débat. Les éléments déconcentrés des services administratifs territoriaux doivent pouvoir bénéficier des moyens réglementaires et matériels nécessaires à l'accomplissement de leurs missions, y compris celle de régler le problème foncier polynésien dans son ensemble.

C'est pourquoi il nous apparaît opportun d'examiner successivement :

- la situation actuelle du problème foncier.

- les réflexions nées des forums de la déconcentration administrative.
- les propositions de recommandations en matière foncière.

■ Situation actuelle du problème foncier - Historique

1. L'aménagement du foncier par des textes locaux

1.1 LA SITUATION FONCIÈRE AVANT L'ARRIVÉE DES EUROPÉENS

- Appropriation collective et familiale des terres.
- Inaliénabilité des terres et transmission héréditaire des droits d'usage et d'exploitation sur elles.

1.2 LA RÉVOLUTION FONCIÈRE INTRODUITE PAR LA LOI TAHITIENNE DU 24 MARS 1852 AUX ÎLES DU VENT

- Mise en place d'un système de déclarations individuelles de propriété immobilière (les *tomite*) auprès d'une commission dans chaque district.
- Instauration préalable de l'état-civil par la loi tahitienne du 2 mars 1852, complétée plus tard par celle du 29 mars 1866.

Défaut du système : absence de contrôle des revendications foncières (souvent entachées d'incertitudes ou d'erreurs sur le déclarant et sur les caractéristiques de la terre revendiquée).

1.3 L'AMÉLIORATION DU SYSTÈME PAR L'ORDONNANCE ROYALE TAHITIENNE DU 30 OCTOBRE 1877

- Allègement des formalités de déclaration : devant le Président du conseil de district.
- Possibilité d'opposition devant le tribunal indigène compétent, après publication de la déclaration au Bulletin officiel.

En définitive, il y eut peu de déclarations enregistrées, malgré la mise en place officielle du Cadastre par arrêté du 5 novembre 1862.

2. L'aménagement du foncier par des textes métropolitains

2.1. LE DÉCRET FONDAMENTAL DU 24 AOÛT 1887

- Système de déclaration de propriété immobilière devant le conseil de district, dans le délai d'un an (à compter de la promulgation du décret), et avec des précisions non requises pour les *tomite* de la loi de 1852 (indication des dimensions des terres).
- Délai de 3 mois (à compter de la publication de la déclaration au Bulletin officiel) pour y faire opposition, devant le même Conseil.
- Toutes les terres non revendiquées dans un délai d'un an devenaient domaine du district concerné, gérées par le Service des Domaines.
- Décret mis en application aux îles du Vent, puis dans une partie des îles Tuamotu et des îles Australes.

Nota : Les archipels des îles Sous-le-Vent et des îles Marquises ont eu chacun un régime foncier différent, basé sur d'autres textes.

Environ 60 000 *tomite* ont été enregistrés dans les E.F.O. entre 1887 et 1920, mais avec presque autant de défauts (erreurs de mesures, d'État-Civil des déclarants, etc.) que pour les *tomite* de 1852.

2.2. LE DÉCRET DU 25 JUIN 1934

- Toutes les demandes de transfert immobilier entre vifs sont soumises à une autorisation gubernatoriale, dans le souci de protéger la propriété dite indigène.
- Ce décret a eu l'avantage de freiner les cessions hasardeuses des terres appartenant aux familles polynésiennes.

2.3. LA LOI DU 31 DÉCEMBRE 1976

- Elle prévoit un droit de préemption des coindivisaires en cas de vente de quote-part d'indivision par l'un d'eux, qui doit leur notifier le projet de vente sous peine de nullité de celle-ci.
- Elle permet aussi d'éviter le partage du reste de l'indivision en faisant attribuer au coindivisaire, désireux de sortir de celle-ci, soit une parcelle de terre, soit une somme d'argent, correspondant à ses droits.
- Enfin elle permet d'aménager l'indivision par des conventions (renouvelables tous les 5 ans) entre tous les coindivisaires, ce qui suppose leur unanimité, condition très difficile à remplir en Polynésie pour diverses raisons.

2.4. LA LOI DU 5 JUILLET 1996

- Elle a créé la commission de conciliation foncière (présidée par un magistrat), afin de favoriser les partages de terres à l'amiable et d'alléger la tâche du tribunal dans les partages judiciaires.
- Il semble que les délais accordés (un mois au requérant pour compléter son dossier et 6 mois à la commission pour statuer) soient insuffisants face à la complexité des dossiers polynésiens.

3. Le problème particulier de l'indivision foncière

3.1. INCONVÉNIENTS DE L'INDIVISION

- L'accroissement du nombre de co-indivisaires avec le temps, joint au fait qu'ils ignorent le plus souvent le montant progressivement réduit de leur quote-part de droits individuels, contribue à développer les querelles familiales.
- La volonté d'accession à la propriété individuelle, très forte chez les jeunes ménages, les incite à quitter leurs îles respectives pour tenter de trouver à Tahiti ce qu'ils cherchent.
- Certaines associations et autres groupements fonciers jettent parfois de l'huile sur le feu en matière de revendications foncières actuelles.
- Au niveau des petites entreprises, l'indivision empêche ou freine l'initiative privée (le petit entrepreneur répugnant à partager les fruits de son labeur avec les coindivisaires).
- Sur le plan agricole, il y a sous-exploitation des terres indivises.

3.2. AVANTAGES DE L'INDIVISION

- C'est un garde-fou en matière de maintien de la propriété polynésienne.
- C'est aussi un moyen d'éviter la parcellisation excessive des grandes propriétés, notamment agricoles, et de maintenir leur rentabilité en cas d'exploitation.

3.3. SOLUTION POSSIBLE : GESTION DE L'INDIVISION

- La règle de l'unanimité en matière de gestion conventionnelle (voir page 25 - 2.3) pourrait, par une disposition législative que réclamerait le Territoire, être remplacée par une règle de majorité renforcée (des 2/3 par exemple) aussi bien pour l'exploitation que pour la location (à des fins économiques) des grandes terres indivises.
- Cette notion de volonté majoritaire, contraire à l'idéal individualiste du Code civil, correspond en réalité à la mentalité communautaire des Polynésiens.

■ Les moyens administratifs actuels de règlement du problème foncier

1. Le Cadastre

- C'est l'ensemble des documents publics définissant l'emplacement et la surface des propriétés foncières d'un territoire, ainsi que le nom de leurs propriétaires.
- Les premiers documents établis sur la base de l'arrêté du 5 novembre 1862 ont été détruits lors du cyclone de 1906. Cet ancien Cadastre a été réactivé en 1913.
- Le nouveau Cadastre, mis en place en 1975, couvre un peu plus de 1150 km² (sur les 3400 à 3600 km² que compte la Polynésie française).

1.1. AVANTAGES DU CADASTRE RÉNOVÉ

- Grâce aux techniques modernes, il assure une plus grande précision quant à la délimitation des terres, et une couverture plus large du Territoire, notamment des terres dans les montagnes et vallées.
- Il est mis à jour à chaque mutation par voie de vente (transmission automatique au Service du Cadastre d'une copie de chaque acte de vente).

1.2. DÉFAUTS DE CE SYSTÈME CADASTRAL

- Les mutations par voie successorale ne sont pas obligatoirement notifiées au service du Cadastre.
- Les plans parcellaires sont dépourvus de cotations, et ne sont pas accompagnés (contrairement à l'ancien Cadastre) de procès-verbaux, établis et signés conjointement par les géomètres et les propriétaires et locataires riverains à l'occasion des opérations de levés topographiques et de bornages.

1.3. LA DIVISION DU CADASTRE (EX. SERVICE DU CADASTRE) :

Ses moyens humains et matériels très limités ne lui permettent pas, pour le moment, d'en-

visager l'achèvement du cadastrage de la Polynésie française avant dix ans.

2. Le fichier généalogique

2.1. CARACTÉRISTIQUES

- C'est le complément du Cadastre, qui permet aux descendants des propriétaires fonciers recensés par les anciens *tomite* de faire valoir leurs droits sur telle ou telle terre.
- Créé assez récemment (1956), il constitue actuellement l'une des deux subdivisions de la division de l'assistance aux particuliers (Division faisant partie, comme celle du Cadastre, de la nouvelle direction des Affaires foncières). Contrairement aux autres éléments de celle-ci, le Fichier Généalogique est situé dans l'enceinte du Palais de Justice, près du Service de l'état-civil et du greffe des tribunaux de Papeete.

2.2. FONCTIONNEMENT

- Ouvert au public le matin, il compte une dizaine d'employés qui fournissent aux demandeurs des renseignements leur permettant d'établir la généalogie de leur famille. Par contre les magistrats, avocats, notaires et agents des services administratifs concernés accèdent directement au fichier.
- Chaque personne née en Polynésie française possède une fiche sur laquelle sont reportés tous les événements constituant son état-civil :
 - . date et lieu de naissance ; filiation ;
 - . date et lieu de mariage et état-civil du conjoint ;
 - . date et lieu de décès.

Nota : certaines fiches mentionnent le nombre d'enfants (information utile lorsque l'un des enfants n'a été reconnu que par la mère, donc ne porte pas le nom patronymique des autres enfants).

- Les personnes nées hors du territoire mais mariées ou décédées dans celui-ci y ont également une fiche. Il existe ainsi plusieurs centaines de milliers de fiches.

3. L'assistance judiciaire

Elle consiste en la mise à disposition de tout demandeur remplissant certaines conditions financières (revenu inférieur au S.M.I.G., etc.) de différents moyens de règlement de ses problèmes fonciers.

3.1. LE BUREAU DE L'ASSISTANCE JUDICIAIRE :

- Il s'agit d'une commission de huit membres, présidée par un magistrat. Elle se réunit une fois par mois pour statuer sur les demandes d'assistance judiciaire ayant fait l'objet d'une enquête préalable par la gendarmerie, sur requête du procureur de la République. En cas d'acceptation de la demande, le bâtonnier de ce bureau désigne un avocat à cet effet (*paruru Afata veve*).
- En cas d'urgence, l'assistance judiciaire provisoire est accordée directement par le président du bureau, qui fait instruire entre temps la demande, selon la procédure normale.

3.2. LE SERVICE DES AFFAIRES DE TERRES :

- Principal instrument au service des assistés judiciaires, il a été créé par arrêté du 8 juin 1964, et il est devenu la deuxième subdivision de la division de l'Assistance aux particuliers. À ce titre, il renseigne tous les particuliers sur leurs droits immobiliers. Il permet également aux personnes munies d'un certificat d'indigence de bénéficier d'une consultation juridique gratuite. Il est dirigé par un avocat non patenté. Il bénéficie d'un effectif d'une vingtaine d'agents.
- C'est également la division précitée qui assure le secrétariat et la préparation des dossiers de la commission de Conciliation foncière.
- Enfin, il existe une antenne de ce service à Uturoa (ISLV) depuis 1967.

4. Le service de l'urbanisme

Avec la direction des Affaires foncières, il constitue l'un des éléments clés du Ministère des Affaires foncières, de l'Aménagement du territoire et de l'urbanisme.

4.1. CARACTÉRISTIQUES

Il comprend:

- un bureau d'accueil du public.
 - une section "Études et Plan", chargée de l'élaboration du schéma d'Aménagement Général (S.A.G.E.) de la Polynésie française et du suivi des Plans Généraux d'Aménagement (P.G.A.) au niveau des communes.
 - une section "Urbanisme opérationnel et Construction", qui contrôle l'application de la réglementation en matière d'urbanisme.
 - une section "Topographie", qui effectue divers travaux cartographiques,
 - une antenne aux îles Sous-le-Vent (Uturoa) et une aux îles Marquises (Taiohae).
- Pour les archipels des Tuamotu-Gambier et des Australes, les circonscriptions administratives territoriales font office d'antennes.

4.2. FONCTIONNEMENT

- Il porte principalement sur la délivrance des autorisations de travaux immobiliers (permis de terrassement, permis de construire) et des certificats de conformité correspondants.
- Ce service travaille en étroite collaboration avec la D.A.F. et les municipalités.

5. Le Groupement d'études et de gestion du domaine public (direction de l'Équipement)

C'est l'une des six entités fonctionnelles de cette direction.

Il a pour mission la surveillance, la conservation, la gestion et l'entretien du domaine public territorial (terrestre, fluvial, maritime).

Il participe également à l'élaboration des plans et règlements relatifs à l'urbanisme et à l'aménagement du Territoire.

■ Réflexions nées des forums de la décentralisation administrative

Maîtrise du foncier privé

1. Le problème fondamental de l'indivision foncière familiale

1.1. MÉCONNAISSANCE DES PROCÉDURES ET DES MOYENS ADMINISTRATIFS DE RÈGLEMENT DE L'INDIVISION

- La majorité du public ignore la complexité de la procédure de la sortie d'indivision, qui exige le plus souvent un partage judiciaire des terres familiales concernées, avec intervention d'avocat spécialisé si possible (au coût élevé, pour un avocat patenté) et non d'un simple agent d'affaires immobilières ou d'une association de coindivisaires.
- La plupart des gens ne connaissent pas le rôle des structures administratives actuelles en matière foncière, et les possibilités d'y recourir (notamment par l'assistance judiciaire).

1.2. DIFFICULTÉS DE SE PROCURER LES PIÈCES D'ÉTAT-CIVIL NÉCESSAIRES À LA RECONSTITUTION DES GÉNÉALOGIES

- Les insulaires se plaignent d'être parfois obligés de faire un voyage à Tahiti rien que pour cela.

1.3. CONTRAINTE DE L'ABSENCE DE PLANS CADASTRAUX DANS LA MAJORITÉ DES ÎLES

- La mobilisation d'un géomètre privé, à défaut de tels plans, constitue un obstacle pour les projets de partages familiaux, aussi bien à l'amiable que judiciaires (honoraires de plusieurs centaines de milliers à plusieurs millions de FCP par partage).

2. Le problème des terres présumées domaniales : (domaine privé du Territoire)

2.1. L'ACCROISSEMENT PROGRESSIF DU DOMAINE TERRITORIAL PRIVÉ

- Un certain nombre de terres non revendiquées dans différentes îles sont devenues, notamment par le jeu du décret foncier de 1887 (et de 1902 pour les Marquises), domaniales territoriales. Cela provoque parfois l'irritation des coindivisaires de propriétés familiales difficiles à partager, principalement chez les jeunes ménages désireux d'avoir leur propre logement.
- Le Territoire est également amené à louer de plus en plus fréquemment des terres agricoles, parfois sous forme de parcelles de lotissements agricoles territoriaux, réservés en priorité aux jeunes agriculteurs (mais dans quelques îles seulement).

2.2. LA REVENDICATION DE TERRES DOMANIALES DES DERNIÈRES DÉCENNIES

- La pratique de la prescription trentenaire acquisitive (*usucapion* ou *aitau*) a permis aux habitants de certaines îles des archipels des Australes et des Tuamotu d'acquérir des terres réputées domaniales, là où le système des *tomite* n'existait pas.
- Certaines communes souhaitent se voir confier la gestion au moins d'une partie des terres domaniales situées sur leurs territoires respectifs.

Maîtrise du foncier public

1. Le domaine public territorial

1.1. DOMAINE PUBLIC TERRESTRE

Il s'agit de l'ensemble des superficies foncières supportant les voies de communication et les constructions publiques telles que, routes, ponts, quais, aérodrômes, bâtiments publics (etc.), du Territoire.

L'emplacement des terres domaniales existantes ne permet pas toujours leur utilisation rationnelle pour accueillir des équipements supplémentaires de ce type. D'où le recours à l'acquisition des terrains nécessaires, par voie amiable ou, à défaut, par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Celle-ci comporte plusieurs phases : déclaration d'utilité publique - arrêté de cessibilité - ordonnance d'expropriation - fixation de l'indemnité d'expropriation par le juge.

Cette procédure, souvent incontournable, n'est pas toujours acceptée par les intéressés :
- La première critique vise le niveau des prix proposés, la plupart du temps insuffisant aux yeux des expropriés : les sommes obtenues ne permettent généralement pas d'acheter un terrain privé équivalent.

- Le second reproche porte sur le système de consignation des sommes des terres indivises expropriées : il ne rapporte qu'un intérêt de 1% par an, et la difficulté de sortie d'indivision bloque actuellement plus de la moitié des sommes consignées pendant les années 1970 et 1980.

- Enfin il n'est pas exclu qu'au bout de trente ans de consignation, les sommes concernées versées par le Territoire redeviennent propriété de celui-ci, et non plus des expropriés.

1.2. DOMAINE PUBLIC MARITIME

Il s'agit de la surface marine bordant le rivage des îles.

En Polynésie, du fait de l'existence des lagons, et de leur rôle économique croissant, cette étendue marine est de plus en plus sollicitée.

- Il est difficile au Territoire de faire appliquer la réglementation en matière d'octroi de concessions maritimes face aux revendications d'un certain nombre de riverains lagunaires : d'où leur mécontentement à l'égard de la lourdeur de la procédure.

2. Le domaine public communal

Il faut reconnaître qu'il se révèle généralement insuffisant, face aux nouveaux besoins nés de l'urbanisation.

2.1. DIFFICULTÉS POLITIQUES D'UTILISATION DE L'EXPROPRIATION PRÉCITÉE

La pression (ou le chantage) des familles menacées d'expropriation, du fait de la proximité géographique des antagonistes, dissuade souvent l'utilisation d'un tel instrument pour l'acquisition de terrains pourtant indispensables aux équipements publics municipaux souvent insuffisants.

C'est pourquoi certaines communes pratiquent une politique de constitution de réserves foncières, afin d'éviter le recours ultérieur à cette procédure.

2.2. RÉSULTATS ALÉATOIRES DE LA POLITIQUE D'ACQUISITION DE PARTS FONCIÈRES INDIVISE PAR CERTAINES MUNICIPALITÉS (EN VUE DE CES RÉSERVES FONCIÈRES)

Cette politique, louable en soi, nécessite un aménagement de l'indivision plutôt qu'un recours systématique à la demande de sortie d'indivision faite par la Commune devenue coindivisaire, qui requiert souvent des années pour aboutir, avec d'éventuels traumatismes familiaux annexes.

■ La Déconcentration administrative : adaptation de l'administration aux réalités et aux besoins des archipels

1. Extension dans les archipels des antennes des services administratifs à vocation foncière (voir les propositions de recommandations)

2. Rôle particulier de l'Administrateur territorial

- Le rôle renforcé de coordinateur de l'action des services administratifs territoriaux insulaires que pourrait jouer le *Tavana Hau Fenua* (T.H.F.) facilitera la diffusion de l'information en matière foncière dans chaque archipel.
- On peut aussi envisager pour lui un rôle de médiateur dans les litiges fonciers.

3. Rôle potentiel du projet METUA de l'O.P.T.

Le système de télétransmission que compte implanter l'O.P.T. dans les trente-quatre bureaux de poste actuels des trois archipels éloignés (vingt-trois aux Tuamotu-Gambier, six aux Marquises, cinq aux Australes) permettra à tout citoyen de ces archipels d'accéder au futur serveur informatique de la D.A.F., et d'obtenir par exemple du chef du bureau de poste des documents fonciers ou d'état-civil télétransmis authentifiés.

4. Rôle primordial du futur système d'Information géographique (S.I.G.) territorial

Ce système, qui est un outil de gestion d'informations graphiques associées à des informations littérales, regroupera :

- la base de données foncières que procurera l'informatisation (en 2 ans) de la direction des Affaires foncières (D.A.F.) ;
 - la base de données géographiques que fournira le prochain "Plan Topo Foncier" résultant d'une opération combinée division du Cadastre (de la D.A.F.) - Service de l'urbanisme (enveloppe budgétaire pluriannuelle totalisant 3,7 milliards de FCP sur cinq ans).
- Ainsi les plans cadastraux et les plans P.G.A. seront informatisés et disponibles pour une série de services administratifs, de même que les plans de divers réseaux techniques dans une zone donnée.

Cela impliquera une mise à jour permanente du cadastre territorial, base graphique du S.I.G.

Propositions de recommandations

1. Création d'un véritable centre administratif polyvalent dans chaque chef-lieu d'archipel, avec une représentation systématique de l'actuel ministère des Affaires foncières, de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme.

Cela passe par une formation polyvalente de l'agent ou des agents administratifs assurant cette représentation, et leur accès à un équipement en matériel informatique de télétransmission.

2. Création d'un fichier immobilier complet.

À l'image du fichier dit réel en métropole, il compléterait le fichier personnel actuel du service de la Conservation des Hypothèques de Papeete (où sont reportées toutes les mutations d'immeubles des personnes concernées par les transactions immobilières).

3. Développement d'un partenariat Territoire-communes en matière foncière.

Il s'agit de faire du maire un partenaire de gestion du domaine territorial.

4. Recours plus fréquent à l'échange de terrains dans le domaine des expropriations pour cause d'utilité publique (en remplacement d'indemnités généralement consignées, pour une durée le plus souvent indéterminée).

La contrepartie foncière territoriale ne serait pas forcément située dans la même île, mais dans le même archipel.

5. Cette énumération de propositions de recommandations n'est pas exhaustive.

L'atelier concerné aura précisément pour rôle de la compléter ou de la remanier, en fonction de la sensibilité et des préoccupations de ses différents membres.

Atelier Déconcentration administrative
et lien social
Rapport de présentation

1. Constats

LES MISSIONS DU COMITÉ DE PILOTAGE DANS LES ARCHIPELS ONT PERMIS :

- d'appréhender la représentation qu'ont nos compatriotes, de l'administration territoriale à travers leurs avis, observations, commentaires, critiques, doléances et revendications . de repérer la place du citoyen îlien dans l'organisation sociale et administrative et ses relations avec l'administration ;
- d'évaluer le profond sentiment d'isolement, voire d'abandon ; le sentiment d'être des citoyens à part ; de ne pas appartenir à la même communauté, à la même Polynésie.
- d'apprécier le potentiel, la vitalité, le dynamisme, la philosophie de vie des populations des archipels.

2. Identification des problèmes majeurs

Ces populations, en identifiant leurs difficultés quotidiennes dans leurs relations avec l'administration, mettent en évidence "les dysfonctionnements" de cette dernière

- verticalité de l'organisation administrative ;
- éloignement des instances de décision des réalités du terrain ;
- inadéquation des réponses par rapport aux besoins exprimés par les populations ;
- inaccessibilité de certains services administratifs ;
- inefficacité par manque de moyens, manque de formation du personnel administratif ;
- absence de l'administration ;
- cloisonnement institutionnel (politique du chacun pour soi) ;
- manque de créativité ;
- lenteur et lourdeur des procédures administratives.

Aussi, revendiquent-elles, et à juste titre, une administration plus proche d'elles, à l'écoute de leurs préoccupations, de leurs besoins, et de leurs priorités.

C'est un formidable appel à l'égalité de droit, à l'égalité des chances !

3. Problématiques

Compte tenu :

- de la configuration géographique de notre territoire ;

- des caractéristiques propres à chaque archipel : géopolitiques, démographiques, économiques, sociales, culturelles ;
- de l'organisation administrative en place ;
- des réseaux de communication existants (intra et inter-îles), etc.

3.1. QUELLE DEVRAIT-ÊTRE LA CONFIGURATION DE L'ADMINISTRATION POUR QU'ELLE SOIT ACCESSIBLE, FIABLE, EFFICACE ET ADAPTÉE ?

3.2. COMMENT LA DÉCONCENTRATION ADMINISTRATIVE DOIT-ELLE :

a. Contribuer à la promotion et au développement des communautés insulaires sur le plan de :

- la croissance économique ;
- la santé ;
- l'éducation ;
- la vie sociale ;
- la formation et l'insertion ;
- les loisirs ;
- la culture ;
- l'environnement ;
- l'aménagement urbain ;
- l'élaboration et la mise en place du plan général d'aménagement ;
- le logement...

b. Accompagner la métamorphose sociale ?

La modernisation n'a pas, hélas, que des bons côtés !

Le progrès porte un envers. En effet, l'évolution rapide des techniques modifie fondamentalement la trame du tissu de la vie sociale, voire, fragilise les structures sociales existantes et atteint en profondeur la cellule familiale. Elle a un impact néfaste sur la santé, sur l'environnement alors même que celui-ci représente un enjeu important pour le développement économique des archipels.

Il se crée un décalage qui ne permet pas aux individus d'appréhender l'ensemble, de rester un élément actif. D'où une attitude de retrait, de passivité ou d'assistanat.

3.3. QUELLES DEVRAIENT ÊTRE LES STRATÉGIES, POUR APPRÉHENDER CES DIFFÉRENTES COMMUNAUTÉS DANS LEUR GLOBALITÉ, AVEC L'IDÉE D'ENGAGER UN PROCESSUS DE LIEN ET D'ARTICULATION ENTRE LES DIVERSES COMPOSANTES DE CES MICRO SOCIÉTÉS ?

3.4. EN DÉFINITIVE, QU'EST-CE QUE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE EST PRÊTE À FAIRE POUR AIDER LES POPULATIONS DES ARCHIPELS À CONSTRUIRE UN PROJET DE SOCIÉTÉ RÉALISTE ET AMBITIEUX ?

■ Pistes et réflexions

Ces interrogations nous amènent naturellement à notre thème d'aujourd'hui sur le lien social et la cohérence sociale, ciment de notre société.

Mais quel lien, nous direz-vous, avec la déconcentration administrative ?

Selon le dictionnaire LAROUSSE, **le lien** est "ce qui sert à lier, à maintenir; il est ce qui attache, qui unit, établit un rapport logique ou de dépendance (lien de cause à effet). Il est ce qui lie deux ou plusieurs personnes : c'est la relation : liens de sang, liens de l'amitié, liens de l'amour, liens d'intérêts, de goût. Il est ce qui impose une contrainte, qui enchaîne : les liens du mariage, liens d'un serment".

La cohérence, nous dit le dictionnaire LAROUSSE, est "*l'harmonie logique entre les divers éléments d'un ensemble d'idées ou de faits*".

Nous sommes réunis aujourd'hui (le lien commence ici), professionnels des services publics (santé, social, éducation ...), chefs d'entreprises, élus politiques, responsables d'associations, responsables religieux, pour partager nos connaissances, nos savoir-faire, nos expériences, nos moyens, notre réalité du terrain afin de construire ensemble une administration qui soit là, avant tout, au service des citoyens des archipels.

En effet, la déconcentration administrative est faite d'abord pour rapprocher les décideurs des bénéficiaires ; elle n'est faite ni pour les élus, ni pour les professionnels.

Nous voudrions citer **Peter SENGE**, maître à penser en matière "d'organisation apprenante", dans son livre : "**The fifth discipline : The art and practise of the learning organisation**" qui compare la conception d'une organisation à la construction d'un bateau. La façon dont le bateau est construit, dit-il, conditionne sa performance future et sa capacité de manœuvre. Nous ajouterons son adaptabilité et son confort. Le chef d'œuvre est le fruit d'un travail d'équipe pluridisciplinaire.

Le "**design**" d'une organisation s'inspire de la même logique.

La façon dont nous construisons déterminera le comportement et les performances de tous les acteurs d'une communauté.

Le développement suppose le pouvoir de s'organiser pour dire et réaliser ce que l'on veut. Il doit avantager la population collectivement.

Ce sont les gens qui, avant tout, sont ou devraient être l'élément essentiel de tout développement (**cohérence**).

Il faut remettre en cause un projet, même s'il n'y a pas de développement humain, même s'il y a un changement, même s'il y a de l'emploi ou du gain matériel, le développement doit se faire au rythme des gens et dans l'intérêt des populations locales.

Relevons le défi, prenons des risques et débarrassons-nous de nos anciens modes de pensée, faisons preuve d'une grande ouverture à l'égard du changement et du pluralisme, laissons la place à la créativité.

Entre "projet réaliste" et "image idéale", il y a suffisamment de place pour créer une vision réaliste.

La déconcentration administrative doit être l'opportunité de dialogue permanent, de rencontres, de liens à l'échelon local entre les différents acteurs de différentes légitimités institutionnelles, associatives, communales, territoriales.

Il ne s'agit pas de faire l'addition des politiques sectorielles, mais d'aller au-delà de celles-ci, nous pensons à quelque chose de transversal, d'horizontal, quelque chose à inventer, à bâtir, à créer.

Il s'agit aujourd'hui de penser autrement, de se défaire de ses attitudes mentales archaïques qui tendent à réduire, à cloisonner la réalité sociale.

Peut-être faut-il être à la recherche ou proposer une pensée plus globale qui ne réduise plus l'action sociale à la gestion de la solidarité, mais vise, au contraire, au développement des relations inter-institutionnelles autour des projets qui auraient pour caractéristiques de mobiliser les ressources locales, quelles soient humaines, matérielles, financières, en utilisant au mieux les spécificités de chaque archipel.

Cette démarche s'appuie sur :

- les contextes géographiques, économiques, sociaux et culturels ;
- la forte conviction que chacun de nous, dans le domaine où il exerce et là où il se trouve, est un maillon indispensable du lien social ; nous ne sommes pas uniquement transmetteurs ou représentants d'un pouvoir central mais chevilles ouvrières, capables d'initiatives interreliées, interdépendantes, interactives, d'un réseau social complexe et dynamique ;
- une volonté politique d'un réel projet de société réaliste et ambitieux au profit des populations des archipels ;
- la mise en place du projet Metua, grâce auquel nous sommes reliés entre nous et au reste du monde.

Nous avons, aujourd'hui, la responsabilité de développer des idées directrices, des politiques et des stratégies basées sur les valeurs fondamentales de notre société :

solidarité, respect et confiance.

En conclusion, la réforme de l'administration dans les archipels, expression d'une volonté politique, va se manifester matériellement par la mise en place d'une structure déconcentrée propre à chaque archipel.

La légitimité de la structure déconcentrée sera fondée sur sa capacité d'agréger les intérêts de chacun pour le bien-être collectif.

En effet, elle est le lieu d'information, de concertation, de coordination et de décision, identifié par tous les acteurs locaux ; le responsable de la structure déconcentrée appréhendant l'archipel dans sa globalité est chargé d'animer (dans le sens de donner de la vie et du sens) et de coordonner les actions inter-institutionnelles ; il mobilise et dynamise les réseaux, fait émerger les potentialités, impulse, anticipe. Il est l'élément fédérateur et générateur d'énergie.

Pour terminer, et pour nous encourager, nous dirons que la déconcentration administrative est un enjeu juridique, économique, social et culturel important, une opportunité d'ouverture sur des perspectives nouvelles.

Nous vous remercions de votre attention.

Atelier Déconcentration administrative et développement économique Rapport de présentation

1. Rappel historique de l'évolution de l'économie polynésienne

1.1. 1965-1985: LES VINGT "GLORIEUSES"

Avant l'implantation du C.E.P. au milieu des années 60, l'économie polynésienne présentait les caractéristiques d'une économie de pays sous-développé avec un P.I.B. par tête d'habitant extrêmement faible.

Elle était caractérisée par l'exportation de quelques biens primaires (phosphate, vanille, nacre), une très forte auto-production et par voie de conséquence des échanges extérieurs réduits.

La population active était constituée pour moitié d'agriculteurs pêcheurs vivant en autosubsistance.

Les biens industriels et les services étaient très peu répandus.

Deux événements majeurs ont permis de sortir l'économie polynésienne de sa paisible léthargie et ont provoqué des bouleversements socio-économiques importants dans la société polynésienne :

a. L'implantation du Centre d'Expérimentation du Pacifique au milieu des années 60.

La migration massive des agriculteurs-pêcheurs qui avaient quitté leur milieu naturel pour devenir des salariés du ministère de la Défense qui employait en 1968 jusqu'à 43 % de la population active du Territoire.

L'impact de ces déplacements massifs de population ont provoqué des bouleversements socio-économiques considérables dans la société polynésienne.

b. L'index de correction des fonctionnaires.

Il fut décidé par l'État, à la fin des années 60, que tous les agents publics en poste en Polynésie recevraient une rémunération indexée (salaire de métropole x 2,04 ; et depuis 1972 x 1,84) y compris pour tous les agents publics de recrutement local (à l'exception toutefois de ceux de l'administration communale).

Ce double levier a impulsé le développement de l'économie polynésienne.

1.2. 1986-1995 : LES PRÉMICES DE LA CRISE DU "SYSTÈME"

L'inflechissement du rythme de croissance des transferts civils et militaires, passant de + 7 % à un niveau compris entre + 2 et + 3 % l'an, marque le début d'une période de crise. Il était dû, notamment, au tassement des transferts militaires consécutif au désengagement progressif du Ministère de la défense que n'arrivait pas à compenser la croissance encore soutenue des transferts civils de l'ordre de 5 % par an.

La dégradation fondamentale enregistrée au cours de ces dix dernières années fut

avant tout sociale.

Cette crise touchait particulièrement les jeunes et les moins qualifiés qui se trouvaient, *de facto*, exclus massivement du marché du travail.

C'est ainsi que depuis dix ans, un jeune sur trois, chaque année ne trouve pas de travail. Le taux de chômage est de l'ordre de 16 % de la population active.

C'est la fin de l'euphorie économique.

Pendant cette période de récession, la population active croissait de + 2,6 % par an alors que la croissance démographique était de + 2 % par an.

La croissance économique au rythme de + 3 % par an a pu générer un taux de création d'emplois nouveaux stables de l'ordre de +1,5 % par an.

2. Constats de la situation actuelle de l'économie polynésienne

La Polynésie Française jouit d'une économie développée avec un P.I.B. par habitant de 90.000 FF par an contre 55.000 FF pour les D.O.M. et 115.000 FF pour la France.

Mais la structure de cette économie reposait sur des fondations éminemment fragiles du fait de l'importance des transferts de l'État qui s'est réduite progressivement, mais en proportion croissante chaque année.

Toutefois, elle s'est résolument engagée dans un processus énergique de reconversion de son économie suite à l'arrêt des essais nucléaires et du Centre d'Expérimentation du Pacifique (C.E.P.).

L'arrêt du C.E.P. a induit des suppressions d'emplois, aussi bien dans le secteur privé (les entreprises sous-traitantes) que dans le secteur public (emplois de recrutement local du C.E.A. et du C.E.P.).

L'engagement pris par l'État de verser 990 millions de FF par an pendant 10 ans a permis l'amorce de la restructuration de notre économie.

En effet, le maintien de ces transferts a notamment permis la création d'un mécanisme compensatoire qui atténue les effets néfastes induits par la suppression des activités du C.E.P. qui représentaient ces dernières années 15 % des ressources extérieures globales du Territoire.

C'est ainsi que le P.I.B. de la Polynésie a pu progresser depuis deux ans à un rythme soutenu de 5 % et cette croissance a permis de générer un accroissement de près de 10 % du volume des emplois en deux ans.

En conséquence, tous les secteurs sont créateurs d'emplois.

2.1. POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT.

En 1992, les Polynésiens avaient précisé, au travers de la démarche de la Charte de développement et du Pacte de progrès, leur stratégie économique fondamentale.

Elle consiste à développer les ressources propres génératrices de devises à l'export afin que ces mêmes ressources, qui ne représentaient que 24 % du total de la balance des paiements en 1990, puissent procurer près de 50 % de ce total en 2005 et les 2/3 en 2015,

tout en ayant contribué à soutenir une croissance globale de l'économie au taux réel de plus de 3 % par an.

Le Pacte de progrès prévoit de concentrer les moyens financiers disponibles pour produire des richesses et générer ainsi des activités rémunératrices.

Il prévoit également une politique économique qui conjugue l'amélioration de la qualité des productions locales et la baisse des coûts de production, afin de consolider la compétitivité des productions de biens et de services aussi bien à l'exportation qu'à l'importation-substitution dans certains secteurs (agro-alimentaire...).

C'est ainsi que l'essentiel des moyens publics disponibles est consacré à cet objectif prioritaire, au travers de programmes ambitieux de formation des hommes et de réalisation d'infrastructures structurantes nécessaires au développement (routes, quais, pistes aériennes, eau, assainissement, traitement des déchets).

Par ailleurs, la réforme de la fiscalité et la révision des grilles de rémunération dans la fonction publique territoriale répondent également à l'objectif fondamental de désinflation des prix de revient des productions locales.

Le Pacte de progrès prévoit, dans le domaine social, des moyens financiers importants dans le domaine du logement et de la protection sociale.

Depuis 1995, la Polynésie s'est dotée d'un régime de "Protection sociale généralisée (P.S.G.)" qui assure une égalité de droits totale pour toute la population à l'égard du risque maladie. La P.S.G. est financée à la fois par des cotisations patronales et salariales, de la fiscalité générale territoriale, des contributions de l'État au régime de solidarité (160 millions FF) et la nouvelle contribution de solidarité territoriale (C.S.T.) qui constitue un mécanisme de fiscalité directe cédulaire, mais généralisé sur l'ensemble des revenus des ménages directement affectés au financement de la protection sociale.

Le budget annuel global de la P.S.G. est de 2,6 milliards de FF.

Dans ce contexte, la croissance de l'économie devrait garantir ainsi une légère progression du P.I.B. par habitant (+1 % en moyenne par an) et surtout une stabilisation de la situation de l'emploi.

La restructuration de notre économie a permis d'atténuer les effets négatifs de la fermeture du C.E.P.

Ces données macro-économiques très favorables notamment en matière de création d'emplois résultent de la combinaison des facteurs suivants :

- L'efficacité des mécanismes de défiscalisation tant au niveau local (loi Flosse) que national (loi Pons) pour susciter les décisions d'investissement dans le secteur privé.
- La confiance des acteurs économiques polynésiens dans leur économie se traduisant par des investissements réalisés dans les différents secteurs productifs (l'hôtellerie, la pêche, l'industrie, les transports, les énergies renouvelables ...) par des entreprises et des particuliers en grande majorité polynésiens. La caisse de Prévoyance sociale a également participé à ces efforts d'investissement.

La croissance de l'économie a généré des créations d'emplois et des avancées sociales (P.S.G., amélioration du S.M.I.G. et des retraites) permettant ainsi de créer un climat social favorable.

3. Les objectifs sectoriels

3.1. LE DÉVELOPPEMENT D'UNE VÉRITABLE FILIÈRE PÊCHE SE POURSUIT

Construction de thoniers en Polynésie française par un chantier naval local employant du personnel polynésien. Des équipages des bateaux polynésiens dont la majorité possèdent leur outil de travail. Ils sont formés tant à la navigation qu'aux techniques de pêche par des écoles locales spécialisées.

La maîtrise des techniques de pêche et de conservation des prises conduisant à l'obtention du label de qualité auprès des autorités tant américaines qu'européennes.

3.2. LE SECTEUR DU TOURISME

Plusieurs projets hôteliers dont certains sont achevés et d'autres en cours de réalisation permettent d'accroître, dans une proportion significative, la capacité d'accueil de la Polynésie française.

Les principaux indicateurs prévisionnels en 1999 :

Flux touristique international: 202 000

Nuitées hôtelières : 1 528 130

Estimation des recettes touristiques: 39 400 000 000 FCFP

Capacité hôtelière : 3405

Capacité en cabines de croisière (bateaux) : 905

Capacité en cabines de charters : 440

Capacité réceptive des pensions de famille : 950

Capacité de sièges offerts (avions) : 437 629 (tous marchés confondus).

3.3. LE SECTEUR DE LA PERLICULTURE

La Polynésie produit 95 % des perles noires du monde.

Les efforts soutenus de promotion à l'étranger du G.I.E. Perles de Tahiti, les mesures de structuration des circuits de commercialisation et de contrôle réglementaire de la qualité des perles exportées ont permis d'obtenir ces résultats.

Ces données incontestables montrent, à l'évidence, que la Polynésie s'est bien engagée sur la bonne voie pour réussir le pari de la reconversion de son économie après l'arrêt des activités du C.E.P.

Par ailleurs, l'impérieuse nécessité de maintenir ce dynamisme de notre économie s'avère indispensable pour permettre l'insertion progressive des jeunes dans le tissu socio-économique, sans qu'il soit nécessaire de recourir à des mécanismes d'assistanat généralisé.

Dans ce contexte, l'Administration territoriale a un rôle important à jouer pour accompagner ce développement.

La déconcentration administrative s'inscrit dans cette mouvance.

4. La déconcentration administrative

L'Administration territoriale a un double rôle à jouer dans ce processus de restructuration de notre économie. Il est le plus gros employeur du Territoire.

Par ailleurs, il doit accompagner ce développement par la mise en place de mesures et d'une politique économique appropriées pour soutenir la croissance.

4.1. CONSTATS SUR LE TERRAIN DES PROBLÈMES ET DES DIFFICULTÉS POUR LA MISE EN ŒUVRE DE CETTE POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT.

Les observations qui suivent résultent d'un vaste travail d'écoute du Vice-Président du Gouvernement et des membres du comité de pilotage, des réactions et des attentes des populations sur le projet de déconcentration administrative.

4.2. FORMALITÉS ADMINISTRATIVES

Les difficultés évoquées relèvent de trois domaines bien spécifiques :

a. Organisation

- lenteur et lourdeur des procédures administratives ;
- absence de représentation de certains services déconcentrés ;
- nécessité de la présence administrative dans les îles ;
- complexité des procédures de constitution de dossiers ;
- difficulté de sortir de l'indivision ;

b. Moyens humains

- problème de compétence des agents actuellement affectés dans les îles ;
- problème de communication : bilinguisme ;

c. Moyens financiers

- insuffisance de moyens matériels mis en place dans les îles.

4.3. INFORMATION.

La bonne circulation de l'information et de l'échange des idées apparaît aujourd'hui indispensable au développement efficace et harmonieux de l'économie du Territoire.

Les difficultés d'accès aux informations constituent un frein réel au développement économique :

- information sur les projets de développement ;
- information sur les aides à l'investissement.

4.4. ACCÈS AUX AIDES.

Les difficultés d'accès aux aides à l'investissement formulées par la population relèvent de trois causes essentielles :

- l'absence de présence administrative dans les archipels ;
- l'insuffisance de compétence des agents actuellement affectés dans les îles ;
- les difficultés de constitution des dossiers de demande d'aide.

4.5. FORMATION.

Les besoins de formation professionnelle exprimés concernent principalement les domaines suivants :

- la formation à la gestion des entreprises.
- la formation technique sur l'utilisation optimale de l'outil de travail pour une

meilleure rentabilité des capitaux investis.

- la vulgarisation des techniques de production en constante évolution.
- la formation professionnelle continue pour faire face à l'évolution rapide des techniques.

4.6. COMMERCIALISATION DES PRODUCTIONS DES ÎLES.

L'écoulement des productions insulaires se heurte à 3 problèmes mis en exergue lors des réunions :

- le coût élevé des transports aériens et maritimes pénalise les productions locales face à la concurrence des produits importés ;
- le manque d'information sur les marchés ne permet pas de réguler la production en fonction de la saisonnalité de la demande ou de cibler les créneaux de production porteurs ;
- enfin la mise en place des circuits de commercialisation à partir des archipels éloignés pose des problèmes particulièrement difficiles d'organisation et de surcoût des produits.

4.7. ACCÈS AUX TECHNOLOGIES MODERNES DE COMMUNICATION.

Malgré les efforts consentis par le Gouvernement du territoire de démocratiser l'accès aux techniques modernes de communication dans le cadre du projet Metua, les utilisateurs des îles ont relevé les problèmes suivants :

- le coût relativement élevé des communications ;
- les difficultés d'accès au réseau ;
- la lenteur des communications.

5. Propositions du comité de pilotage

Le comité de pilotage a analysé, avec un intérêt particulièrement attentif les doléances exprimées par les administrés, les chefs d'entreprise, les syndicats, les responsables de l'administration territoriale.

Pour répondre à toutes ces attentes, il formule les propositions suivantes selon quatre axes de réflexion :

5.1. UNE VOLONTÉ DÉTERMINÉE DE RAPPROCHER L'ADMINISTRATION TERRITORIALE DES CITOYENS

Le renforcement de la présence physique de l'Administration dans les archipels.

Le traitement des dossiers au plus proche du terrain et de ses réalités.

5.2. UNE AMÉLIORATION DES RELATIONS AVEC L'ADMINISTRÉ

Elle peut être améliorée notamment par une évolution des procédures administratives dans le sens d'une simplification et par le recours aux nouvelles technologies de l'information et de la communication .

L'engagement du Gouvernement dans le projet Metua permettra de tirer des avantages

de l'internet et du pouvoir du réseau pour favoriser les relations avec les administrés au niveau du fonctionnement de l'Administration. C'est ainsi que dans un avenir proche, un artisan des îles Marquises pourrait, de son île, vendre des sculptures sur le Web ou bien interroger le service de l'Artisanat.

5.3. L'ADMINISTRATION PARTENAIRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Ce partenariat peut prendre plusieurs formes, notamment :

- les investissements structurants favorisent la création d'un environnement propice au développement des projets économiques
- Le conseil aux initiateurs de projet leur fournit les informations indispensables sur le marché, la réglementation juridique et économique et l'environnement du projet.
- Enfin la formation à la gestion et aux techniques de production (dans la perliculture notamment) constitue une aide précieuse aux producteurs dans la recherche de l'amélioration de la performance de leur entreprise et de la qualité des productions.

En conclusion, les recommandations du comité de pilotage devraient servir de cadre de réflexion pour la détermination des séries d'actions à entreprendre, dans le cadre de la politique de déconcentration administrative.

Elles seront proposées par le Vice-Président au Gouvernement et seront arrêtées par le conseil des ministres.

Le Vice-Président du Gouvernement a la charge de la programmation de ces mesures qui seront mise en œuvre par l'Administration pour accompagner et soutenir le développement économique du Territoire.

Assises de la Déconcentration
administrative
Recommandations
17 / 18 septembre 1999

■ Atelier "maîtrise foncière"

L'examen des observations recueillies lors des forums organisés dans les archipels autres que celui des îles du Vent met en évidence la revendication de leurs populations en faveur d'un rapprochement de l'Administration territoriale vers les administrés, et de son adaptation à l'environnement général insulaire, au regard des problèmes fonciers à résoudre.

CELA SUPPOSE :

- d'abord une information claire et précise de l'administration et des administrés des îles éloignées sur la différence entre déconcentration et décentralisation ;
- ensuite la déconcentration complète des administrations centrales et leur adaptation à cette nouvelle situation sur les plans des objectifs à atteindre, des textes et des structures.
- enfin une certaine forme de regroupement des antennes administratives déconcentrées au niveau de chaque archipel, et la mise en place d'un partenariat Territoire-communes ouvert à l'État.

**Il en résulte de la part des participants à l'Atelier n°1,
les recommandations suivantes:**

Recommandation n°1 (Cadre foncier en général)

Si des solutions juridiques existent déjà dans le code civil, qui permettent de traiter le problème de l'indivision, se pose le problème de leur connaissance, de leur adéquation au contexte local et de leur accessibilité par les îliens.

Le premier moyen de solution passe par un transfert de compétence foncière à inscrire dans la future loi organique, avec mise en application par les futures lois de pays.

Un second moyen passe par l'incitation au recours à la procédure d'arbitrage, qui serait à aménager dans le code de procédure civile. La neutralité de l'éventuel organisme d'arbitrage doit être garantie.

À ce titre, pourraient également être reprises et approfondies certaines propositions déjà anciennes de magistrats (propositions dépassant le seul cadre foncier) suggérant la mise en place d'un "médiateur local" dans chaque île, qui serait : élu, bénévole et doté d'un pouvoir de sanction (amende, travaux d'intérêt général).

Recommandation n°2

Dégager des moyens administratifs insulaires pour faciliter les démarches liées aux problèmes fonciers.

Avant tout, il s'agit du problème de l'accessibilité aux informations (le problème se posant également aux administrés des îles du Vent).

Le système prévu du guichet unique direction des Affaires foncières (D.A.F.) - Urbanisme pour la consultation et la remise de tous les documents de la compétence du ministère de tutelle, y compris la délivrance des généalogies, doit être étendu aux futurs centres administratifs.

Il s'agit de faciliter le transport des administrés vers les guichets. À ce titre, le centre administratif polyvalent d'archipel ne suffit pas et il doit être complété dans chaque île (bureau de poste, mairie ou autre lieu géographique à déterminer) par un point de consultation déconcentré et de pré-traitement, relié au réseau multimédia METUA. Le fonctionnement de ce centre repose sur la disposition d'un agent polyvalent formé aux techniques de communication et maîtrisant la langue locale.

Ce guichet unique devra pouvoir être étendu à d'autres secteurs, telles les demandes de délimitation du domaine public.

Recommandation n°3

La mise en œuvre de chaque "point de consultation déconcentré" doit impérativement s'appuyer sur la complémentarité entre l'action du Territoire et celle du maire, premier interlocuteur de sa population et devant pouvoir recevoir délégation pour certaines décisions.

Il s'agit du développement d'un partenariat entre le Territoire et les communes, avec le maire comme acteur. Des conventions, notamment de mise à disposition de locaux, seront passées, permettant l'installation de ces points qui devront bénéficier d'une "enseigne" bien identifiée, marque de la déconcentration vis-à-vis de la population.

Recommandation n°4

Dans l'attente du développement progressif de cette déconcentration, doit être mise en œuvre une procédure intérimaire par archipel, avec le détachement d'un agent polyvalent et d'une brigade de géomètres permettant d'apporter une contribution à la solution des problèmes ou conflits en cours. L'informatisation de la D.A.F. doit être menée à son terme.

Recommandation n°5 - TRAITEMENT DES DOSSIERS

Nécessité de réduire le délai de traitement des dossiers, après accès à l'information. D'où l'importance d'une liaison technique entre le point de consultation et le centre administratif polyvalent de l'archipel. Ce centre doit bénéficier, autour de son responsable, le *Tavana Hau Fenua*, d'agents polyvalents (Bac + 2 minimum) maîtrisant la langue locale, bénéficiant d'une formation continue et dont la neutralité est impérative et garantie.

Recommandation n°6 - RÉORGANISATION DES SERVICES CENTRAUX

La déconcentration implique une nécessaire mutation des administrations centrales, pour qu'elles fonctionnent dans cet esprit et avec l'utilisation des nouveaux moyens. Elles devront en outre apporter tout leur soutien aux agents polyvalents "déconcentrés", notamment avec la désignation de correspondants permanents au sein de chacune d'elles.

Recommandation n°7 - RÉORGANISATION DES TEXTES ET PROCÉDURES

La déconcentration ne sera efficace que si les procédures sont claires et simples. Un premier travail de rassemblement et de codification des textes applicables à chaque archipel incombe aux administrations centrales.

Les documents et procédures doivent être établis dans un langage plus accessible, et traduits. Doit être élaboré, par exemple sous forme de fiches, un guide de l'administré en matière foncière (au sens large de tout ce qui relève de l'occupation du sol).

Il faut simplifier les procédures, afin d'éviter la multiplication des intermédiaires, notamment en cherchant à déconcentrer les commissions administratives dont la consultation est nécessaire.

Certaines consultations pour le recueil des avis de maires devraient pouvoir être effectuées directement par E-mail.

Recommandation n°8 - RÔLE DU TAVANA HAU FENUA

- Il est le représentant du Gouvernement du pays et bénéficie de la délégation de signature des ministres ;
- il contrôle sur le terrain la cohérence des actions administratives ;
- il organise la concertation inter-services ;
- il est l'animateur des opérations conjointes ;
- il a un rôle d'information des ministères sur les besoins de l'archipel ;
- il assure la validation de certains actes ;
- il est délégué du contrôle des dépenses engagées (C.D.E.) dans l'archipel ;
- il organise le système de recouvrement des recettes domaniales.

Son souci principal doit être l'application loyale de la politique gouvernementale.

L'importance de cette fonction rend difficile l'hypothèse de lui confier un rôle de médiation, mais elle justifie d'inclure le principe de l'organisation des centres administratifs déconcentrés dans la future loi organique (nomination et révocation du responsable en conseil des ministres).

Recommandation n°9

L'efficacité de la déconcentration, outre le support du réseau METUA, nécessite la validation juridique de la télétransmission des documents et de la transmission d'avis par E-mail.

Recommandation n°10

L'efficacité de la déconcentration ne pourra être assurée que dans le cadre d'un partenariat entre le Territoire, les communes et l'État.

C'est ainsi que notamment :

- L'accessibilité à l'état-civil par télétransmission doit être légalement obtenue (sauf à bloquer le système).
- Les services dépendant du Trésor doivent pouvoir s'intégrer au mouvement de déconcentration pour faciliter les opérations de paiement dans les archipels, ce qui n'est plus le cas actuellement.

■ Atelier "culture et formation du citoyen Polynésien"

La Polynésie française d'aujourd'hui se prépare à entrer dans le nouveau millénaire avec comme ambition, d'offrir à tous les Polynésiens les mêmes chances de réussite où qu'ils se trouvent. La tâche est ardue.

Le territoire de la Polynésie française, par son étendue géographique, par la diversité de ses cultures, est le terrain propice à toutes sortes de difficultés. Administrer dans cette situation est un exercice souvent périlleux qui nécessite des qualités de

- dialogue ;
- polyvalence ;
- acquisition de spécificités du lieu ;
- transversalité ;
- de maîtrise et de coordination.

Ces qualités doivent permettre souvent de

- maîtriser les moyens et les textes ;
- réagir rapidement face à des situations délicates ;
- être présent au moment opportun.

Tout cela pour travailler avec le milieu et faire mieux avec ce que l'on a.

Les habitants de nos archipels sont las. C'est pour répondre à leurs attentes que notre atelier a imaginé ce que pourrait être demain matin, une administration déconcentrée. Pas une administration idéale – l'atelier s'y est exercé –, simplement une administration plus proche, au service des individus et des groupes, efficace, égalitaire, une administration qui informe qui écoute et qui aide à résoudre ou à faire résoudre les problèmes.

L'atelier, après avoir constaté les difficultés liées à la culture et à la formation dans les archipels, s'est autorisé à souligner l'urgence du changement d'attitude de l'administration.

La situation aujourd'hui est préoccupante. Pas un jour ne passe, sans que les élus ou les citoyens ne soient confrontés à une administration pas toujours compréhensive, voire abusivement autoritaire dans certains cas. Les exemples relatifs à notre atelier sont nombreux, et il ne nous appartient pas ici d'en proposer une liste. Néanmoins, dans la limite des règles établies, il serait souhaitable d'adapter les programmes scolaires aux réalités de chacun des archipels.

Cependant, force est de constater que d'une situation préoccupante, nous pourrions bien vite passer à une situation dramatique si rien n'est fait rapidement sans que les effets puissent se faire sentir dans un intervalle de temps de l'ordre de trois à quatre ans. Pour être cohérent avec l'action gouvernementale, nous devrions proposer un changement immédiat. Mais la sagesse nous recommande aussi, de réfléchir avant de passer aux actes.

Ainsi, avant d'aborder le schéma de ce que pourrait être notre administration déconcentrée, nous avons souhaité identifier ce à quoi elle devrait répondre.

Au niveau de la mise en œuvre de l'action gouvernementale, l'administration déconcentrée doit répondre aux projets de développement, suivant les besoins identifiés. Elle doit pour ce faire être capable d'optimiser les moyens nécessaires à la réalisation de tous objectifs. Dynamiser l'activité économique sociale et culturelle des archipels, au travers des réalisations souhaitées par le gouvernement, contribuera à la régression de l'exode rural de nos populations.

Même l'administration centrale souffre du mécontentement des habitants des archipels. Les critiques sont légions, et très souvent justifiées. L'administration déconcentrée permettra d'appliquer au mieux les stratégies politiques conçues dans la capitale. La conduite et l'harmonisation de celles ci devront reposer sur une certaine mutualisation des moyens dont disposent aujourd'hui les archipels. Il est à notre sens évident que cette nouvelle forme d'administration ne devra plus souffrir du cloisonnement, mais devra répondre aux attentes du citoyen.

Ce dernier devra retrouver au travers de la mise en place de cette administration déconcentrée, une réponse aux différents problèmes soulevés lors des rencontres avec le Gouvernement sur le sujet.

Les populations de nos archipels ne demandent pas à l'administration de les aider à être eux-mêmes. Elles lui demandent de trouver des solutions à leurs problèmes, de les soulager de la complexité des arcanes de l'administration, de trouver l'adéquation entre les nécessités d'une gestion administrative et les réalités de la vie de tous les jours.

La situation réclame de nous, toute notre attention et toute notre bonne volonté. Il n'est plus tolérable à l'heure du tout électronique, de consentir des délais de réponse trop tardifs. Il n'est pas imaginable, à l'heure où notre Territoire est sur le point de changer de statut, de ne rien faire afin d'éviter le sentiment d'exclusion des populations de nos archipels. S'il n'y a aucun centre d'intérêt dans les archipels, nous ne tarderons pas à subir le

contre-coup d'un exode massif.

Aussi est-il souhaitable, dans l'espoir de résoudre les problèmes soulevés, que la déconcentration améliore la situation. L'améliorer ce n'est pas se substituer à l'effort local. Beaucoup d'élus aujourd'hui, essaient de s'en sortir du mieux qu'ils peuvent, avec souvent beaucoup de courage, mais aussi beaucoup de réussite. Il ne faut pas tuer l'initiative locale. Elle doit être maintenue, épaulée, accompagnée du mieux possible par une administration déconcentrée. L'optimisation des moyens tant humains que matériels est un gage de réussite.

Nous l'avons annoncé précédemment, l'administration idéale n'existe pas. Cependant, nous devons avoir une administration plus humaine, capable de comprendre et de répondre efficacement aux besoins de chaque citoyen, dans le respect des règlements et des spécificités locales et culturelles. Elle doit être équitable pour tous, comprise de tous.

Afin de pouvoir répondre à toutes ces ambitions, nous avons imaginé ce que serait notre administration déconcentrée.

Elle sera avant tout, une représentation du pouvoir politique central, chargée de la mise en œuvre des décisions gouvernementales. Elle contribuera au désenclavement des archipels en synergie avec le développement de tous les moyens de communication. Elle agira dans un cadre bien déterminé, avec des attributions, des limites de responsabilités identifiées. Son autonomie vis-à-vis de l'administration centrale, ne sera que relative, dans la mesure où cette administration déconcentrée devra répondre de ses actes devant une entité interministérielle (le conseil des ministres), qui lui attribuera également ses missions. Son autorité dans l'archipel sera pleine et entière dans le cadre de ses attributions. Cette autorité devra être reconnue. Elle aura autorité sur les différents responsables d'entités présentes dans les archipels, pour conduire avec elles, les missions qu'elle aura reçues. Les chefs de service continueront pour leur part, à gérer le personnel sous leur autorité.

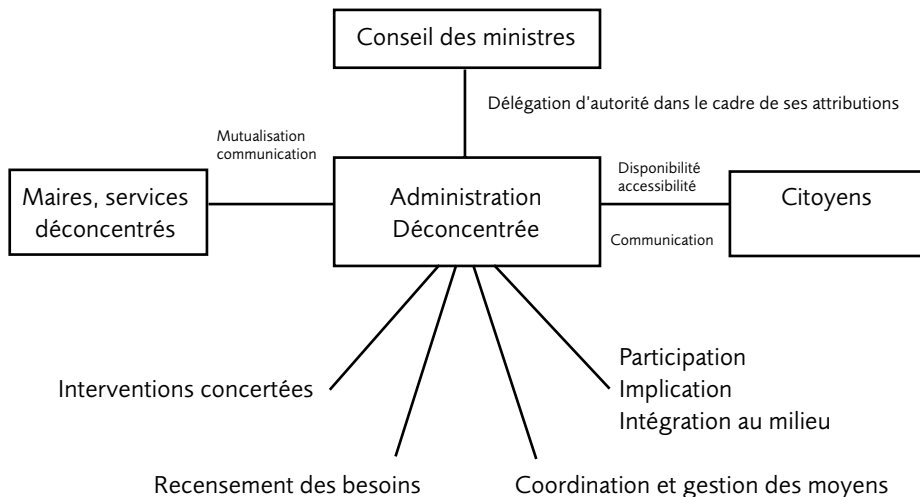
Cette administration déconcentrée, devra entre autres

- recenser tous les besoins de l'archipel ;
- coordonner les actions ;
- gérer et optimiser les moyens ;
- intervenir de manière concertée ;
- s'intégrer au milieu et à l'environnement ;
- avoir une démarche participative ;
- s'impliquer dans la vie de ces administrés.

Cette structure devra être animée par une personnalité douée de

- capacité relationnelle ;
- compétence manageriale ;
- qualités certaines d'Homme de terrain.

Il serait souhaitable que cette personnalité maîtrise la pratique du "reo maohi".



Nous devons cependant mettre en exergue le cas particulier des Tuamotu. L'éparpillement des îles de cet archipel rend difficilement applicable ce schéma. Cette situation devra être traitée spécifiquement, dans le cadre d'une étude particulière.

Il faut d'ores et déjà penser à l'intégration des nouveaux moyens de communication tels qu'internet...

Pour atteindre ces objectifs, une formation efficace et adaptée devra être mise en place dans les domaines aussi divers que le management, l'administration, mais aussi la connaissance du milieu dans lequel les personnes désignées devront agir.

Il est bien évident que les populations concernées devront être informées de ce nouveau dispositif par tous les moyens, notamment en ce qui concerne le rôle et les missions de cette administration, qui devra obtenir l'adhésion des élus et des ministres.

Toutes les mesures devront être prises afin d'inciter les acteurs de l'administration à répondre favorablement à une mobilité. Cette dernière fera partie d'un dispositif adéquat permettant la mise en place de cette administration déconcentrée.

Voici résumé en quelques mots et quelques graphiques, monsieur le Président, ce que nous pensons être les prémices d'une administration déconcentrée, relais du Gouvernement, mais aussi l'outil à l'écoute du citoyen.

■ Atelier "lien social et cohérence sociale"

Le lien social est un ensemble de valeurs, d'attitudes et de comportement partagé par les individus et qui les unit dans une société. L'insertion des individus dans la société nécessite que l'on préserve ce lien social. Les différentes composantes de la société comme l'Administration doivent contribuer à réaliser cette finalité.

La commission chargée de ce thème a voulu poser la question de fond dans les termes suivants: "dans quelle mesure la déconcentration administrative peut-elle faciliter ou renforcer le lien social et en définitive la cohésion sociale ?"

Pour ce faire, elle a voulu dans un premier temps dresser la situation actuelle de l'Administration dans les archipels et dans un deuxième temps définir les grandes orientations qui vont présider à l'organisation de l'administration déconcentrée.

1. Constats

Sans trop s'attarder, les participants de la commission ont confirmé l'ensemble des constats émis par le comité de pilotage en les exprimant de la manière suivante :

1.1 LOURDEUR ET COMPLEXITÉ DES PROCÉDURES ADMINISTRATIVES AUXQUELLES S'AJOUTENT DES RÉPONSES APPORTÉES PAR L'ADMINISTRATION AUX PROBLÈMES OU REQUÊTES DES USAGERS.

1.2 INÉGALITÉ DE TRAITEMENT ENTRE LES POLYNÉSIENS ; EN CERTAINS LIEUX L'ADMINISTRATION EST INACCESSIBLE PARCE QUE ABSENTE.

1.3 MANQUE D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION : UN ACCUEIL QUI MANQUE PARFOIS D'HUMANITÉ.

Ces états de fait provoquent des attitudes de retrait, de démission et d'assistanat. Ils découragent l'initiative ou conduisent à contourner l'administration en se débrouillant autrement pour arriver à faire aboutir sa demande, par exemple, recours au politique ou à un réseau relationnel.

1.4 L'ADMINISTRATION A TENDANCE À FONCTIONNER POUR ELLE-MÊME AU DÉTRIMENT DU SERVICE À L'USAGER.

1.5. CLOISONNEMENT ENTRE LES SERVICES ADMINISTRATIFS ET ENTRE LES DIFFÉRENTES ADMINISTRATIONS. L'ADMINISTRATION APPRÉCIE L'USAGER D'UNE MANIÈRE " SAUCISSONNÉE " SANS RESPECTER L'UNITÉ DE SA PERSONNE. CETTE APPROCHE EST SOURCE D'INEFFICACITÉ DE L'ACTION ADMINISTRATIVE.

À la lumière de ces constats, l'atelier a cherché à dessiner les grandes lignes d'une administration déconcentrée dans les archipels.

2. Les orientations

L'administration doit être accessible, c'est un service public qui doit être rendu à tous en tenant compte des contraintes géographiques, démographiques et financières. Pour cela, il faut :

- faciliter l'accès à l'administration par l'information, la formation et l'accompagnement des administrés et pour cela nous proposons l'existence de relais de l'administration jusque dans les fonds de vallées. Partout les usagers devraient pouvoir utiliser les services de personnes ressources, des généralistes capables de les écouter, de déterminer avec eux leurs problèmes, de les orienter vers les services spécialisés.

Une meilleure compréhension de l'administration et des règles doit favoriser la participation et permettre au citoyen de revendiquer ses droits et d'être plus actif.

- favoriser l'accès à l'information par tous les moyens possibles (brochures, réunions, masse médias, projet Metua...). Mettre en place des médiateurs chargés de faciliter l'utilisation des nouvelles technologies de l'information.

- systématiser une démarche de projets d'archipels, d'îles ou de vallées pour dynamiser les moyens et valoriser les potentiels. Cette démarche garantit la concertation des différents intervenants et la coordination des actions.

Aujourd'hui les démarches collectives et concertées sont ponctuelles et dépendent des bonnes relations et du bon vouloir des intervenants. En les institutionnalisant, on apportera plus d'efficacité aux interventions administratives.

- avoir un coordonateur, chef de projets pour l'archipel, qui soit à la fois un médiateur, un animateur de terrain accessible et disponible, doté de pouvoirs de décisions, non contestables parce que statutaires. Ce responsable de l'administration de l'archipel doté de pouvoirs délégués par le politique doit posséder des compétences professionnelles reconnues. Il doit être nommé par le Gouvernement pour appliquer les politiques publiques.

- optimiser les moyens humains de l'administration déconcentrée. L'atelier propose :
 - un redéploiement des effectifs vers les archipels ;
 - des concours déconcentrés permettant le recrutement local des jeunes diplômés ;
 - la mise en place de moyens incitatifs et attractifs pour servir dans les îles en particulier, des avantages, un accueil qui favorisent la mobilité des agents ;
 - la formation initiale et continue de ces agents doit intégrer la connaissance de la réalité des îles et la maîtrise des langues locales ;
 - l'évaluation de ces agents doit permettre de récompenser le mérite.
- mettre en place une régulation qui maintienne l'efficacité de l'administration notamment des mesures de correction des dysfonctionnements; par exemple les administrés doivent pouvoir signaler ce qui ne va pas pour que l'on puisse corriger.
- l'administration centrale doit se déplacer régulièrement sur le terrain pour connaître les réalités et trouver des améliorations avec les acteurs de terrain.

- la déconcentration doit être l'occasion de supprimer les aberrations actuelles et de prévoir l'adaptation permanente.

■ Atelier "développement économique"

L'atelier "déconcentration administrative et développement économique" s'est attaché à examiner en quoi et sous quelles formes la déconcentration administrative pourrait contribuer à favoriser les activités économiques des archipels.

Dans ce but, les participants ont procédé à une analyse couvrant chacun des grands secteurs économiques : agriculture, artisanat, pêche, perliculture, hôtellerie et tourisme. Elle a fait apparaître de fortes convergences dans les attentes des professionnels vis à vis de l'Administration mais aussi la diversité de leurs préoccupations en fonction de la nature des activités et des situations locales.

De manière très insistante, les participants ont relevé que les producteurs des archipels sont par dessus tout préoccupés de l'écoulement et des modalités de commercialisation de leurs produits. Ils attendent une assistance soutenue des pouvoirs publics dans ce domaine. Elle ne repose que partiellement sur l'administration de proximité mais suppose une amélioration marquée de l'articulation entre celle-ci et les structures administratives centrales.

De l'administration locale, ce que les agents économiques attendent c'est d'abord qu'elle soit plus apte à les renseigner, à assurer la liaison avec les bureaux de Papeete, et à conseiller. Cette activité de conseil doit porter non seulement sur les formalités administratives mais sur le montage de projets, en particulier des micro-projets, ce qui suppose que les administrateurs locaux et leurs collaborateurs possèdent des compétences en matière de gestion d'entreprise et se comportent en agents de développement. Par ailleurs une présence régulière d'experts techniques sous forme de mission est attendue.

Cependant, les participants se sont accordés sur le fait que l'attente majeure des acteurs économiques des archipels réside dans une déconcentration résolue des décisions au niveau local. Elle devrait porter à la fois sur les autorisations administratives courantes et sur l'attribution de celles des aides économiques qui concernent les entreprises individuelles ou de petite dimension. L'octroi par l'autorité locale de ces subventions serait conditionné par des dispositions réglementaires précisant sans ambiguïté les critères d'attribution.

Déléguer la décision, telle apparaît aux participants l'aspect majeur de la réforme. Ils préconisent donc que les ministères se penchent donc par priorité sur ce chantier et s'attachent à transférer aux administrateurs locaux le maximum de délégations de pouvoirs pour l'application des textes et mesures décidés par l'Assemblée de Polynésie et le Gouvernement.

Bien entendu, simultanément la crédibilité et les moyens des *Tavana Hau* de pays

devront être très significativement renforcés. De même un dispositif de formation continue et d'information devra être mis en place à leur bénéfice et à celui de leurs collaborateurs.

Afin que l'autorité de l'échelon local représentant le gouvernement de la Polynésie française soit bien établie aux yeux de tous, l'idée a été avancée qu'ils se voient attribuer un statut du type "d'État". Cette opinion s'est toutefois exprimée de façon minoritaire, la majorité des participants privilégiant l'opinion d'un " tavana hau - préfet " dont la compétence et l'impartialité devraient être garanties. Par ailleurs, l'opinion générale est qu'il y a lieu d'astreindre ces agents à une mobilité géographique et fonctionnelle. En tout état de cause, ces tavana hau devront être des hommes de terrain. La maîtrise de la langue locale apparaît à la plupart des participants comme un atout indispensable.

La dispersion des îles dans la plupart des archipels et la difficulté de communication d'une île à l'autre conduit, par ailleurs les participants à penser que les administrateurs locaux ne pourront assurer à eux seuls l'administration de proximité. Ils estiment que les administrations municipales constituent des relais privilégiés notamment pour assurer l'information du public et la remontée des attentes de la population. En outre, les Maires devraient être consultés par le *Tavana Hau* avant que ce dernier ne soit amené à prendre les décisions qui lui incombent.

Les participants estiment également que les modalités d'intensification de l'action administrative de proximité peut revêtir des formes diverses. Conscients qu'on ne saurait doter chaque circonscription et, a fortiori, chaque île d'une palette complète d'agents publics couvrant tous les secteurs d'activité, ils mettent l'accent sur l'utilité d'un recours plus fréquent et systématique aux tournées administratives et aux missions plus ou moins longues d'agents spécialisés, notamment en matière d'assistance à la gestion économique, de formation et de vulgarisation technique.

Une attention particulière devra être portée aux moyens propres à inciter les agents publics à participer à ces déplacements ou à servir dans les archipels extérieurs. L'obligation de mobilité pour accéder à certaines promotions ou emplois ainsi que l'attribution d'avantages matériels devront être considérées avec attention par le gouvernement. D'une façon générale, le service dans les îles éloignées doit être intégré dans une politique globale de gestion des ressources humaines.

Enfin, les participants, tout en étant persuadés que l'administration économique a beaucoup à attendre de la mise en place des technologies nouvelles de transfert de l'information, se disent convaincus que ces dernières ne sauraient être rendues pleinement accessibles aux populations qu'avec l'assistance de personnes aptes à assurer l'interface entre les administrés et les dispositifs informatiques.

En dernier lieu, les participants tiennent à souligner que ce réseau de communication informatique doit être résolument mis au service de la déconcentration et non d'une centralisation accrue.

Rururaa Rahi no te Tuhāraa i
te Ohipa Ti'aauraa-hau
mai te 17 e tae atu i te 18 no Tetepa 1999

■ Pupu feruriraa N°1

Te Tuhāraa i te Ohipa Ti'aauraa-hau

Te Faanahoraa i te Ohipa Fenua

Ia hi'opo'ahia te mau parau o tei faahitihia i roto i te mau rururaa huiaraatira i roto i te mau taamotu atea 'ē i te taamotu no Ni'a-Mata'i mā, te 'itehia nei te hiaai o te huiaraatira ia fāta-ta ā te Ti'aau haufenua ia rātou iho, e ia faatanohia taua ti'aauraa-haufenua i te huru no tō rātou oraraa i roto i te mau motu, ia au ihoā ra i te tumu parau no te 'ohipa fenua.

E aha te rāve'a :

- na mua roa ia haamāramamahia te mau ti'a rave 'ohipa no te haufenua e tae noa atu te mau huiaraatira no te mau motu i te auraa o na parau e piti nei, te tuhāraa i te 'ohipa ti'aauraa-hau e te tuhāraa i te mana faatere ;

- i muri iho e ravehia ai te tuhāraa o te tāato'araa o te mau Piha 'ohipa a te haufenua e tō rātou faatūearaahia i te vāhi i reira rātou e faa'ohipahia ai ia au i te mau fā i mana'ohia, i te mau papa ture e te mau haamauraa-papa ;

- i te pae hope'a, ia tāpupuhia taua mau piha hau no roto mai i taua tuhāraa 'ohipa ti'aauraa-hau, ia ravehia te reira i roto i te mau taamotu iho, e ia haamauhia te tahi faanahoraa auturuturu i rotopū i te Haufenua e te 'Oire mā te 'ore e haapae i te parau no te Haunui.

Teie i muri nei te tahi mau a'oraa no roto mai i te mau ti'a o tei feruri 'āmui i roto i te Pupu feruriraa n°1 :

A'oraa n° 1

Te parau no te fenua

Mai te mea te vai nei te tahi mau rāve'a i te pae no te ture mai te 'itehia ra i roto i te puta ture tīvira, no te arairaa i te mau fifi o te mau fenua vāhi-'ore-hia, te vai noa ra ia te fifi no te māramaramaraa i ni'a i te reira mau 'irava ture, tō rātou maitata'i ia au i te huru no teie fenua e te 'ōhiera no te feia o te mau motu no te faa'ohipa ia rātou.

Te rāve'a mātāmua, 'oia ia te ruriraa i te mana no te 'ohipa fenua e ia tāpurahia te reira i roto i te ture-papa no 'ananahi, e ia faa'ohipa-maite-hia te reira e te mau ture-fenua no 'ananahi.

Te piti o te rāve'a, 'oia ia te faatiti'aifaroraa i te mau pe'ape'a fenua, mea ti'a ia taua arata'iraa 'ohipa ia faanaho-maite-hia i roto i te puta tīvira. Ia pāpū ato'a ra te paari o taua tōmite e haapa'o i te faatiti'aifaroraa.

I ni'a i taua tumu parau nei, e ti'a paha ia rave-faahou-hia mai te tahi mau mana'o i faahitihia na e te tahi mau haavā tahito nei (e mana'o o tei hau atu i te tumu parau noa o te 'ohipa fenua) o tei feruri mai e ia haamauhia te "ho'ē ti'a faatiti'aifaro no te fenua iho" i roto i te mau motu

tāta'i tahi, 'ei ti'a : mā'itihia, haavī-'ore-hia e o te fatu nei i te mana faautu'a (faautu'araa moni, faautu'araa i te 'ohipa no te huiaraatira).

A'oraa n° 2

Te faanahoraa i te mau rāve'a ti'aauraa-hau e au no te mau motu, ia 'ōhie tā rātou mau horo-hororaa parau fenua. Na mua roa, te vai ra te fifi no te tiiraa i te mau parau haamāramaramaa (te fifi ato'a nei te mau taata no Ni'a-Mata'i mā).

Ua ferurihia te faanahoraa no te tahi piha 'ōtahi i te Piha Faatereraa no te mau 'Ohipa Fenua (D.A.F.) – te Piha Faanahoraa Fenua no te tiiraa mai i te mau parau e haapa'ohia nei e te Faatereraa Hau e ti'aau nei i teie mau piha tōro'a haufenua, mā te 'ore ia haamo'ehia te tātararaa i te mau parau paparaa tupuna, e ti'a paha ia te reira mau piha e taua mau faanahoraa ia tuhāhia e ia faati'ahia te reira i roto i taua mau pū ti'aauraa 'ohipa hau.

Te 'imihia nei te rāve'a ia 'ohie te haereraa mai e te ti'araa mai o te huiaraatira i mua i taua mau piha tōro'a. No reira, e'ita ia te pū ti'aauraa-hau 'ohipa rau e haamauhia mai i roto i te mau taamotu tāta'i tahi e rava'i, mea tītauhia rātou ia faanava'ihia mā te haamau i roto i te mau motu tāta'i tahi (i roto i te fare rata, te fare 'oire aore ra i te tahi vāhi nahonaho atu) i te tahi mau piha haamāramaramaraa tuhāhia, e mau piha hi'opo'araa ia no te mau aniraa na mua a'e i te ti'aauraa, ia nati-maite-hia taua mau piha i ni'a i te faatororaa niuniu roro-uira METUA. No te tereraa maita'i o taua huru pū ti'aauraa tuhāhia, mea tī tauhia te tahi taata o tei māramarama i ni'a i te faa'ohiparaa o taua mau mauihia 'āpī no te niuniu roro-uira e o tei 'ite ato'a ho'i i te reo rapatanuhia.

Ia nahonaho ato'a taua piha 'ōtahi no te haapa'oraa i te tahi atu mau huru tuhaa 'ohipa, mai te mau aniraa parau faati'a no te faa'ohiparaa i te fenua hau.

A'oraa n° 3

No te haamauraa i taua mau "piha ti'aauraa tuhāhia", mea tītauhia te autāho'ēraa mau ia vai i rotopū i te mau 'ōpuaraa a te Haufenua e tā te Tāvana 'oire iho, o ia nei ho'i te ti'a mātāmua roa e parahi nei i piha'i iho i tō na nunaa, e riro ato'a ho'i o ia i muri iho i te amo mai i te tahi mau ti'araa no te faaoti na ni'a i te i'oa o te Haufenua.

E parau teie no te tahi haamahieraa i te raveraa 'āmui i rotopū i te Haufenua e te mau 'Oire, 'oia ho'i te Tāvana te ti'a faufaa rahi a'e. Ia faaauhia te parau, 'oia ihoā ra i ni'a i te mau piha e au ia vaiihohia 'ei vāhi 'ohiparaa, na te reira mau piha o te 'itehia mai "te vairaa" e te huiaraatira e haapāpū mai ia na teie mau te tuhāra.

A'oraa n° 4

A tia'i noa atu ai te mahieraa mau o te tuhāraa 'ohipa ti'aau, mea ti'a ia haamauhia te tahi faanahoraa poto i roto i te mau taamotu, na roto i te tonoraa i te tahi ti'a no te haufenua e te tahi pupu taata tōro'a tāniuniu no te arairaa i te mau fifi e fārereihia nei aore ra i te mau pe'ape'a e vai nei. Mea ti'a roa ia ravehia te tāroroiraraa o te pū D.A.F. e tae roa i tō na hoperaa.

A'oraa n° 5

Te ti'aauraa i te mau pu'e parau.

E mea tano ia 'imihia te rāve'a no te haapotoraa mai i te taime ti'aauraa i te mau pu'e parau

ia noaa mai te haamāramaramaraa. No reira te faufaa rahi o te tū'ati-maite-raa te piha tuhāhia e te pū ti'aauraa 'ohipa rau e haamauhia mai i roto i te mau taamotu. Mea tītauhia ia putuputu mai i piha'i iho i te ti'a rahi, 'oia ho'i te Tāvana Haufenua, te tahi mau ti'a tōro'a 'ohipa rau (tei fatu a'e i te parau tū'ite tuarua nui e e piti matahiti haapiiraa teitei, fāito ha'ehaa hau) ia 'ite rātou i te reo o te fenua, ia fāna'o rātou i te haapiiraa tāmau e, ia pāpū tō rātou paari i mua i te 'ohipa e te taata.

A'oraa n° 6

Faanahoraa 'apī no te mau piha 'ohipa i te 'oire pu.

E tupu ihoā te faanahoraa 'apī i ni'a i te mau piha 'ohipa a te haufenua i te 'oire pū, 'oia ho'i e tauiraa rahi te tītauhia ia rātou na roto i te faa'ohiparaa i taua mau mauhiā 'āpī. Hau atu ā ho'i, mea tītauhia rātou ia turu pāpū mai i te mau ti'a 'ohipa rau tei tonohia no te "tuhāraa", e ia fārii maite rātou i te 'ohipa 'āmui atu e te tuutuu 'ore i te tahi o taua mau ti'a nei.

A'oraa n° 7

Faanahoraa 'apī no te mau faatureraa e no te mau arata'iraa 'ohipa

E riro mai te tuhāraa 'ohipa ti'aauraa-hau 'ei 'ohipa nanonano mai te mea ua faa'ōhiehia e te māmaramama te mau arata'iraa 'ohipa. Mea hau a'e ia haamata mai te mau pū 'ohipa o te 'oire pū i te haaputu mai i te mau faatureraa e au ia faa'ohipahia i ni'a i te mau taamotu e ia faana-ho maite mai ratou i te reira.

Ia pāpā'i-māmaramama-hia taua mau faatureraa, ia taa mai te taata noa i te auraa o taua mau pāpā'iraa parau na roto i te huriraa i tō rātou iho reo. Ei hi'oraa, mea maita'i paha ia fao-tihia te tahi parau rii haamāramaramaraa na te huiraatira i ni'a i te arata'iraa 'ohipa e au ia haapa'ohia no te mau 'ohipa fenua ato'a (no te mau parau ato'a i ni'a i te faturaa e te faaea-raa i ni'a i te ho'ē tuhaa fenua).

Mea tano ia faa'ōhiehia te mau arata'iraa 'ohipa, ia iti mai te haamaororaa, na roto ihoā ra i te tuhāraa i te mau tōmite hi'opo'a o te tītauhia atu te mana'o.

E ti'a noa te mau aniraa mana'o o te mau Tāvana i te ravehia na roto i te rāve'a no te 'afata rata rorouira (E-mail).

A'oraa n° 8

Te ti'araa o te Tāvana Haufenua :

- O ia te ti'a no te Faatereraa Haufenua e te mau nei nei ia na te mana tārimaraa o te mau faaterehau.
- O ia te hi'opo'a te au-maite-raa o te mau 'ohipa ti'aauraa-hau.
- O ia te faanaho i te 'āvei'a 'āmui o te mau tuhaa piha ti'aauraa tāta'i tahi.
- Nā na e rauti i te mau haaraa 'āmui.
- Nā na e haamāramarama i te mau pihaa faatereraa hau i ni'a i te aniraa a te taamotu.
- Nā na e haamana i te tahi mau parau.
- O ia te ti'a no te Pū Hi'opo'araa no te Faufaa Pirihia (C.D.E.) i roto i te taamotu.
- Nā na e faanaho i te 'ohipa 'aufauraa moni no te piha tōro'a haamanaraa.

Ia vai noa tō na mana'ona'oraa i ni'a i te faa'ohiparaa tano e te tura o te porotita o te faa-tereraa haufenua.

E ti'araa hanahana rahi teie no reira paha te fifi ia horo'a ato'a i roto i te rima o teie nei ā taata i te ti'araa taata faatiti'aifaro, teie nei ra mea tano ia faaōhia te parau no te faanahoraa i te mau pū ti'aauraa tuhāhia i roto i te ture-papa o te fenua no 'ananahi (mā'itiraa e ti'ava-ruraa o te ti'a e faaotihia e te 'āpooraa Faatere Haufenua).

A'oraa n° 9

Ia nanonano te tuhāraa, hau atu ā i te parau no te faatororaa rorouira METUA, mea tātau-hia i te feruri i ni'a i te manaraa o te mau parau e faahorohia nei na roto i taua faatororaa a tae roa atu ai i roto i te 'afata-rata roro-uira.

A'oraa n° 10

E'ita ia te nanonaoraa o te tuhāraa e mau mai, mai te mea aita e autaho'ēraa mana'o i rotopū i te Haufenua, te mau 'Oire e te Haunui.

No reira :

- Mea tītau-hia te mau tāniuniuraa parau ti'araa-tivira na roto i te faatororaa roro-uira ia ravehia mā te faatura i te ture (ia 'ore e mau tā'ue noa ia te faanahoraa nei).
- Mea tītau-hia te mau piha 'ohipa a te pū rahi no te Pu'e Faufaa ia faaō ato'a mai rātou i roto i te tuhāraa, ia 'ōhie maoti te mau haaraa rau no te 'aufauraa moni i roto i te mau taamotu, eere roa ia mai te reira te huru i teie mahana.

■ Pupu feruriraa “te Tā'ere e te Haapiiraa i te Huiraatira no Porinetia”

Te faaineine nei o Porinetia farani i te tomo atu i te tau 'āpīmā te tāpe'a onoono i te hiaai tumu, 'oia ho'i ia fāna'o mai te tāato'araa o te huiraatira i te manuiraa eaha noa atu te vāhi e noho ai o ia. Eere i te 'ohipa 'ōhie.

E 'āi'a rahi mau te fenua Porinetia farani, ia hi'ohia tō na 'ōti'a i ni'a i te fenua, e rave rahi hiro'a taata e papa nei i te ta'ere no te reira e no te reira motu, no reira ua rau ato'a ia te fifi e fārereihia. Ua riro ia te 'ohipa ti'aauraa-hau 'ei haapa'oraa huru ataata o te tītau mai i tahi mau 'aravihiraa :

- .Te 'apauraa
- .Te māramarama i ni'a i te huru 'ohipa ato'a
- .Te māramarama i ni'a i te mau taa-ē-raa o te vāhi iho
- .Te ti'aauraa maita'i e te faatūearaa

e riro taua 'aravihiraa i te tauturu mai :

- .Ia māramarama te taata ti'aau i ni'a i te mau rāve'a e te mau fatureraa
- .Ia māramarama 'oi'oi noa te taata ti'aau i ni'a i te 'ohipa e au ia ravehia
- .Ia ti'a mai te taata ti'aau i te taime e au

Ia riro teie mau 'aravihiraa 'ei rāve'a no te rohi maita'i i ni'a i te fenua e ti'ahia ra e ia hau te itoitō noa atu te iti o te mauihaa.

Ua fiu roa te huiraatira o te mau taamotu. No reira teie pupu feruriraa i mana'o ai e feruri i ni'a i te huru no te tuhāraa ti'aauraa-hau e haamauhia mai 'ananahi. Eere paha ia te ti'aauraa-hau maitata'i hope – ua tāmatamata te pupu nei i te reira – 'ei ti'aauraa-hau fātata ra i te huiraatira, ia tāvini mai o ia i te taata tāta'i tahi, 'ei piha 'ohipa nanonano, o te hi'o i te tāato'araa,

'ei ti'aauraa-hau o te haamāramarama i te huiiraatira, o te faaroo i te taata e o te tauturu mai ia matara te fifi e fārereihia ra e tō te motu.

Ia au i te mau fifi i haro'ahia mai e teie pupu feruriraa i ni'a i te tumu parau no te tā'ere e te haapiiraa i te huiiraatira, ua mana'o mai o ia e mea ti'a roa ia tauihia te faanahoraa e faa'ohipahia nei i roto i te 'ohipa ti'aauraa-hau.

Mea ahoaho mau te faanahoraa e 'itehia ra i teie taime. Aita e mahana e 'ore ai te feia mana aore ra te huiiraatira e fārerei i te au 'ore i roto i te ti'aauraa-hau, o te haavī roa mai i te taata i te tahi taime. E rave rahi hi'oraa i putuputu mai, e'ita ra e ti'a ia hohora atu i teie taime. Teie nei ra, mea ti'a paha ia 'imihia te rāve'a no te faatanoraa i te huru no te haapiiraa ia au te reira i te oraraa o te mau taamotu tāta'i tahi.

Ia hi'ohia ra te ahoaho o teie taime, e riro paha ia te reira i te 'ino roa atu mai te peu aita e mitohia mai te tahi faanahoraa, e mai te peu aita te 'āpī e 'itehia mai i roto i te ho'ē area e 3 aore ra e 4 matahiti i te maoro. Mai te mea te hinaaro nei tātou ia haamauhia mai tei 'ōpuahia e te faatereraahau no te fenua nei, mea ti'a ia tau i hohonu te mana'o i teieraa ra taime. Ia feruri paari ra tātou, mea ti'a paha ia parahi na mua no te feruri pāpū na mua a'e a rave ai.

No reira, na mua a'e i te hohora atu i te huru o te tuhāraa ti'aauraa-hau, ua hinaaro mātou e faataa maita'i e aha mau o ia e, e aha mau tā na mau fā.

No te pae o te faa'ohiparaa i te mau faatiraa a te hau-faatare no te fenua nei, mea tā tauhia te tuhāraa ti'aauraa-hau ia tano e te mau 'ōpuaraa no te faahoturaa, ia faatanohia o ia ia au i te mau aniraa e faahitihia ra. No reira te haufenua e tītauia ai ia haapaaari i tā na mau rāve'a ia tāpae maoti o ia i ni'a i te mau fā i ferurihia. Ia faaitoito mai o ia i te pae no te oraraa tōtiare e tō te tā'ere i roto i te mau motu na roto i tā na mau haaraa rau, e riro ato'a te reira 'ei faaitiraa i te taata e faaru'e nei i tō rōtou mau motu no te tere mai e faaea roa mai i Papeete nei.

Te hepohepo ato'a nei te pū ti'aauraa-hau i mua i te auraa 'ore o te huiiraatira no te mau taamotu. E rave rahi ho'i mau parau faahaparaa e faaroohia nei, aita ra te reira i hape roa. Na roto i te tuhāraa ti'aauraa-hau e oti maoti ia faa'ohipa maita'i i te mau 'ōpuaraa rau i faaineinehia mai e te pū ti'aauraa-hau. E ti'a te reira i te ravehia mā te 'āmui maite i te mau rāve'a e vai ra i roto i te mau taamotu. Eiaha ra teie huru ti'aauraa-hau ia faaea noa mā te 'ore e 'āmui atu i te tahi atu mau faanahoraa ti'aau tōtiare, ia 'imihia te mau rāve'a maitata'i ato'a no te pahonoraa i te hiaai o te huiiraatira.

Ia fāna'o mai te huiiraatira, na roto i taua ti'aauraa-hau tuhāhia, i te mau pahonoraa ia au i te mau uiraa i faahitihia na i te taime a fārerei ai o ia i te mau mero faatereraa hau.

E'ita te huiiraatira e ani nei i te ti'aauraa-hau ia tauturu mai o ia ia rātou ia 'ite rātou o vai ra rātou iho. Te ani nei ra rātou ia horo'ahia mai te mauihāa no te arai i tō rātou mau fifi, te haamāmāraa i tō rātou mau fifi i mua i te ti'aauraa-hau, te faatūearaa i te huru no te ti'aauraa-hau e te oraraa i te mau mahana ato'a.

Te 'ite nei tātou i teie mau fifi, ia ara maita'i tātou e ti'a ai. E'ita e tano faahou, i teie tau no te roro-uira, ia faataere ā tātou i te pahonoraa i te mau aniraa e faataehia mai nei. E'ita e au faahou, i teie taime tauiraa papa-ture o te Haufenua nei, ia faaea muhu noa tātou i mua i te hepohepo rahi o te nunaa o te mau motu. Mai te mea aita e 'ohipa i roto i te mau motu e 'ite mai tātou i te tereraa rahi o te taata i te 'oire pū nei.

No reira e mea hau a'e, no te arairaa i te mau fifi i faahitihia iho nei, ia riro mai te tuhāraa ti'aauraa-hau 'ei rāve'a no te haamaita'iraa i te huru no te oraraa. Eere ra te haamaita'iraa i te rāve'a no te mono noa i te itoito o te feia no te motu iho. Te vai noa ra te feia mana o te motu iho, o te faaitoito nei no te ti'aau maita'i i tōna huiiraatira, te manuia nei te rahiraa. Eiaha maoti ia

haaparuparuhia te itoito rapatanu. la turuhia ra o ia, ia arata'ihia o ia e te tuhāraa ti'aauraa-hau. la haamaita'ihia te itoito o te taata, o te reira ia te tāpa'o mau no te manuiaraa rahi.

Ua faaara mātou i te reira na mua atu na, aita e ti'aauraa-hau hau roa i te maitata'i. Teie nei ra, ia haamau tātou i te ti'aauraa-hau tei fātata mai i te taata, 'ei faanahoraa mataratara o te faaroo i te taata e o te pahono nanonano mai i te aniraa a te huiiraatira, mā te faatura i te mau ture e te mau faanahoraa rapatanu mau. la 'aifāito noa tō na huru i mua i te tāato'araa e ia 'ite mai te huiiraatira ia na.

No te pahonoraa i teie rahiraa uiuiraa, ua feruri mātou i te huru no taua ti'aauraa-hau tuhāhia.

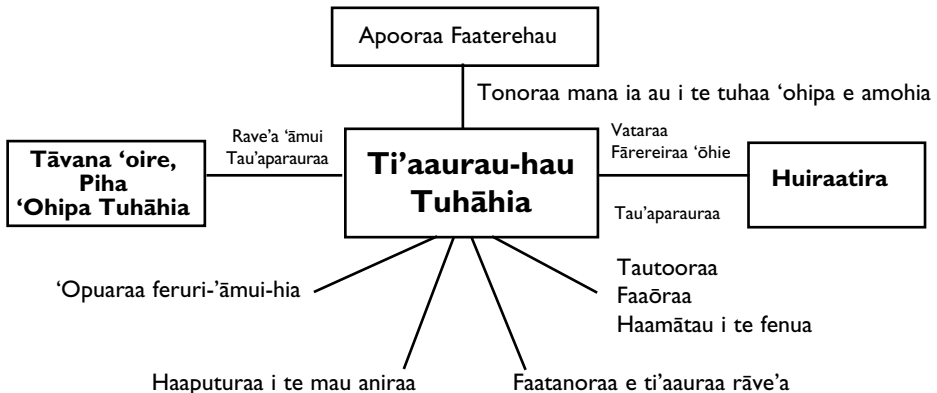
Na mua roa, e mauihia o ia no te pū ti'aauraa-hau, nā na e faa'ohipa i te mau faotiraa a te hau-ti'au. Na roto ia na e oti ai te haamatararaa i te mau motu na ni'a i te tururaa a te mau mauihia mātini roro-uira haapurororaa parau. la faanaho-maite-hia o ia, 'oia ho'i, te mau 'ōti'a e vai ai o ia i roto mai, tā na tuhaa 'ohipa, tō na mau mana, e tō na ti'aaraa faahēpohia. E ti'amāraa tō na i ni'a i tā na 'ohipa, terā ra mea tītauhia o ia ia auraro i te pū ti'aauraa-hau rahi, i mua ho'i o ia i te tahi tōmite faatere ('āpooraa faatere hau) e faataa ai i tā na huru raverā, Na teie ato'a tōmite e faataa mai ia na i tā na mau 'ohipa. la 'itehia e ia fārihia ra e taua tōmite nei. Tei teie tōmite ra te mana i ni'a i te mau ti'a ti'au-hau o te mau motu. Are'a te mau raatira piha 'ohipa, na rātou ia e haapa'o mai i te feia rave 'ohipa e vai ra i raro i tā rātou faatereraa.

la haapa'o mai teie tuhāraa ti'aauraa-hau i te :

- . fāfāraa e te haaputuraa i te hiaai o te mau taamotu
- . te faafāreireira e te faatanoraa i te mau haaraa rau
- . ti'aauraa e te haamaita'iraa hope i te mau rāve'a
- . tautooraa pāpū i ni'a i te 'ohipa mā te mana'o feruri 'āmui
- . faaōraa ia na i roto i te oraraa mau o te motu
- . tautooraa 'ana'anatae i roto te mau 'ōpuaraa no te motu
- . te tāu'a-maita'i-raa i te oraraa o te huiiraatira

la rautīhia mai teie faanahoraa e te tahi taata 'aravihi mau tei i te :

- . itoito e te 'anaanatae i roto ia na
- . 'aravihiraa i te pae no te ti'aauraa i te pupu taata
- . 'anaanatae e te māramarama i ni'a i te fenua e te taata e ora nei i reira



Ei taata ra o tei 'ite i te reo mā'ohi e ti'a ai.

E mea ti'a ra ia hi'o rii tātou i te parau no te mau motu Tuamotu mā. Ua purara haere te mau motu, e mea fifi mau te parau no teie faanahoraa no te tuhāraa ti'aauraa-hau. E mea ti'a teie tumu parau ia feruri-maite-hia i roto i te tahi tuatāpaparaa taa'ē.

Ia ferurihia te faaōraa mai i te mau mauihaa 'āpī mai te nati haapuroororaa parau roro-uira o internet...

No te tāpae i ni'a i taua mau fā, ia faanahohia te tahi mau haapiiraa nanonano i ni'a i te ti'aauraa taata, te ti'aauraa i te 'ohipa hau, e tae noa atu i te haamāramaramaraa i ni'a i te mau motu, te taata e ora i reira e te oraraa taa 'ē no reira.

Ia haamāramaramahia te huiiraatira i ni'a i te mau faanahoraa e te mau rāve'a e tuuhia mai i ni'a i tō rātou fenua, i ni'a ihoā ra te mau ti'araa e te mau tuhaa 'ohipa e ravehia mai e taua ti'aauraa-hau, ia fārihia te reira e te 'āpooraa faaterehau e ti'a ai.

Ia faanaho-maite-hia te 'ohipa e ia māramarama ato'a mai te mau ti'a-ti'aau i ni'a i te faufaa rahi no te tauiraa 'ohipa no rātou. Ia faanahohia taua faanahoraa no te tauiraa 'ohipa i roto i te tuhāraa ti'aauraa-hau e haamauhia ra.

Teie te tahi mau mana'o haapotohia e te tahi mau hoho'a, e te Peretiteni ē, o tā mātou e pūpu atu nei 'ei tutāpaparaa mātāmua i ni'a i te parau no te haamauraa i te tuhāraa ti'aauraa-hau, 'oia te mauihaa ti'araa no te faatereraa hau o te fenua, 'ei tari'a ato'a ra o ia no te 'apo mai i te hiaai o te huiiraatira.

■ Pupu feruriraa “te Hono tōtiare e te hau tōtiare”

Ua riro te hono tōtiare mai te tahi pu'e mana'o, te tahi taife, te tahi mau huru ti'araa e te tahi mau huru faanahoraa matarohia e te tahi rahiraa taata e tae noa atu e te tahi mau pupu taata e ora 'āmui nei. Na te reira e nati maita'i ia rātou mai te tahi tīmā te huru e haapaari nei i te 'aviriraa. No te tuatāpaparaa i te parau no te nahonahoraa o te taata e te 'utuafare i roto i taua huru 'aviriraa mea tītauhia ia aupuru tātou i taua hono tōtiare ra. Ia paari maite te ti'aauraa-hau, o ia te mauihaa e faa'ohipa nei i te mau 'ōpuaraa a te hau, mai te tāato'araa o te mau pūai 'aviriraa, i roto i te māramarama i ni'a i taua tumu parau no te hono tōtiare.

Ua uiui te pupu feruriraa e haapa'o nei i teie tumu parau i te uiraa i muri nei : **“Nāhea te tuhāraa 'ohipa ti'aauraa-hau i roto i te mau taamotu e riro mai ai 'ei rāve'a no te faa'ōhieraa aore ra no te haapaariraa i te hono tōtiare e i te pae hope'a a riro roa mai ai o ia 'ei rāve'a no te haapaariraa i te hau tōtiare ?”**

No te pahonoraa i taua uiraa, ua 'imi na mua taua pupu feruriraa i te faataa-maite-raa i te huru mau no te tāato'araa o te 'ohipa ti'aauraa-hau e, i muri iho, te faataa-maite-raa i te huru mau no te mau faanahoraa i ferurihia no te haamauraa i te tuhāraa 'ohipa ti'aauraa-hau i roto i te mau taamotu.

I. Hi'opo'araa

I ni'a i te huru no te faanahoraa e 'itehia nei i teie mahana, ua haapāpū mai te feia e rohi nei i roto i teie pupu feruriraa i te tāato'araa o te mau fifi tereraa i 'itehia e te tōmite faatere i te taime a tere ai o ia i roto i te mau motu :

1. 1. Te teimaha e te fifi rahi no te faa'ohiparaa i te mau arata'iraa 'ohipa i te pae no te ti'aauraa-hau, haere mai ho'i te parau no te taere o te pahonora i te mau aniraa a te huiraatira e ti'a nei i mua i te ti'aauraa-hau.

1. 2. Te 'aifāito-ore-raa te taata no porinetia i mua i te hau e ti'aau nei ; ua riro te hau 'ei pā huru fifi no te huiraatira ia tomo e, i te tahi taime aita roa te ti'aauraa-hau e 'itehia ra.

1. 3. Aita e nava'i ra te parau haamāramaramaraa i ni'a i te mau 'ohipa e ravehia ra e te hau e aita ato'a ho'i e tau'araa parau aore ra e tapihoora mana'o i rotopū i te ti'aauraa-hau e te huiraatira ; aita e tano maita'i ra te huru fāriira i te huiraatira. E 'ino'inora te tupu mai : 'oia ho'i, te ti'aturi-ore-raa i te ti'aauraa-hau, te muturaa o te mau 'ōpuaraa, te horo-ti'a-raa atu te taata e fārerei i te mau hoa porotita aore ra i te mau hoa noa no te faa'ōhieraa i tā rātou mau horora 'ohipa i mua i te hau, te faaru'eraa i te itoitoe e te faaea-noa-raa i roto i te hau turu noa.

1.4. E au mau ra te ti'aauraa-hau i te tahi mauihaa e 'ohipa nei nō na noa iho mātē tau'a 'ore i te huiraatira.

1.5. Te tātuhaaraahia te mau piha ti'aauraa-hau e te mau pū ti'aauraa-hau rahi.

E au ra ia te ti'aauraa-hau eere i te mauihaa ho'ē na te hau, e fārii o ia i te taata no tā na noa iho tuhaa 'ohipa mā te 'ore e haapa'o i tō na ho'ēraa. Mea ti'a roa ia 'imihia te rāve'a no te faafā-rerei i taua rahiraa piha 'ohipa e ti'aau nei i te 'ohipa na te hau, ia rave 'āmui rātou.

E'ita taua nei huru faanahora e haamanuia nei i te mau 'ōpuaraa a te hau ti'aau.

I raro i te tūramaraa o teie nei rahiraa fifi, ua tuatāpapa mai te feia feruri i te mau rēni rarahi no te tuhāraa 'ohipa ti'aau hau i roto i te mau taamotu.

2. Te mau aveiraa

Ia papahia te nanonano o te ti'aauraa-hau ia au i tā na 'ohipa tāviniraa i te huiraatira i ni'a i te tahi mau rahiraa rēni arata'iraa pāpū:

. te tauiraa te huru faarirora i te mau taamotu, ia hi'ohia, ia parauhia e ia faarirohia o "Tahiti e te mau motu" eiaha faahou ra o "Tahiti e tō na mau motu".

. ia 'ōhie te fāna'oraa mai i te tāviniraa a te hau ti'aau na roto i te haamāramaramaraa, te haapiiraa e te arata'iraa i te huiraatira, na roto ato'a i te haamauraa i te tahi mau vāhi ti'aauraa-hau i roto i te mau faa hohonu roa e tae noa atu i ni'a i te mau motu mo'emo'e roa.

Penei a'e ia māramarama mai te huiraatira i te huru faanahora e te mau faatureraa e arata'i nei i te 'ohipa ti'aauraa-hau, i reira ato'a paha ia o ia e 'anaanatae ai no te rohi 'āmui i roto te 'āviriraa o tō na iho fenua.

. ia 'ōhie te tiiraa atu i te haamāramaramaraa rau e vai nei i roto i te rima o te ti'aauraa-hau (parau pifetu, 'āpoora, parau haapuroro, faanahora METUA...). No te mau mauihaa haamāramaramaraa 'apīia faaineinehia te tahi mau ti'a rauti o te faa'ōhie mai i te faa'ohiparaa i taua mau mauihaa. Ia faarahi maite te ti'aauraa-hau i te mau piirou rau na roto i te mau reo huru rau no te fenua nei.

. te fāriira haafifi 'ore i te mau 'ōpuaraa e ferurhia mai no te mau taamotu, no te tahi motu aore ra no te tahi faa hohonu o te 'imi nei i te rāve'a ia mahie te faufaa no taua vāhi. Ia turuhia te reira i ni'a i te tautoora mau o te huiraatira. Na roto i te raverā 'āmui e pāpū mai ai te autau'araa o te feia tautoo tei tū'ati'atihia i ni'a i te tahi faanahora auturuturu. Na te reira e haamau mai i te hau i roto i te mau 'ōpuaraa e faaineinehia nei no te taata 'ōtahi e no te 'utuafare.

I teie taime e tau poto noa tō te mau 'āpuaraa e faaineinehia nei no te tahi 'āmuiraa taata, mai te mea ra ia e tei raro ho'i te reira i te 'anaanatae e te hinaaro o vetahi mau taata. Na roto ra i te haamanaraa i taua mau 'ōpuaraa no te tahi 'āmuiraa aore ra no te tāato'araa, e riro te reira i te turu pāpū i te mau raveraa a te ti'aauraa-hau ia nanonano mau tā na mau 'ohipa.

. te ho'ē ti'a faatau'ati, raatira 'ōpuaraa, taata turu, ti'a rautie rohi nei i ni'a i te tahua, tei vata noa e tei nahonaho, tei haamauhia i ni'a i te parahiraa e te mana no te faaoti, tei papū te ti'araa no te mea no roto roa mai i te papa ture. E ti'a maoti teie no te faatereraa hau no te fenua nei tei haamauhia i ni'a i taua ti'araa e te mau mana ato'a e au no te raveraa i tā na tuhaa 'ohipa. Ei taata ra o tei 'itehia tō na 'aravihiraa i ni'a i te tōro'a ti'aauraa. Na te Faatereraa hau-fenua e haamana mai ia na ia faa'ohipa maite o ia i te mau 'ōpuaraa hau no te huiiraatira.

. faa'ohipa-hope-roa-raa i te tāato'araa o te mau mauihaa a te hau ti'aau no te fenua nei : no te feia rave 'ohipa

- te 'ōpereraa i te mau rahiraa rave 'ohipa e vai nei na ni'a i te tāato'araa o te mau taamotu
- te faaineineraa i te mau haruraa parahiraa no te tihēpu mai i te mau u'i 'āpino te mau motu e fatu nei i te parau tū'ite.
- te haamauraa i te tahi mau faanahoraa ia 'anaanatae te mau rave 'ohipa no te haere e tāvini i roto i te mau motu, te tahi mau fāna'oraa, te tahi faanahoraa e au ai te taata ia tau i te vāhi 'ohi-paraa.
- ia 'ore te haapiiraa tumu e te haapiiraa tāmau o taua mau ti'a ia taa 'ē i te huru oraraa no te mau motu.
- ia 'ite taua mau ti'a i te reo o te fenua iho.
- ia faatiti'aifarohia te huru e te 'ite o taua mau ti'a i ni'a i tō rātou itoito ia 'ohipa.
- ia faaōhia i roto i te paparaa tōro'a o te mau ti'a nei, te paari e te 'āfaro i ni'a i te 'ohipa.

No te mau mauihaa māteria, ia faa'ohipa-āmui-hia te mau mauihaa e vai nei, te mau piha 'ohipa, te mau mauihaa pāpā'i parau e tae noa atu i te mau 'aravihiraa...

. te faatiti'aifaroraa tāmau i te 'ohipa ti'aauraa-hau na roto i te tahi mau rāve'a faatanoraa ia tupu noa mai te fifi rau ; mea ti'a roa ia haamauhia te tahi faanahoraa ia tupu te 'aparauraa mai roto mai i te huiiraatira e te mau ti'a hau.

. te haafaufaraa i te 'ite māmaramaramaa i te fenua, ia teretere tāmau maite te hau ti'aau o te pū iho e ia tupu pinepine te reira no te haamāmaramaramaa ia na i ni'a i te oraraa mau o te mau motu e no te 'imi 'āmui atu e te mau ti'a hau i te mau rāve'a e tano ia faa'ohipa i ni'a i taua fenua.

. te tahi faanahoraa tāmau no te haamaita'i i te tuhāraa ti'aauraa-hau, ia faa'afarohia te mau taa-ē-raa rahi e fārereihia nei i roto i te faa'ohiparaahia te ti'aauraa-hau e ia faatiti'aifaro-tāmau-hia te reira.

Mana'o faahope

E rāve'a noa te tuhāraa ti'aauraa-hau, eere te reira i te fā tāpaeraa. Ia hi'o-maita'i-hia, ua riro ia te reira 'ei faanahoraa e tau i ai te feruriraa, 'oia ho'i te tere nei o ia i ni'a i te fā no te 'aifāito-raa o te tāato'araa o te huiiraatira i mua i te 'ohipa ti'aauraa-hau. Ua papa-ato'a-hia o ia i ni'a i te feruriraa paari o te mau ti'a hau i mua i te huiiraatira.

■ Pupu feruriraa "te Faahoturaa Faufaa"

Ua feruri tāmau mai te pupu "tuhāraa ti'aauraa-hau e faahoturaa faufaa" i ni'a i te uiraa ra, e mea nāhea te tuhāraa ti'aauraa-hau e riro mai ai 'ei rāve'a no te faa'ohieraa i te 'ohipa tapihooraa e faahoturaa faufaa i roto i te mau taamotu.

No reira, ua faataa māramarama te feia feruri i te mau tuhaa 'ohiparaa rahi no te faahoturaa faufaa : te faa'apu, te rima'i, te faa'apuraa pārau, te nohoraa hotēra e te fāriiraa rātere. Ua 'itehia te tahi tūearaa i roto i te mau aniraa a te feia tōro'a i mua i te ti'aauraa-hau, teie nei ra te 'ite-ato'a-hia ra te tahi mau taa'ēraa rahi i roto i tā rātou aniraa ia au i te nātura no tā rātou 'ohipa e te vāhi i reira i haamau ai i te reira 'ohipa faahoturaa faufaa.

Ua 'ite pāpū te feia feruri i te haape'ape'araa rahi o te feia faahotu e faaea nei i roto i te mau taamotu, 'oia ho'i te faariroraa i tā rātou mau tao'a e te mau faanahoraa no te tapihoo i tā rātou mau hotu. Te tia'i nei rātou i te tauturu tuutuu 'ore a te hau i roto i teie na tuhaa 'ohipa. E'ita te reira e oti i te hau ti'aau noa o te haamauhia atu i piha'i ia rātou, teie nei ra e maita'iraa te reira mai te peu e faatupuhia te tahi faanahoraa ia 'afaro taua mau pū ti'aauraa-hau o te mau motu e te pū rahi no te ti'aauraa-hau.

I ni'a i te parau no te ti'aauraa-hau no te motu, te hinaaro nei te feia faahotu faufaa, na mua roa, ia haamāramarama pāpū mai taua mau pū ti'aauraa ia rātou, ia faanaho mai rātou i te tū'atiraa o te 'ohipa e te mau piha tōro'a e vai ra i Papeete, e ia fāna'o ato'a mai rātou i te a'oraa maita'i. Ia fāna'o maoti rātou i te a'oraa maita'i i te pae no te 'ohipa ti'aauraa-hau e tae noa atu i te pae no te faanahoraa i te tahi mau 'ōpuaraa e tano no rātou iho, ia riro ia taua mau ti'a ti'aau-hau 'ei feia 'aravihi i te pae no te 'ohipa ti'aauraa taiete e 'ei taata pāturu pāpū i te 'ohipa faahoturaa faufaa. E ti'a ato'a ra ia faanahohia te tahi mau tere no te tahi mau taata 'aravihi e mata'i no te hi'opo'a e no te tauturu.

Ia tonohia te mana no te faaotiraa, o te tumu parau rahi ia o teie nei faaotiraa hohonu i tāpe'ahia mai e te feia feruri. Te mana'o nei rātou e mea ti'a roa ia feruri maite te mau faatereraahau tāta'i tahi i ni'a i teie tumu parau rahi ia au i te tahi mau tuhaa 'ohipa faataahia no tō rātou faufaa mātāmua roa e, ia faaitoito mai rātou no te tonoraa i te mana faaotiraa i roto i te feia mā'itihia e vai ra i roto i te mau motu tāta'i tahi, ia oti i te faa'ohipahia te mau papa ture rau e te mau faaotiraa rahi a te Apooraa no Porinetia e tae noa atu tā te faatereraa haufenua iho.

Parau mau, mea ti'a ia faarahihia mai te mana o te mau tāvana-hau motu. E ia haamauhia te tahi faanahoraa maita'i no te haapiiraa e te haamāramaramaraa tāmau ia rātou e i tā rātou mau ti'a rave 'ohipa.

No te haapāpu-maite-raa i te ti'araa o te faatereraa haufenua no Porinetia farani, e amohia e te ti'aau-hau motu, i mua i te aro o te tāato'araa, ua faahitihia te mana'o ia mā'irihia taua ti'a ti'aau nei i te tahi ti'araa tei hoho'a i tō te "Pāpa'i parau rahi no te Haunui". Aita ra te reira mana'o i tū no te rahiraa, 'are'a ra ua mana'o te rahiraa ia ravehia te ti'araa no te "tāvana hau – ti'a hau rahi" e ia pirihia tō na 'aravihi e tō na paari. Hau atu i te reira, te mana'o nei te rahiraa e ti'a te vāhi 'ohiparaa e te tōro'a o taua mau ti'a nei ia tātauhia. Ei taata 'aravihi mau ra teie feia i ni'a i te vāhi 'ohiparaa e ti'a ai. No reira te 'ite o te reo tumu i riro ai 'ei tumu faufaa rahi no teie mau ti'a.

Ia hi'ohia te atearaa o te mau motu i roto i te ho'ē taamotu e te fifi no te fāreireiraa te tahi motu i te tahi, ua mana'o te feia feruri e'ita e oti i teie mau ti'a hau ia rave i tā rātou 'ohipa na ni'a noa i tō rātou iho pūai. Oia ho'i, te vai ra te mau ti'a no te mau 'oire, ua riro maoti rātou

'ei pū faufaa rahi no te haapurororaa i te parau haamāramaramaraa i roto i te huiiraatira e tae noa atu te haaputuraa mai i te mau hiaai o te huiiraatira. Hau atu ā, mea ti'a ia ani te Tāvana Hau i te mana'o o te Tāvana 'oire na mua a'e o ia a faaoti ai e a faa'ohia ai i te faaotiraa e au ia na.

Ua feruri ato'a mai teie pupu i ni'a i te mau faanahoraa no te haapuaiaa i te tautooraa a te ti'aauraa-hau na roto i te mau motu, e rave rahi faanahora. Ua māramarama maita'i tātou e'ita e oti ia tuu noa i te ho'e ti'a-hau e tae noa atu i tā na pupu ti'aau i roto i te tāato'araa o te mau tuhaa motu, eiaha roa atu ia e ti'aturi i te haamauraa i te reira i ni'a i te motu tāta'i tahi, 'are'a ra mea ti'a roa ia ferurihia i ni'a i te faufaa rahi o te mau tereraa o te hau na roto i te mau motu, e ti'a paha ia faanaho-pinepine-hia taua mau tere ti'aauraa-hau, ia faanahohia te tahi mau tere haapiiraa e haamāramaramaraa e haapa'ohia mai e te tahi mau taata 'aravihi, i ni'a mau ra i te mau tumu parau no te ti'aauraa faufaa, te haapiiraa 'ite e te faa'ohiparaa i te 'ite mata'i.

Ia feruri-mata'i-hia i ni'a i te mau rāve'a e tano no te hutiraa mai i taua feia 'aravihi no te tere na roto i te mau motu aore ra no te ti'a roa atu i reira. Ia hi'opo'a maite te haufenua i te mau faaheporaa i ni'a i te tau amuraa tōro'a i terā motu aore ra i terā motu o tei riro 'ei tumu no te pai'umaraa tōro'a aore ra no te fāna'oraa mai i te tahi mau haamaita'iraa i te pae materia. Ia faaōhia te 'ohipa tāviniraa huiiraatira no te mau motu atea i roto i te tahi arata'iraa porotita 'āano no te ti'aauraa i te mau 'aravahiraa o te taata.

Ua faahiti ato'a mai te feia feruri i tō rātou mana'o i ni'a i tō rātou ti'aturiraa i te mauhihaa 'āpi no teie tau mai te mau mātini roro-uira e haapuroro nei i te parau haamāramaramaraa, i tō rātou ra mana'o, e'ita te reira e mono i te taata o te ti'a mai i rōpū i taua mauhihaa ra e te huiiraatira e tia'i nei i te pahonoraa.

I te pae hope'a roa, te parau nei te feia feruri o teie pupu, eiaha teie mau rāve'a 'āpi mātini rorouira o te haamauhia mai na roto i te mau motu ia riro mai 'ei mauhihaa no te faarahi atu ā i te pūai o te pū ti'aau-hau, 'are'a ra ia riro te reira 'ei mauhihaa tāviniraa i te huiiraatira na roto i te tururaa i te tuhāraa ti'aauraa-hau.

Assises de la Déconcentration
administrative
Liste des participants
17 / 18 septembre 1999

Atelier n° 1

Déconcentration administrative et maîtrise foncière

Comité de pilotage	TIXIER Louis
Animateur	DUPUY François
Rédacteur	BOURGEOIS Naea
Secrétariat	LUCAS Manola

Australes		
1 UTIA Damas	Rimatara	Secrétaire Général de la Mairie de Rimatara
2 ROOMATAAROA Jack	Tubuai	Chef de la Subdivision de l'Equipement
Iles Sous-le-Vent		
3 BROTHERS Ramon	Raiatea	Pasteur de l'Eglise Evangélique de Raiatea
4 BRYANT Jacky	Bora Bora	Directeur d'école
5 FOURNIER Cathy	Raiatea	Chef de la Subdivision de l'Urbanisme des ISLV
6 DAVIO Marc	Tahaa	Attaché de mission auprès du Conseiller-Maire Tuahu Ismaël
Marquises		
7 KIMITETE Débora	Nuku Hiva	Responsable Urbanisme
8 BUTIN Christian	Nuku Hiva	Chef de la Subdivision du SDR des Marquises
Papeete		
9 GUIDO Guilbert		Directeur des Affaires Foncières
10 VERNAUDON Yolande		Chef du Service du Développement Rural
11 PETIT Jean-Michel		PDT de la Chambre des géomètres et photogrammètres de PF
12 VILLOT René		Chef du GEGDP, Direction de l'équipement
13 JOUEN Eddy		Chef du Service de l'Urbanisme
14 DERUE Jacques		Directeur du FEI
15 COLOMBANI Jean-Marie		Délégué au Développement des Communes
16 SABRE Angéline		Déléguée à l'Environnement
17 SAGE Yves-Louis		Enseignant C.U.P.F.
18 CALINAUD René		Conseiller à la Cour d'Appel
19 NETI Camélia		Experte en généalogie

20 MAI Alain		Conseiller municipal à la Mairie de PAPEETE
21 LICHTLE Tahia		Chef de la Division Assistance Particulier (DAF)
22 CAUVIN Jean-François		Chef de la Division Gestion domaines (DAF)
Maires et Conseillers		
23 TONG SANG Gaston	Bora Bora	Ministre-Maire
24 JOHNSTON Irving	Fakarava	Maire délégué
25 LAO MAO Hon-sha	Huahine	Conseiller à l'APF
26 KIMITETE Lucien	Nuku Hiva	Conseiller-Maire
27 LEQUERRE Jean-Jacques	Papeete	Conseiller à l'APF
28 LAGARDE Haamoetini	Papeete	Conseiller-Maire
29 GUILLOUX-CHEVALIER Albert	Raiatea	Maire de Tumaraa
30 TEVAATUA Taaroa	Raivavae	Maire
31 ROIHAU André	Papeete	Conseiller
32 VIRIAMU Wilfrid	Tubuai	Conseiller-Maire
33 KOHUMOETINI René	Ua Pou	Maire
34 MAI Eric	Papeete	Conseiller à l'APF
35 MAKIROTO Didier	Arutua	Maire
36 FOSTER Temaui	Hao	Ministre-Maire
37 MARAEURA Teina	Rangiroa	Conseiller-Maire

Atelier n° 2

Déconcentration administrative / culture et formation du citoyen polynésien

Comité de pilotage	TEVANE Maco
Animateur/Rédacteur	WILD José
Secrétariat	DOOM Sabrina

Australes		
1 ATAI Ingrid	Rurutu	Professeur au Collège de Moeraï RURUTU
2 VARUATUA Elisa	Raivavae	Secrétaire de la mairie de Raivavae
Iles Sous-le-Vent		
3 TAEA Jeannette	Raiatea	Membre de l'Action de protection de l'environnement
4 HAHE Yolande	Raiatea	Présidente de la Fédération des Artisans (Agent scc Social)
Marquises		
5 VAATETE Joseph	Ua Huka	Employé communal Sculpteur
6 TEIKIEHUPOKO Georges	Ua Pou	Enseignant au CSP de Hakahau

Papeete		
7 ELLACOTT William		Directeur du Centre des métiers d'arts
8 STEIN Francis		Directeur du Sce de la Culture
9 MAAMAATUAIAHUTAPU Heremoana		Centre Polynésien des Sciences humaines
10 CRAWFORD John		Chef du Service de la Jeunesse et des sports p.i.,
11 COUSIN Pierre		Directeur du Comité Territorial des Maisons Familiales Rurales
12 LONGUEVILLE Bernard		Directeur de l'Ets d'Enseignement et de Formation professionnelle d'Opunohu
13 BABIN Olivier		Agent du Service de l'Urbanisme
14 NHUN FAT Thierry		Président de l'AFOMETH
15 LEBOUCHER Michel		Directeur des Enseignements catholiques
16 ROUET Jean-Michel		Directeur des Enseignements protestants
17 MERET Bernard		Directeur des CETAD
18 TATARATA Moana		Conseiller Technique du Pdt du CA de l'OPT
19 LAUGROST Yves		Ingénieur Agronome
20 MORGANT Stanislas		Education
21 ELLACOTT Alban		
22 BOBBIA J. Charles		Conseiller technique auprès du Ministère de l'Education Territoriale
23 ROQUET Martine		Syndicat pour la Promotion des Communes
Maires et conseillers		
24 MAUORE Théodore	Fangatau	Maire
25 FOSTER Temaui	Hao	Maire-Ministre
26 CHALMONT Hilda	Papeete	Conseiller à l'APF
27 HONG KIOU Huguette	Papeete	Conseiller à l'APF
28 JOCQUEL Titaua	Papeete	Conseillère municipale
29 TUAHINE Eric	Papeete	Conseiller-Maire
30 HATITIO Georges	Rimatara	Maire
31 TETAHIOTUPA Tehaumate	Tahuata	Maire
32 LITCHLE Léon	Ua Huka	Maire

Atelier n° 3

Déconcentration administrative et lien social

COMITE DE PILOTAGE

CHICOU Georgette

ANIMATEUR

MERCERON Armelle

REDACTEUR

TETAHIOTUPA Paul

SECRETARIAT

REREO Héléna

Australes		
1 TEINAORE Victorine	Rurutu	Déléguee à la Condition Féminine
2 ROOMATAAROA Fernand	Rurutu	Directeur école Rurutu
3 ROOMATAAROA Dorice	Tubuai	Directrice école Maternelle
Iles Sous-le-Vent		
4 HUNTER Maina	Raiatea	Déléguee à la Condition féminine
5 GREIG Moana	Raiatea	Directeur de l'école Vaiaau
6 GALLON Aline	Raiatea	Service des Affaires Sociales
7 ROTA Edgard	Raiatea	Chef de l'Agence de la CPS
Tuamotu Gambier		
8 TEROROTUA Roger	Rangiroa	Pdt de la Fédération Haere Mai
Marquises		
9 SIMONNET Odile	Nuku Hiva	Médecin-Chef - Circ. médicale Marquises Nord
10 KOHUMOETINI R. de Lima	Ua Pou	Agent de la CPS
11 FONTENEAU J.François	Hiva Oa	Directeur du Collège Ste Anne
Papeete		
12 LBOUCHER Patrick		Adjoint de la Direction de la CPS
13 ARIIOTIMA Jean-Paul		Chef du Service de l'Education
14 LAUDON François		Directeur de la Santé
15 DANTON Hervé		Directeur de la SNA TUHAA PAE
16 MARTINIE Michel		Directeur des Enseignements Secondaires
17 FERREY Jackie		IDEN Mahina/TG
18 PENI Steeve		Trésorier de ATIA I MUA
19 GARNIER Mireille		
20 WONG FAT		
Maires et conseillers		
21 TEKURIO Tuhoe	Fakarava	Adjoint au Maire
22 KAMIA Teikivehetope	Fatu Hiva	Maire
23 MASSON Gilles	Gambier	Secrétaire général
24 TEKURIO Raymond	Hikueru	Maire
25 FLORH Delano	Huahine	Maire

26	MATAOA Jeannot	Manihi	Maire
27	KAMAKE Teau	Napuka	Maire
28	MARAEURA Teina	Rangiroa	Conseiller-Maire
29	TUAHU Ismael	Tahaa	Conseiller-Maire

Atelier n° 4

Déconcentration administrative et développement économique

COMITE DE PILOTAGE

MONTARON Alfred

ANIMATEUR

VERNAUDON Christian

REDACTEUR

CHANFOUR Pierre

SECRETARIAT

AILLOUX Graziella

Australes		
1	PACCOU Philippe	Tubuai Directeur de Tahiti frais
Iles Sous-le-Vent		
2	ROI Albert	Huahine Commerçant
3	CHALONS Antony	Raiatea Pdt de la Chambre Syndicale des Commerçants Patentés
4	YOUSSEF Pauline	Bora bora Propriétaire Pension Pauline
Tuamotu Gambier		
5	UTIA Bernice	Anaa Boulangère
6	NOUVEAU Georges	Makemo Agriculteur/Perliculteur
7	URARII Bianca représentée par REIGNARD Thérèse	Gambier Hôtielière
Papeete		
8	SANDRAS Bruno	Secrétaire Général de la Confédération syndicale A TIA I MUA Chef du Service des Affaires Economiques
9	TOOMARU Nick	
10	BOYER Richard représenté par GRELIER Denis	Chef du SDIM
11	COISSAC Pierre	Directeur de l'AEFP
12	VALAUX Terii	Chef du Service des Ressources Marines
13	BRESSON Mireille	Chef du Service du Tourisme
14	IRITI Teura	Chef du Service de l'Artisanat
15	BONNARD Michel	Service des Transports Maritimes et Aériens
16	GARIN Yves	Service des Contributions
17	BLOIS Jean-Marie	Service des Douanes
18	DELARCE Jean-Jacques	Inspecteur G ^{al} de l'Administration Territoriale
19	BRECHET Gérard	Service du Tourisme

20	SUN Mairai		CCISM
Maires et conseillers			
21	FREBAULT J.Emile Alain	Hiva Oa	Conseiller à l'APF
22	RAUZY Guy	Hiva Oa	Maire
23	APUARII Eugène	Makemo	3 ^{EME} adjoint au Maire
24	ROPITEAU Paul	Maupiti	Conseiller-Maire
25	TANGIHIA Tetuarerepehu	Nukutavake	Maire
26	BESSERT Eugène	Papeete	Conseiller-Maire
27	MOUTAME Thomas	Raiatea	Conseiller-Maire
28	NARII Tuaneinei	Rapa	Maire
29	RIVETA Frédéric	Rurutu	Conseiller-Maire
30	BROTHERSON Philippe	Uturoa	Maire

GOVERNEMENT
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE

R E P U B L I Q U E F R A N C A I S E
L I B E R T É - É G A L I T É - F R A T E R N I T É

VICE-PRÉSIDENCE,
MINISTÈRE DU
DÉVELOPPEMENT DES
ARCHIPELS ET DES POSTES
ET TÉLÉCOMMUNICATIONS
chargé de la
Déconcentration
administrative

ARRÊTÉ N° 8 231 / CM du 24 février 1999

portant création d'un Comité de Pilotage en matière de déconcentration
administrative à mettre en œuvre en Polynésie française.

NOR : SAR 9900072 AC

**LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE**

Sur le rapport du Vice-Président, Ministre du Développement des Archipels
et des Postes et Télécommunications, chargé de la Déconcentration
Administrative ;

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'au-
tonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996
complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336/PR du 21 mai 1997 portant nomination du Vice-Président
du Gouvernement et des autres ministres du Gouvernement de la Polynésie
française complété par l'arrêté n° 444/PR du 09 juin 1998 portant nomination
des membres du Gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205/AT du 23 novembre 1995 modifiée portant
adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du terri-
toire et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 151/CM du 27 janvier 1998 portant réglementation de la prise
en charge par le budget du territoire des dépenses de fêtes et cérémonies ;

**LE CONSEIL DES MINISTRES EN AYANT DELIBERE
DANS LA SEANCE DU 17 FEVRIER 1999**

A R R Ê T É :

Article 1er. - : Il est créé un Comité de Pilotage chargé, sous l'autorité du
Vice-Président, Ministre du Développement des Archipels et des Postes et
Télécommunications, chargé de la Déconcentration administrative, d'organiser
à l'échelle de la Polynésie française une réflexion sur la politique de
Déconcentration Administrative à y mettre en œuvre.

Dans le cadre de cette mission d'étude, le Comité de Pilotage organise notamment :

- la mise en forme du message à diffuser en matière de politique de déconcentration administrative à mettre en oeuvre ;
- la conception des supports les mieux adaptés pour véhiculer ce message ;
- l'organisation des réunions et manifestations permettant la transmission du message et le recueil des réactions à ce message ;
- l'établissement à l'attention du Gouvernement de la Polynésie française d'un rapport présentant la synthèse de ses réflexions ainsi que les grandes orientations susceptibles d'être retenues en matière de politique de déconcentration administrative. Ce rapport sera remis au plus tard le 31 juillet 1999, date à laquelle s'achèvent la mission et l'existence du Comité de Pilotage.

Article 2. - : Le Comité de Pilotage défini à l'article précédent est présidé par le Directeur de Cabinet du Vice-Président, Ministre du Développement des Archipels et des Postes et Télécommunications, chargé de la déconcentration administrative, ou son représentant.

Il est composé des personnalités suivantes :

- Mme. Georgette CHICOU
- M. Jacques Denis DROLLET
- M. Marc MAAMAATUAIAHUTAPU dit Maco TEVANE
- M. Alfred MONTARON
- M. Louis TIXIER

Assistent aux travaux du Comité de Pilotage :

- le Chef du Service de l'Administration et du Développement des Archipels ou son représentant.
- l'Inspecteur Général de l'Administration territoriale ou son représentant
- toute personne invitée à raison de ses compétences.

Le Service de l'Administration et du Développement des Archipels assure le secrétariat du Comité de Pilotage.

Article 3. - : Dans le cadre de la réglementation fixée par l'arrêté n°151/CM du 27 janvier 1998 susvisé :

Le transport hors de Tahiti des personnalités extérieures à l'Administration membres du Comité de Pilotage sera assuré par des réquisitions administratives.

Dans cette hypothèse, leurs frais d'hébergement et de nourriture seront réglés par des indemnités forfaitaires de déplacement, sur la base du barème applicable aux agents de catégorie A de la Fonction Publique territoriale.

Les frais de réception liés à l'activité du Comité précité seront également pris en charge par le budget du territoire.

Article 4. - : Le Vice-Président, Ministre du Développement des Archipels et des Postes et Télécommunications, chargé de la Déconcentration Administrative et le Ministre des Finances et des Réformes Administratives, chargé du Pacte de Progrès sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la Polynésie française et qui sera notifié aux intéressés.

Fait à Papeete, le 24 février 1999

Par le Président du Gouvernement,

Gaston FLOSSE

Le Vice-Président,
Ministre du Développement des Archipels
et des Postes et Télécommunications,
chargé de la Déconcentration Administrative

Edouard FRITCH

Le Ministre des Finances et des Réformes Administratives,

Patrick PEAUCELLIER

Ile	Type	Date	H/F*	Secteur d'activité	Type de problème
Anaa	Forum	27.04.99	-	Administration	Difficulté de constituer un dossier de création d'entreprise pour nos jeunes diplômés.
Anaa	Forum	27.04.99	F	Administration	Lenteur des procédures administratives, avec obligation de plusieurs déplacements à Papeete.
Anaa	Forum	27.04.99	H	Administration	Lenteur des procédures administratives, difficultés de rencontrer les agents et les Elus à Papeete, coût onéreux du déplacement et du transport.
Anaa	Forum	27.04.99	H	Administration	Moyens.
Atuona	Forum	29.07.99	-	Administration	Centre administratif de Taiohae.
Atuona	Forum	29.07.99	H	Administration	Déconcentration.
Atuona	Forum	29.07.99	H	Administration	Déconcentration.
Atuona	Forum	29.07.99	H	Administration	Déconcentration.
Atuona	Forum	29.07.99	H	Administration	Déconcentration.
Atuona	Forum	29.07.99	H	Administration	Déconcentration.
Atuona	Forum	29.07.99	-	Administration	Méconnaissance de la géographie des Marquises.
Avatoru	Forum	13.05.99	H	Administration	Absence de contrôle. (embauche de personnel sans déclaration).
Avatoru	Forum	13.05.99	H	Administration	Critique sur le comportement de l'agent recevant le public à Papeete.
Avatoru	Forum	13.05.99	-	Administration	Déconcentration.
Avatoru	Forum	13.05.99	H	Administration	Déconcentration.
Avatoru	Forum	13.05.99	-	Administration	Non représentativité de certains services territoriaux sur l'île.

* H/F : Homme, femme.

Phrase	Solution proposée
	Nomination d'un agent localement pour représenter tous les services administratifs.
Il faut simplifier les démarches administratives.	
Je n'arrive pas à vous rencontrer à Papeete, je retourne à Anaa sans avoir résolu mes problèmes.	
Il faut mettre en place un centre administratif pour les Paumotu à Papeete et un centre internet ici à Anaa.	
Oui, mais il faut que ce centre puisse être bénéfique pour tous les marquisiens et ramener les pouvoirs de décisions concernant Atuona au niveau de l'agent local.	
La déconcentration est une bonne chose pour la population des archipels éloignés.	
Nous sommes d'accord mais qu'elle soit réelle et appliquée jusqu'au bout.	
Il faudrait trois <i>Tavana hau</i> : un pour le Sud, un pour le Nord et un qui supervise les 2 premiers.	
Si la déconcentration va jusqu'à son terme, c'est bien à condition de donner les moyens nécessaires pour réussir.	
Je suis très favorable à ce projet ainsi les décisions seront prises directement à Atuona.	
Les fonctionnaires confondent les Marquises avec Nuku Hiva. Il est difficile pour ceux de Papeete de régler les problèmes des îles, il faut être sur place.	
Il faut créer une antenne de la C.P.S pour plus de contrôle.	
Lorsque je me rends à Papeete pour retirer des documents administratifs, on me dit de revenir tel ou tel jour, et lorsque je me représente la personne qui m'a accueilli à changé, on me renvoie d'un agent à l'autre. On nous mène en bateau.	
Est ce que ce projet va concrètement se réaliser ?	
Il faut rapidement mettre en place cette réforme de l'administration, cela nous éviterait des déplacements onéreux à Papeete.	
Il faut aussi déconcentrer les autres services et leur donner les moyens d'actions (fonciers, C.P.S, D.I.J.).	

Ile	Type	Date	H/F	Secteur d'activité	Type de problème
Avatoru	Forum	13.05.99	H	Administration	Non maîtrise de la langue tahitienne par les agents de l'administration.
Bora Bora	Forum	01.06.99	-	Administration	Difficulté à remplir des dossiers.
Bora Bora	Forum	01.06.99	H	Administration	Lenteurs des procédures d'instruction des dossiers.
Fakarava	Forum	27.04.99	H	Administration	Difficulté d'obtention d'actes.
Fakarava	Forum	27.04.99	F	Administration	Dispersion des services administratifs à Papeete.
Fakarava	Forum	27.04.99	H	Administration	Implantation des structures déconcentrées.
Fakarava	Forum	27.04.99	H	Administration	Implantation des structures déconcentrées.
Fakarava	Forum	27.04.99	-	Administration	Lenteur de la procédure administrative.
Hakahau	Conseil	23.05.99	H	Administration	Incohérence dans l'administration.
Hakahau	Conseil	23.05.99	H	Administration	Lenteur de la procédure administrative.
Hakahau	Conseil	23.05.99	-	Administration	Problème de la méconnaissance de la géographie des archipels.
Hane	Forum	22.05.99	H	Administration	Accueil des administrés.
Hane	Forum	22.05.99	H	Administration	Accueil des administrés.

Phrase	Solution proposée
Il faut choisir les personnes qui savent parler notre langue.	
Nous avons besoin d'information et d'aide pour la constitution de nos dossiers.	
J'ai des difficultés à retirer les actes de naissance et de décès à Papeete notamment à cause de l'encombrement aux guichets à Papeete.	
Il faut regrouper dans un même centre, à Papeete, les structures sociales et médicales.	
Si ces structures déconcentrées sont situées à Rangiroa ou Hao, cela posera des problèmes de liaisons inter-îles. Je propose que ce centre administratif soit implanté à Papeete.	Délégation de certains pouvoirs aux Maires, aidé du <i>Tavana hau Fenua</i> , délégation aux <i>Tavana hau</i> et affectation d'agents déconcentrés. Donner plus de moyens pour que les agents puissent effectuer plus de déplacements.
Je propose que l'administration soit installés dans les grands atolls des Tuamotu (Rangiroa, Fakarava, Makemo et Hao).	Solution proposée par V.P : nommer un responsable issu de ce centre qui habiterait dans les îles, qui serait chargé de suivre vos dossiers, voire résoudre vos problèmes après une formation de polyvalence dans tous les secteurs de l'administration.
J'espère que la réalisation du projet METUA facilitera les démarches administratives.	
Même si le dossier de demande d'aide en matière de projet économique est complet nous n'avons pas toujours la réponse d'agrément de l'administration centrale basée à Papeete ; parfois le langage des Ministres est autre que celui des services techniques.	
J'ai fait une demande d'aide auprès du F.E.I pour la construction d'un fare putuputuraa en 1996, resté sans réponse jusqu'à maintenant.	
Pourquoi prenez-vous l'hélicoptère dont le coût est excessif pour aller de UA POU à TAIQHAE alors qu'il est beaucoup plus simple d'aller en voiture !!!	
Pour être bien reçu à Tahiti je m'annonce venant de la part du Président ou du Vice-Président.	
Il faut une administration déconcentrée, mais surtout améliorer l'accueil dans les services à Taiohae. Pour nous habitants de Ua Huka, lorsque l'on nous dit : "Reviens tout à l'heure", cela veut dire reviens demain.	

Ile	Type	Date	H/F	Secteur d'activité	Type de problème
Hane	Forum	22.05.99	H	Administration	Bâtiments administratifs.
Hao	Forum	26.04.99	-	Administration	Absence de représentant des affaires sociales.
Hao	Forum	26.04.99	F	Administration	Lenteur de la procédure administrative au stade de l'enquête de moralité.
Hao	Forum	26.04.99	-	Administration	Manque de moyens financiers et matériels de l'agent du S.D.R.
Hao	Forum	26.04.99	-	Administration	Mode de recrutement de l'administration.
Hao	Forum	26.04.99	F	Administration	Politique de recrutement.
Hao	Forum	26.04.99	F	Administration	Présence administrative.
Hao	Forum	26.04.99	F	Administration	Présence administrative.
Makemo	Forum	26.04.99	H	Administration	Difficulté de trouver le bon interlocuteur pour la constitution des dossiers.
Makemo	Forum	26.04.99	-	Administration	Formation des représentants de la structure déconcentrée.
Makemo	Forum	26.04.99	-	Administration	Lenteur de la procédure administrative.
Makemo	Forum	26.04.99	-	Administration	Lenteur de la procédure administrative.
Makemo	Forum	26.04.99	H	Administration	Lenteur de la procédure administrative.
Makemo	Forum	26.04.99	-	Administration	Lenteur et inadaptation de la réponse administrative.
Makemo	Forum	26.04.99	H	Administration	Localisation du représentant de la structure déconcentrée.
Makemo	Forum	26.04.99	H	Administration	Politique de recrutement.
Manihi	Forum	19.04.99	F	Administration	Obligation de se rendre à Papeete pour régler les problèmes administratifs ça complique par la dispersion géographique des services.
Maupiti	Forum	31.05.99	H	Administration	Lenteur des procédures d'instruction des dossiers.
Maupiti	Forum	31.05.99	-	Administration	Manque de moyens et d'agents d'encadrement.

Phrase	Solution proposée
Location à Taiohae du Centre Administratif comprenant un géomètre, le cadastre et un notaire.	
Les jeunes n'ont pas de RST.	Créer le bureau des affaires sociales et de la C.P.S.
J'ai demandé une licence de 6ème classe, je n'ai pas de réponse depuis 6 mois.	Simplifier la procédure.
Je ne suis d'aucune utilité ici à Hao parce que je n'ai pas les moyens pour travailler.	Réorganisation du service du Développement rural.
Organisez de telle manière que l'embauche ait lieu sur place.	
Il faut envisager la création d'emploi pour les jeunes diplômés de Hao.	
Nous avons besoin d'un centre administratif à Hao.	
Nous avons besoin d'un centre administratif à Hao.	
Je suis renvoyé de bureau en bureau pour constituer mon dossier à Papeete.	Création d'une centre administratif spécial pour les Tuamotu Gambier.
Les représentants de la structure déconcentrée soient bien formés dans leur mission.	
Il faut faciliter les démarches administratives pour nous éviter à nous absenter trop longtemps de l'île.	
Cela fait 5 ans que j'ai déposé mon dossier de demande d'aide pour une pension de famille, sans réponse.	
Je n'ai pas pu procéder au transfert de mes nacres en temps voulu, faute d'une réponse rapide de l'administration.	Déléguer les compétences.
J'ai perdu ma maison dans un incendie, j'ai reçu mes matériaux plus d'un an après. Le F.E.I m'a dirigé vers l'accession la propriété bâtie sans succès.	
Il faut créer un centre unique à Papeete, regroupant l'ensemble des services administratifs et spécialement pour les T.G.	
Il faut envisager la création d'emploi pour les jeunes de Makemo dans le cadre de la déconcentration.	
Je perds beaucoup de temps et d'argent pour régler mes problèmes à Papeete.	
En tant que Président d'association sportive (basket-ball) j'envoie mes dossiers à Raiatea et trois mois plus tard je n'ai toujours pas de réponse !	
Nous n'avons pas d'agents d'encadrement pour nous aider dans la constitution de nos dossiers.	

Ile	Type	Date	H/F	Secteur d'activité	Type de problème
Maupiti	Forum	31.05.99	H	Administration	Mauvais accueil des agents de l'administration à Papeete.
Raivavae	Forum	26.03.99	H	Administration	Procédures administratives.
Rapa	Conseil	28.03.99	-	Administration	Procédures administratives.
Rapa	Conseil	28.03.99	H	Administration	Procédures administratives.
Rapa	Conseil	28.03.99	F	Administration	Profil de l'Administrateur ?
Rapa	Conseil	28.03.99	F	Administration	Retour vers les îles.
Rikitea	Forum	25.04.99	-	Administration	Absence de représentation permanente de l'Administration.
Rikitea	Forum	25.04.99	H	Administration	Compétence limitée de l'agent local du S.D.R.
Rikitea	Forum	25.04.99	H	Administration	Lenteur de la procédure administrative.
Rikitea	Forum	25.04.99	H	Administration	Manque de moyens financiers et de pouvoirs de décisions consentis au Tavana Hau Fenua.
Rikitea	Forum	25.04.99	-	Administration	Manque de suivi des dossiers.
Rikitea	Forum	25.04.99	-	Administration	Profil.
Rimatara	Forum	31.03.99	H	Administration	Gestion des affaires locales.
Rimatara	Forum	31.03.99	H	Administration	Information sur les aides territoriales.
Rimatara	Forum	31.03.99	H	Administration	Organisation administrative.
Rurutu	Forum	01.04.99	H	Administration	Difficulté de trouver un interlocuteur pour la constitution des dossiers.
Rurutu	Conseil	01.04.99	H	Administration	Difficultés à régler des problèmes administratifs à Rurutu.
Rurutu	Forum	01.04.99	-	Administration	Difficultés d'obtention des actes d'état-civil dont la naissance est enregistrée à Tahiti

Phrase	Solution proposée
On nous renvoie d'un bureau à un autre et nos projets n'aboutissent pas toujours.	
Valeur probante des télécopies ?	Officialiser la valeur probante des télécopies.
Valeur probante des télécopies ?	Officialiser la valeur probante des télécopies.
Que la déconcentration atteigne non seulement Tubuai, mais Rapa également, au moins pour les sports et les affaires sociales.	Avoir une présence renforcée des représentants de l'administration. Pour cela, il faut avoir un navire administratif qui touche Rapa au moins deux fois par an.
L'Administrateur doit être impartial.	
La déconcentration devrait favoriser un retour vers les îles.	
Il faut nommer un Tavana Hau Fenua ici à Mangareva pour faciliter nos démarches administratives.	Nommer un correspondant dans les îles.
Nos dossiers seront peut être bien constitués mais cela ne suffira pas, il faut lui donner les moyens financiers permettant de répondre à nos demandes.	
Il m'a fallu 1 mois pour constituer mon dossier de pension de vieillesse.	
Il faut donner aussi au Tavana Hau Fenua les mêmes pouvoirs que ceux de l'administrateur d'Etat.	
Les dossiers constitués n'aboutissent pas.	L'administration doit être plus présente sur le terrain. (plus d'une fois par an).
Je m'interroge sur le profil, les compétences, les capacités et l'apparence politique de l'agent qui sera en poste.	
Il faut créer un comité local chargé de gérer les affaires locales.	
L'information sur les aides territoriales est insuffisante.	
Il faut renforcer la présence de l'Administration.	Installer de nouveaux services sur Rimatara. (Affaires sociales....).
Les jeunes ne sont pas aidés en matière social, d'organisation de la jeunesse et du sport.	Faire aboutir les mesures proposées de la déconcentration administrative.
Il faut mettre en place un agent polyvalent à Rurutu pour me permettre de régler mes problèmes sans me rendre à Papeete.	Recruter mon fils.
Il faut un délai de six mois pour obtenir un acte de naissance.	Commune de résidence des parents.

Ile	Type	Date	H/F	Secteur d'activité	Type de problème
Rurutu	Forum	01.04.99	F	Administration	Difficultés de constituer les dossiers d'assistance.
Rurutu	Conseil	01.04.99	F	Administration	Emploi des jeunes diplômés dans l'île de Rurutu.
Rurutu	Conseil	01.04.99	H	Administration	Procédures administratives.
Tahaa	Conseil	15.04.99	H	Administration	Délivrance des actes administratifs.
Tahaa	Conseil	15.04.99	H	Administration	Difficultés de faire appliquer les règlements en matière d'occupation du domaine maritime.
Tahaa	Conseil	15.04.99	H	Administration	Limite ou champs de compétences déléguées (état ou territoire).
Tahaa	Conseil	15.04.99	F	Administration	Manque d'informations sur les demandes d'aides. Retard d'exécution dans les dossiers d'attribution.
Tahaa	Conseil	15.04.99	H	Administration	Profil de l'agent.
Taiohae	Conseil	21.05.99	F	Administration	Difficulté de constitution de dossiers de bourses de vacances.
Taiohae	Conseil	21.05.99	H	Administration	Problème de délivrance de licence de transport touristique.
Taipivai	Forum	21.05.99	H	Administration	Insuffisance de déplacements de l'agent de développement.
Taipivai	Forum	21.05.99	H	Administration	Mauvais accueil.
Tevaitoa	Conseil	16.04.99	H	Administration	Attribution du Tavana hau, responsable de la structure déconcentrée.
Tevaitoa	Conseil	16.04.99	F	Administration	Délégation de pouvoirs.
Tevaitoa	Conseil	16.04.99	H	Administration	Lenteur des procédures administratives et absence de pouvoirs décisionnels des agents de l'administration déconcentrée.
Tevaitoa	Conseil	16.04.99	H	Administration	Profil du responsable de la structure déconcentrée.

Phrase	Solution proposée
Je n'arrive pas à constituer le dossier de mon <i>mootua</i> handicapé vivant à Papeete.	Faciliter la reconnaissance du handicap de son enfant.
Nos enfants diplômés à Tahiti ne trouve pas d'emploi à Rurutu.	Privilégier l'emploi par le Territoire des natifs de l'île.
Valeur probante des télécopies ?	Officialiser la valeur probante des télécopies.
Je souhaite donner les compétences aux gens en poste sur l'île de Tahaa en ce qui concerne la délivrance des actes	Mettre en place la réglementation et la procédure.
Je demande une réglementation adaptée.	Mieux expliciter les démarches à effectuer.
Auront-ils les pleins pouvoirs de décisions.	
Je ne connais pas la suite donnée à mon dossier.	Mieux suivre les dossiers en cours d'instruction et informer les demandeurs des décisions prises par les différentes commissions paritaires.
Souhaite que les agents de premier et deuxième niveau en poste soient bilingues et formés.	
Je souhaite la simplification des procédures et des prises de décisions plus rapides.	
Je souhaiterais que vous m'expliquiez la procédure d'octroi des licences de transport taxis pour Nuku Hiva.	
Je souhaiterais que l'agent de développement vienne à Taipivai.	
J'ai été envoyé de service en service sans résultat à Papeete.	
Est ce que le Tavana Hau va devenir le Chef des Chefs et les responsables des services déconcentrés seront-ils soumis à une double hiérarchie ?	
A qui iront ces délégations de pouvoir, au Tavana Hau ou au responsable des services déconcentrés ?	
Le responsable local des dossiers D.I.J est obligé de transmettre ses dossiers sur Papeete pour la prise de décision.	Que les décisions soient prises à l'échelon local.
Il faut éviter que le responsable de la structure déconcentrée privilégie plus son île par rapport aux autres.	

Ile	Type	Date	H/F	Secteur d'activité	Type de problème
Tevaitoa	Conseil	16.04.99	H	Administration	Profil et attribution du responsable de la structure déconcentrée.
Tevaitoa	Conseil	16.04.99	H	Administration	Profil et compétence du responsable de la structure déconcentrée.
Tevaitoa	Conseil	16.04.99	H	Administration	Risque de conflits entre les centres décisionnels et déconcentrés et le pouvoir central en fonction des délégations qui seront consenties.
Tevaitoa	Conseil	16.04.99	H	Administration	Risque de différends entre le Tavana Hau en tant que responsable de cette structure déconcentrée et les chefs de services déconcentrés.
Tikehau	Conseil	20.04.99	H	Administration	Difficulté et coût important occasionnés par les démarches administratives à Tahiti.
Tikehau	Conseil	20.04.99	H	Administration	Obligation de se rendre à Papeete pour régler les problèmes administratifs qui se complique par la dispersion géographique des services.
Tubuai	Forum	25.03.99	-	Administration	Accueil des administrés.
Tubuai	Forum	25.03.99	H	Administration	Accueil des administrés.
Tubuai	Forum	25.03.99	-	Administration	Information sur les procédures administratives en matière d'aides à l'artisanat et difficultés de remplir les dossiers.
Tubuai	Conseil	25.03.99	H	Administration	Moyens du fonctionnaire déconcentré.
Tubuai	Conseil	25.03.99	-	Administration	Pouvoirs des responsables locaux.
Tubuai	Conseil	25.03.99	H	Administration	Profil des fonctionnaires.
Tubuai	Forum	25.03.99	H	Administration	Profil du responsable administratif.
Tubuai	Conseil	25.03.99	-	Administration	Profil du Tavana hau.
Tubuai	Forum	25.03.99	F	Administration	Profil du Tavana Hau.
Tubuai	Conseil	25.03.99	H	Administration	Qualités du fonctionnaire.
Tubuai	Conseil	25.03.99	F	Administration	Qualités du fonctionnaire.

Phrase	Solution proposée
La réforme viendra-t-elle avec quelqu'un ayant les pleins pouvoirs.	
Il faut mettre en place un responsable formé aux diverses tâches administratives.	
Je suis favorable à la délégation de compétences à l'échelon local.	
On nous ramène de gauche à droite.	
Je ne sais pas à qui m'adresser. Je ne fais que chercher les bons interlocuteurs.	Donner délégations aux Maires.
Il faut améliorer la qualité de l'accueil et du service rendu aux populations. Dans cette optique, il faut mettre en place les mesures de contrôle appropriées.	
Il faut faciliter la réalisation des procédures à Tubuai.	
Les procédures d'aide ne me sont pas connues et j'ai des difficultés à remplir les dossiers.	
Administration manque de moyens.	Donner des moyens matériels et financiers.
Il faut donner plus de pouvoir aux responsables déconcentrés.	
Il y a trop de popaa.	Océaniser les cadres - Polyvalence et maîtrise de la langue locale.
Il faut un homme qui maîtrise les langues françaises et tahitienne.	
Il faut un responsable de qualité.	Homme compétent, dévoué et ayant du cœur.
Il faut avoir un homme juste impartial et compétent.	
Le profil du futur agent déconcentré ?	Doit être motivé, compétent, disponible, mobile, dévoué à ses fonctions et attentif, au sort des petites gens surtout.
Le profil du futur agent déconcentré.	Mettre les agents adaptés à la situation leur donner les moyens de leurs actions.

Ile	Type	Date	H/F	Secteur d'activité	Type de problème
Tubuai	Conseil	25.03.99	F	Administration	Qualités du Tavana hau.
Tubuai	Conseil	25.03.99	H	Administration	Représentation des services administratifs.
Uturoa	Forum	15.04.99	H	Administration	Absence de certains services dans les îles.
Uturoa	Forum	15.04.99	-	Administration	Absence de certains services déconcentrés.
Uturoa	Forum	15.04.99	H	Administration	Conditions d'accès à un poste dans l'administration.
Uturoa	Forum	15.04.99	F	Administration	Difficultés de constitution de dossier d'aide F.A.D.I.P.
Uturoa	Conseil	15.04.99	-	Administration	Difficultés pour constituer des dossiers et remplir des demandes.
Uturoa	Conseil	15.04.99	H	Administration	Dispersion et installation des services administratifs.
Uturoa	Forum	15.04.99	H	Administration	Etendu des compétences déléguées au Tavana Hau. Profil du Tavana Hau ?
Uturoa	Conseil	15.04.99	H	Administration	Incompréhension des textes réglementaires liés à la langue.
Uturoa	Forum	15.04.99	H	Administration	Lenteur de la procédure administrative.
Uturoa	Conseil	15.04.99	H	Administration	Lenteur et lourdeur des procédures administratives.
Uturoa	Admin.	16.04.99	H	Administration	Manque d'éléments d'information sur les services administratifs (rôle, attribution, organisation...).
Uturoa	Admin.	16.04.99	H	Administration	Manque d'éléments d'information sur les services administratifs (rôle, attribution, organisation...).
Uturoa	Admin.	16.04.99	-	Administration	Manque de moyens matériels.
Uturoa	Admin.	16.04.99	-	Administration	Manque de moyens matériels.
Uturoa	Forum	15.04.99	-	Administration	Plage horaire d'ouverture des bureaux pas assez étalé.

Phrase	Solution proposée
Nous sommes fatigués de nous adresser à Papeete.	Il faut un Tavana hau compétent et dévoué. "Il faut un homme comme le Président". Il faut un Tavana Hau présent sur place en permanence. Il faut un Tavana Hau juste et impartial. Installer des antennes de ces services.
Il manque à Tubuai les services chargés des affaires de terre, du social, de la C.P.S...	Mettre en place des agents polyvalents en charge de plusieurs services.
Les pêcheurs sont obligés de descendre à Papeete pour obtenir un n° TAHITI.	
Je propose le recrutement de ces agents par voie de concours et non plus sur des interventions politiques.	
Je ne comprend pas les imprimés et demande d'aide (bilingue).	
Je souhaite qu'un comité soit constitué pour aider les handicapés dans leurs démarches.	Que les services des ministères concernés.
La réussite de ce projet est conditionnée par la construction d'un centre administratif qui regroupe les services administratifs déconcentrés.	Construction d'un centre administratif adapté.
Aurait-il toutes les délégations nécessaires ? Concentration des compétences au niveau délégué.	Cet agent devra être compétent et intègre.
Je suis satisfait de votre initiative qu'il faudrait compléter par la traduction des textes en <i>reo maohi</i> .	Effectuer la traduction des textes de manière à mieux renseigner les citoyens.
La déconcentration existe déjà mais les procédures administratives sont lentes.	Simplifier les procédures administratives.
La déconcentration est la solution de tous nos problèmes.	Alléger et simplifier les procédures administratives.
	Publier une brochure d'informations.
	Publier une brochure d'informations.
Je n'ai même pas de fax.	Equiper l'antenne.
Je n'ai même pas de fax.	Equiper l'antenne.
	Revoir les horaires.

Ile	Type	Date	H/F	Secteur d'activité	Type de problème
Uturoa	Conseil	15.04.99	H	Administration	Profil du responsable de la structure déconcentrée ? Contrôle des responsabilités de ce responsable ? Place des Communes dans cette structure de déconcentration ? Limites des compétences déléguées ? Rôle des Conseillers Territoriaux dans la déconcentration.
Vaipae	Conseil	22.05.99	H	Administration	Déconcentration.
Vaipae	Conseil	22.05.99	H	Administration	Information des porteurs de projets.
Vaipae	Conseil	22.05.99	H	Administration	Localisation du centre administratif.
Vaipae	Conseil	22.05.99	F	Administration	Retour aux îles.
Vaitahu	Forum	29.07.99	-	Administration	Déconcentration.
Vaitahu	Forum	29.07.99	F	Administration	Difficulté d'effectuer et de réaliser les démarches administratives sur l'île même.
Vaitahu	Forum	29.07.99	H	Administration	Tournées insuffisantes (voir rares) des agents de l'administration sur l'île.
Atuona	Forum	29.07.99	-	Administration Générale	Absence de communication entre les Marquises Nord et Sud.
Kaukura	Forum	20.04.99	H	Administration Générale	Perte de dossiers administratifs.
Manihi	Forum	19.04.99	-	Administration Générale	Difficulté de réunir les pièces administratives nécessaires à l'inscription des enfants dans les établissements secondaires.
Manihi	Forum	20.04.99	-	Administration Générale	Les fonctionnaires à Papeete ne parlent pas ou peu le tahitien.
Avatoru	Forum	13.05.99	-	Administration Générale	Non prise en compte de tous les titres de propriétés lors du cadastrage.

Phrase	Solution proposée
La déconcentration sera un élément générateur d'emplois économiques des Marquises. C'est comme un aimant qui attirera les gens aux Marquises et qui les poussera à développer tous les secteurs économiques dans ces îles.	
Je suis dans l'attente de la réponse à mon dossier et on ne me dit rien.	Augmenter les visites de l'agent de développement dans les îles.
Ce bureau sera-t-il basé dans une ou plusieurs îles ?	Taiohae.
La déconcentration ramènera vraisemblablement les gens dans leurs îles.	
Je suis favorable à ce projet de concentration.	
Par manque d'information, on nous dirige chez le Maire ou à Papeete et pour finir, on ne sait plus à qui s'adresser.	L'envoi d'un représentant de l'administration dans les îles pour faciliter les démarches administratives.
Pour la signature d'un acte de propriété, je suis contraint de me rendre sur Papeete et avec le faible revenu que je perçois (coprah et noni) je n'ai pas les moyens de payer le transport.	Pour faciliter les démarches de la population, il faudrait que les agents de l'administration (C.P.S) ainsi que les délégués viennent nous voir tous les 2 à 3 mois.
Il y a 2 entités aux Marquises: le Nord et le Sud. Il est plus facile d'aller à Papeete pour régler nos problèmes que de se rendre à Taiohae.	
J'ai été obligé de constituer plusieurs dossier pour un séchoir de coprah, ils ont été perdus et je n'ai toujours pas de réponse.	
Je suis renvoyé d'un bureau à l'autre.	
J'hésite d'aller les voir car je ne connais pas bien le français.	
Certains propriétaires terriens se retrouvent avec des titres de propriétés mais sans terres.	Il faut refaire un nouveau cadastre.

Ile	Type	Date	H/F	Secteur d'activité	Type de problème
Avatoru	Forum	13.05.99	H	Affaires Foncières	Non prise en compte de tous les titres de propriétés lors du cadastrage. Terres présumées domaniales.
Hane	Forum	22.05.99	H	Affaires Foncières	Redistribution des terres présumées domaniales.
Kaukura	Forum	20.05.99	-	Affaires Foncières	Coût élevé pour la constitution des titres de propriétés.
Omoa	Forum	30.07.99	H	Affaires Foncières	Lenteur des procédures judiciaires en matière d'indivision.
Tikehau	conseil	20.04.99	H	Affaires Foncières	Lenteur des procédures judiciaires en matière d'indivision.
Tubuai	Forum	25.03.99	H	Affaires Polynésiennes	Procédures administratives.
Atuona	Forum	29.07.99	-	Agriculture	Manque de fûts pour le stockage du <i>noni</i> /jeunes sans emploi.
Hakahau	Conseil	23.05.99	H	Agriculture	Problèmes matériels lourds.
Hao	Forum	26.04.99	-	Agriculture	Refondation de l'économie après le départ du C.E.P.
Kaukura	Forum	20.04.99	-	Agriculture	Coût et délais prohibitifs pour constituer un dossier de séchoir à coprah.
Kaukura	Forum	20.04.99	H	Agriculture	Défaut de suivi de la cocoteraie après incendie.
Manihi	Forum	19.04.99	H	Agriculture	Abandon de la cocoteraie au profit de la perliculture.
Manihi	Forum	19.04.99	H	Agriculture	Mise à disposition de moyens matériels pour le nettoyage des terres.
Maupiti	Forum	31.05.99	H	Agriculture	Coût trop excessif des insecticides.
Maupiti	Forum	31.05.99	-	Agriculture	Coût trop excessif des insecticides.
Maupiti	Forum	31.05.99	-	Agriculture	Culture du <i>noni</i> .
Maupiti	Forum	31.05.99	-	Agriculture	Lenteur des procédures d'instruction des dossiers.

Phrase	Solution proposée
Certains propriétaires terriens se retrouvent avec des titres de propriétés mais sans terres. Il faut rendre ces terres aux propriétaires et distribuer les terres domaniales à la population pour qu'ils puissent les cultiver.	
Il faudrait louer aux jeunes ces terres pour leurs activités agricoles.	
L'indivision est le plus gros problème chez nous.	
L'indivision est le plus gros problème chez nous.	
Nous avons besoin de quelqu'un qui nous aide à remplir les dossiers.	Création d'une antenne des Affaires Polynésiennes.
Il n'y a pas assez de fûts pour récolter le noni ce qui laisse les jeunes sans emploi.	
Nous souhaitons disposer de matériels lourds pour réaliser les routes d'accès aux <i>faapu</i> .	
Donnez nous les moyens financiers pour relancer la coprahculture, l'hydroponie et l'aquaponie.	
J'ai un terrain qui a brûlé et le responsable du secteur agricole n'a rien fait.	
Il y a trop de gens dans la perliculture et moins dans l'agriculture.	
Je demande des matériels pour nettoyer la cocoteraie.	
Ne serait-il pas possible d'inclure les insecticides dans la liste des P.P.N ?	
La culture de la pastèque est la plus importante à Maupiti, il faudrait baisser le prix des insecticides (30.000 F le litre).	
Envoyez nous des <i>ona</i> pour nous acheter les produits de notre culture de <i>nono</i> !	
Dans le domaine de l'agriculture nous avons fait une demande en matière de régénération de la cocoteraie et jusqu'à aujourd'hui nous n'avons toujours pas reçu de réponse.	

Ile	Type	Date	H/F	Secteur d'activité	Type de problème
Maupiti	Forum	31.05.99	H	Agriculture	Manque d'informations en faveur des agriculteurs.
Omoa	Forum	30.07.99	-	Agriculture	Mouche des fruits.
Rikitea	Forum	25.04.99	H	Agriculture	Absence de produits de traitement contre la mouche des fruits (1er type).
Rimatara	Forum	31.03.99	H	Agriculture	Commercialisation des productions locales.
Rimatara	Forum	31.03.99	-	Agriculture	Exploitation de Maria.
Rimatara	Forum	31.03.99	-	Agriculture	Organisation de l'antenne du S.D.R de Rimatara.
Rimatara	Forum	31.03.99	-	Agriculture	Prime aux coprahculteurs.
Rimatara	Forum	31.03.99	-	Agriculture	
Rimatara	Forum	31.03.99	-	Agriculture	
Rurutu	Conseil	01.04.99	H	Agriculture	Manque de matériels publics pour les travaux agricoles.
Rurutu	Conseil	01.04.99	H	Agriculture	Manque de matériels publics pour les travaux agricoles.
Tahaa	Conseil	15.04.99	H	Agriculture	Lenteur des procédures et des primes de décision dans les dossiers d'aides.
Taipivai	Forum	21.05.99	-	Agriculture	Manque de fûts (<i>noni</i>).
Taipivai	Forum	21.05.99	H	Agriculture	Manque de fûts (<i>noni</i>).
Tikehau	Conseil	21.05.99	-	Agriculture	Approvisionnement en terre de culture et en engrais de TAHITI.
Tikehau	Conseil	21.05.99	-	Agriculture	Comportement irresponsable des citoyens par le non respect de la réglementation phytosanitaire.
Tikehau	Conseil	20.04.99	-	Agriculture	Manque de moyens matériels pour l'exploitation de cocoteraie.
Tubuai	Conseil	25.03.99	H	Agriculture	Contrôle phytosanitaire.
Tubuai	Forum	25.03.99	-	Agriculture	Lutte contre la mouche des fruits.

Phrase	Solution proposée
On ne s'occupe pas des agriculteurs de Maupiti !	
Tous nos fruits sont ravagés par la mouche des fruits. Que pouvons nous faire ?	
Nos cultures sont ravagées par la mouche des fruits.	Mettre en place des moyens.
Les relations avec les acheteurs des productions locales sont souvent conflictuelles (difficultés de paiement).	L'administration devrait aider les producteurs à commercialiser leurs productions.
Nous sommes dans l'attente d'être autorisé à exploiter Maria.	Donner nous à cet égard tous les moyens d'exploiter les ressources de cette île.
L'antenne du S.D.R de Rimatara ne dispose pas de moyens ni de programmes.	
La prime F.A.D.I.P aux coprahculteurs n'est pas versée aux producteurs de Rimatara.	Donner aux producteurs de coprah l'information utile à l'obtention de cette prime. Aménager les procédures de telle prime.
	Aménager les procédures de telle manière que cette prime soit versée au moment de la vente du coprah à l'Huilerie de Tahiti.
Je ne trouve pas de case ni de tracteur pour mon exploitation agricole.	Augmenter le parc matériel.
Il faut une meilleure organisation dans l'utilisation de ces matériels.	Nous remettre la gestion de ces engins agricoles.
Je n'obtiens pas satisfaction dans un temps raisonnable.	Accélérer les Procédures.
Je souhaite que les marchandises soient débarquées sur le quai à marée haute par la rivière et non plus sur la plage.	
Je souhaite qu'une usine de noni soit implantée à Nuku Hiva.	
	Consentir des délégations à l'agent local du S.D.R.
J'ai constaté la présence de la mouche des fruits à Tikehau.	
Il faut attribuer un case à la commune et réparer le bull existant.	Déconcentrer les moyens matériels et humains.
Il faut un contrôle phytosanitaire plus rigoureux à Papeete, sur la voie aérienne ou maritime.	
Il faut mettre en place une action contre la prolifération de la mouche des fruits.	

Ile	Type	Date	H/F	Secteur d'activité	Type de problème
Tubuai	Conseil	25.03.99	-	Agriculture	Peste végétale.
Uturoa	Conseil	15.04.99	H	Agriculture	Chemin de pénétration privé endommagé lors des derniers cyclones et non rétabli aujourd'hui.
Uturoa	Conseil	15.04.99	H	Agriculture	Manque de maîtrise dans l'utilisation des pesticides avec des conséquences sur la santé constatées médicalement.
Vaitahu	Forum	29.07.99	-	Agriculture	Manque de jeunes plants pour les agriculteurs.
Maupiti	Forum	31.05.99	F	Artisanat	Obligation de descendre à Papeete pour la constitution des dossiers de renouvellement des bureaux d'associations.
Rurutu	Conseil	01.04.99	-	Artisanat	Coût trop élevé pour les artisans des îles de venir exposer leurs production à Papeete.
Rurutu	Forum	01.04.99	-	Artisanat	Relogement du fare artisanal.
Rurutu	Forum	01.04.99	F	Artisanat	Simplification des procédures d'inscription au R.S.T.
Tubuai	Forum	25.03.99	H	Artisanat	Formation professionnelle.
Tubuai	Forum	25.03.99	H	Artisanat	Formation professionnelle des jeunes aux métiers de l'artisanat.
Uturoa	Forum	15.04.99	F	Artisanat	Formation des artisans dans la gestion de leur activité.
Uturoa	Forum	15.04.99	H	Calamités Naturelles	Non intervention des services publics dans la réparation des dégâts causés par les intempéries.
Uturoa	Forum	15.04.99	-	Calamités Naturelles	Non intervention des services publics dans la réparation des dégâts causés par les intempéries d'avril 1998.
Uturoa	Forum	15.04.99	-	Calamités Naturelles	Non intervention des services publics dans la réparation des dégâts causés par les intempéries d'avril 1998.
Makemo	Forum	26.04.99	H	Communication	Communication bilingue.
Hao	Forum	26.04.99	H	Culture	Absence d'agent représentant le service de la Culture à Hao.

Phrase	Solution proposée
Prolifération d'une herbe urticante (<i>tarataramoa</i>).	Inscription sur la liste des espèces végétales nuisibles et éradiquer.
Le G.I.P et la Commune n'ont rien fait.	
L'utilisation des pesticides et autres produits par les agriculteurs se fait sans discernement.	Informier et éduquer les agriculteurs sur l'utilisation des produits pesticides.
Lorsqu'on a besoin de plants pour nos champs, il n'y en a pas, on préfère les faire pousser nous même et on perd beaucoup d'argent.	
Lors des renouvellements de bureaux nous sommes contraints de descendre sur Papeete pour constituer nos dossiers (D.R.C.L).	Ouverture d'une antenne du service de l'Artisanat à Raiatea.
Cela nous coûte trop cher pour se déplacer sur Papeete et ce n'est pas rentable.	Accorder des aides.
Le propriétaire souhaite reprendre le terrain d'implantation actuel: trouvez-moi un terrain.	Créer une réserve foncière.
J'ai des difficultés à remplir les formulaires pour la déclaration au R.S.T.	Avoir des conseils locaux.
Il faut développer la formation artisanale des jeunes.	Intégrer cette formation au C.E.T.A.D. (tressage et sculpture).
L'existence de ressources naturelles valorisantes justifie que l'on forme les jeunes à leur valorisation.	Il faut construire un centre des métiers d'art à Tubuai.
Je suis un travailleur social et je ne peux pas m'occuper correctement des artisans.	Créer une antenne du service de l'Artisanat.
Cette réforme nécessitera des moyens financiers qui auraient pu être consacrés à résoudre nos problèmes immédiats.	
Je n'ai pas bénéficié des aides de la part du Territoire.	
Mon fils n'a pas été aidé à la suite des éboulements qui ont eu lieu en avril 1998.	
Le domaine a annulé ma concession par un courrier en français dont je n'ai pas compris la teneur.	Notifier dans les 2 langues les décisions de l'administration.
Les jeunes ne doivent pas perdre leur <i>Hiro'a tumu</i> .	Création.

Ile	Type	Date	H/F	Secteur d'activité	Type de problème
Huahine	Forum	31.05.99	-	Culture	Restauration des <i>marae</i> de Maeva.
Huahine	Forum	31.05.99	-	Culture	Restauration des <i>marae</i> de Maeva.
Rikitea	Forum	25.04.99	H	Culture	Manque d'information sur les aides dans le domaine de la culture
Anaa	Forum	27.04.99	H	Déconcentration	
Atuona	Forum	29.07.99	-	Déconcentration	Choix des agents déconcentrés.
Manihi	Forum	19.04.99	H	Déconcentration	Difficulté supposé de liaison entre le centre déconcentré et Manihi.
Rikitea	Forum	25.04.99	-	Déconcentration	Répartition inégale des aides entre les îles.
Rimatara	Forum	31.03.99	-	Déconcentration	Décentralisation.
Rimatara	Forum	31.03.99	-	Déconcentration	Réception des administrés.
Tahaa	Conseil	15.04.99	-	Déconcentration	Absence de certaines administrations sur l'île de Tahaa.
Tubuai	Conseil	25.03.99	H	Déconcentration	Partage du pouvoir ministériel.
Vaitahu	Forum	29.07.99	H	Déconcentration	
Rapa	Conseil	28.03.99	H	Domaine	Délivrance des autorisations d'occupation du domaine - conditions de réalisation d'un remblai.
Hakakau	Conseil	23.05.99	H	Economie	Commercialisation des agrumes.

Phrase	Solution proposée
La restauration de ces <i>marae</i> a été réalisée "pour les touristes" et n'est pas conforme à nos traditions.	
La restauration de ces <i>marae</i> a été réalisée "pour les touristes" et nous les anciens nous n'avons pas été consultés.	
Y-a-t'il t-il des moyens financiers pour aider les jeunes et les personnes âgées à garder leur structures.	
La déconcentration est une bonne chose, car elle facilitera la vie de nos populations.	
Il faut bien choisir les représentants de l'administration pour les îles . A l'exemple de 2 nouveaux responsables marquisiens qui ont été nommés à Atuona: 1 au S.D.R et l'autre à l'Equipement. Ils ont unis leur moyens pour que les projets avancent.	
Je propose que ce centre soit basée à Manihi.	
Il faut répartir les aides par secteurs d'activité et par îles.	
Il faut doter Rimatara d'un pouvoir autonome de décision sur les affaires locales.	
L'obligation de demander des rendez-vous est une contrainte pour les habitants de Rimatara venant à Tahiti dans la mesure où la fréquence des transports maritimes est rigide.	Abolir l'obligation de prendre des rendez-vous.
Je souhaite que les postes à pourvoir soit donnés aux natifs de l'île.	
La déconcentration n'induit-elle pas une perte de pouvoir pour les responsables et notamment les ministres ?	
La déconcentration administrative permettra le rapprochement des services administratifs et la population des archipels éloignés.	
Autorisations administratives en matière de domaine et de mise en œuvre des projets devraient intervenir à l'échelon déconcentré.	
J'ai des difficultés à vendre les citrons à Papeete et je demande la baisse du prix du frêt maritime.	

Ile	Type	Date	H/F	Secteur d'activité	Type de problème
Hao	Forum	26.04.99	H	Economie	Cherté du coût des matériaux de construction.
Kaukura	Forum	20.04.99	-	Economie	Coût élevé du frêt.
Makemo	Forum	26.04.99	H	Economie	Amélioration des conditions d'accès à la ressource.
Makemo	Forum	26.04.99	H	Economie	Profil de l'agent déconcentré.
Rikitea	Forum	25.04.99	H	Economie	Cherté du coût de la vie dans les îles pour ce qui concerne les matériaux de construction.
Tahaa	Conseil	15.04.99	F	Economie	Transfert de patente.
Taiohae	Conseil	21.05.99	H	Economie	Procédure de constitution de dossiers économiques.
Tikehau	Conseil	20.04.99	H	Economie	Commercialisation des captures et production de coprah.
Tikehau	Conseil	20.04.99	F	Economie	Coût prohibitif du frêt et de l'essence et détaxe sur moteurs hors bord.
Tikehau	Conseil	20.04.99	H	Economie	Non rentabilité de la pêche en raison du coût trop élevé du carburant.
Tubuai	Forum	25.03.99	-	Economie	Constitution des circuits de commercialisation.
Uturoa	Admin.	16.04.99	H	Economie	Difficultés d'application des textes réglementaires dans les archipels éloignés.
Uturoa	Admin.	16.04.99	H	Economie	Difficultés d'application des textes réglementaires dans les archipels éloignés.
Uturoa	Forum	15.04.99	F	Economie	Perte de revenus résultant de l'expulsion du jardin public avant le relogement dans la gare maritime.
Anaa	Forum	27.04.99	H	Education	

Phrase	Solution proposée
Je veux bâtir une maison à louer pour les enseignants de l'éducation.	
La T.V.A augmente encore le coût du transport.	
il faut achever l'ouverture de la passe de Marutea par dynamitage pour améliorer l'accès à l'île aux coprahculteurs.	
Le représentant déconcentré de l'Administration pourra-t-il m'aider à constituer mon dossier de création d'entreprise (gravure sur nacre, atelier de peinture, etc...).	
Il faut réviser le smig de celui de Rikitea et des îles par rapport à celui de Tahiti. Le coût de la vie ici est élevé.	
Je souhaite que mon dossier soit réglé par l'administration.	Former les agents de l'Administration pour mieux orienter les demandeurs.
Les jeunes ont des difficultés de constituer des dossiers dans le domaine du développement de l'agriculture et de création d'entreprise.	
La vente des paquets de poissons à Papeete n'est pas rentable compte-tenu du coût élevé de l'essence.	Attribution des aides.
Il faut diminuer le tarif des frêts maritimes, le coût de l'essence et annuler la taxe sur les moteurs hors bord.	
Je demande l'ouverture d'une passe à Tikehau.	Procédé au dynamitage du récif pour faciliter l'accès à la ressource.
Il faut pouvoir disposer d'une personne qui achète les productions locales pour les revendre, ce qui serait incitatif à ce que les jeunes exploitent les ressources disponibles.	
Les observations du terrain ne sont pas toujours prises en compte et les sanctions prises ne sont pas suivies d'effet et c'est frustrant.	Associer les agents à l'élaboration des textes.
Les observations du terrain ne sont pas toujours prises en compte et les sanctions prises ne sont pas suivies d'effet et c'est frustrant.	Associer les agents à l'élaboration des textes
On m'oblige à quitter les lieux et je ne suis pas relogée immédiatement.	
Donner nous les moyens informatiques pour la formation de nos élèves et de nos jeunes et une faciliter d'accès à Internet.	

Ile	Type	Date	H/F	Secteur d'activité	Type de problème
Atuona	Forum	29.07.99	-	Education	Absence de coordination et de cohérence entre les décisions prises à Papeete et les priorités des îles.
Atuona	Forum	29.07.99	F	Education	
Fakarava	Forum	27.04.99	F	Education	Infrastructure scolaire.
Fakarava	Forum	27.04.99	F	Education	Infrastructure scolaire.
Hakahau	Conseil	23.05.99	F	Education	Renforcement des moyens.
Hao	Forum	26.04.99	F	Education	Besoin d'équipement scolaire dans les archipels.
Huahine	Forum	31.05.99	H	Education	Equipement en matériel informatique des écoles primaires.
Huahine	Forum	31.05.99	-	Education	Formation des maîtres.
Huahine	Forum	31.05.99	H	Education	Transport scolaire : réduction du nombre de bénéficiaires de 100 à 70.
Kaukura	Forum	20.04.99	-	Education	Implantation d'un collège à Kaukura.
Makemo	Forum	26.04.99	-	Education	Eloignement des enfants de leur foyer.
Rangiroa	Forum	12.05.99	-	Education	Divers.
Rangiroa	Forum	12.05.99	-	Education	Formation continue des enseignants.
Rangiroa	Forum	12.05.99	-	Education	La qualité de l'enseignement.

Phrase	Solution proposée
Pour l'implantation du collège, le gouvernement ne tient pas compte des rapports des architectes qui se sont déplacés sur le terrain, ni de l'avis de la population.	
Je suis d'accord sur ce projet. Depuis que l'inspecteur est basé à Taiohae, il vient nous rendre visite 4 à 5 fois/an au lieu de 2 fois/an.	
Nous avons sollicité la création d'un G.O.D, l'aurons-nous ?	
Je demande la création d'un G.O.D à Fakarava. Nous avons beaucoup d'enfants ici.	
Il y a nécessité de créer une structure d'accueil avec affectation d'un psychologue pour nos enfants handicapés.	
La scolarisation en collège à Tahiti de mes enfants n'est pas satisfaisante.	Créer un collège à Hao.
J'espère que les écoles primaires ne seront pas oubliées et que la formation des Maîtres sera assurée.	
Que devons nous faire pour les 30 élèves qui n'ont pas été retenus ?	
Les 3 îles de la Commune de Arutua, plus la commune de Niau justifient la construction d'un collège à kaukura.	
Quand aurons nous un collège à Makemo.	
La dotation est insuffisante car elle est majoritairement utilisée pour l'équipement vestimentaire des élèves que pour les doter en matériels pédagogiques.	
Les personnels en activité à Rangiroa sont exclus à ce jour des cycles de formation ouverts aux personnels en activité à Tahiti.	Ouvrir un contingent d'instituteurs remplaçant des instituteurs en formation. Participer à l'élaboration des plans de formation. Adapter le programme d'évaluation aux spécificités de la Polynésie et spécialement des Tuamotu.
Le faible niveau général des élèves en fin de C.M amène à l'obligation de repenser l'enseignement dispensé (contenu des programmes, rythmes, adaptation au milieu, suivi social.....)	Engager à l'échelle des Tuamotu une vaste réflexion sur les adaptations à réaliser. S'attacher les services d'un psychologue scolaire. Mission ponctuelle. Accroître les relations avec le service social.

Ile	Type	Date	H/F	Secteur d'activité	Type de problème
Rangiroa	Forum	12.05.99	-	Education	Les moyens disponibles.
Rangiroa	Forum	12.05.99	-	Education	Qualité adaptation de l'enseignement.
Rangiroa	Forum	12.05.99	-	Education	
Rangiroa	Forum	12.05.99	-	Education	
Rangiroa	Forum	12.05.99	-	Education	
Rangiroa	Forum	12.05.99	-	Education	
Rangiroa	Forum	12.05.99	-	Education	
Rangiroa	Forum	12.05.99	-		
Rangiroa	Forum	12.05.99	-	Education	
Rangiroa	Forum	12.05.99	-	Education	
Rangiroa	Forum	12.05.99	-	Education	
Rangiroa	Forum	12.05.99	-	Education	
Rangiroa	Forum	12.05.99	-	Education	

Phrase	Solution proposée
Les effectifs en activité sont insuffisants pour répondre aux besoins.	La titularisation du personnel A.T.O.S, le recrutement d'un cuisinier, le doublement du personnel de surveillance, et du personnel d'entretien.
Les programmes d'enseignement n'apparaissent pas adaptés aux réalités locales.	Réviser les programmes pour les rendre plus accessibles par rapport à la perception des choses qu'en ont les élèves. pour cela il faudrait l'ouverture d'un débat interne à l'éducation centré sur les Tuamotu.
Les rythmes scolaires sur l'année n'apparaissent pas adaptés aux besoins des élèves.	Il faut les rééquilibrer entre eux.
Le budget alloué à l'internat n'autorise pas suffisamment de sorties à l'ouverture d'esprit pour les internes.	Besoin de crédits supplémentaires.
Pour répondre à la situation, il conviendrait de classer le collège en Zone d'Education Prioritaire (Z.E.P) compte tenu du niveau très faible et très hétérogène des élèves.	
Le collège mériterait d'être doté de moyens informatiques supplémentaires et d'accès à internet.	
Il faut accroître les capacités d'accueil de l'internat. Il faut clôturer le terrain du Collège.	
L'équipement de la cuisine doit être renouvelé en urgence d'une armoire réfrigérée pour répondre aux normes sanitaires et d'un lave-vaisselle d'une plus grande capacité.	
Il faut renforcer la dotation en mobilier et matériel de bureau.	
La superficie de la circonscription relevant de l'Inspecteur basé à Rangiroa (30 atolls) s'avère trop importante pour un bon suivi d'autant que les difficultés du transport vient compliquer les choses.	Revoir le découpage de la Circonscription au niveau des Tuamotu Centre.
Les moyens réservés à l'acquisition des fournitures scolaires est insuffisant compte tenu notamment des coûts des livres scolaires.	
Il serait légitime d'attribuer aux inspecteurs de l'éducation des indemnités de déplacement compte tenu de la situation géographique.	
	Constituer un corps d'instituteurs mobiles pour pourvoir aux remplacements des instituteurs défaillants.

Ile	Type	Date	H/F	Secteur d'activité	Type de problème
Rangiroa	Forum	12.05.99	-	Education	
Rimatara	Forum	31.03.99	-	Education	Encadrement des transports scolaires.
Rurutu	Forum	01.04.99	-	Education	Difficultés liées à l'éloignement des enfants scolarisés à Tahiti.
Rurutu	Conseil	01.04.99	H	Education	Orientation des élèves dans les établissements scolaires techniques de Papeete.
Tubuai	Forum	25.03.99	-	Education	Amélioration de la couverture en établissement scolaire (lycée).
Tubuai	Forum	25.03.99	-	Education	Amélioration de la couverture en établissement scolaire (lycée).
Tubuai	Forum	25.03.99	F	Education	Amélioration de la couverture en établissement scolaire (lycée).
Uturoa	Admin.	16.04.99	H	Education	Lourdeur administrative résultant de la nécessité de requérir les ordres de déplacement de Tahiti.
Uturoa	Admin.	16.04.99	H	Education	Lourdeur administrative résultant de la nécessité de requérir les ordres de déplacement de Tahiti.
Hao	Forum	26.04.99	-	Emploi	
Huahine	Forum	31.05.99	-	Emploi	Discrimination dans le choix des bénéficiaires que ce soit dans le secteur de l'emploi ou de l'habitat.
Kaukura	Forum	20.04.99	-	Environnement	Invasion de <i>nono</i> (insectes).
Omoa	Forum	30.07.99	H	Environnement	Critère du site d'un dépotoir.
Tubuai	Forum	25.03.99	-	Environnement	Prolifération de la ciguatera.
Uturoa	Forum	15.04.99	-	Environnement	Non conformité des installations d'élevages porcins et de volailles.
Hane	Forum	22.05.99	-	Equipement	Ouvrage maritime.
Hao	Forum	26.04.99	-	Equipement	Absence d'infrastructure d'accostage.

Phrase	Solution proposée
	Instituer une concertation plus régulière entre les responsables du primaire et du secondaire.
Il faut que les élèves devant se déplacer vers leurs établissements soient encadrés à bord du navire, conformément aux engagements du ministre de tutelle.	
Le dépaysement des lycéens est trop important lié aux conditions d'accueil, d'hébergement.	Création d'un lycée à Rurutu.
Nos jeunes n'intègrent pas toujours la filière souhaitée et ne sont pas prévenus à temps.	Créer des filières dans les Archipels.
Il faut un lycée à Tubuai.	
Il faut un lycée à Tubuai pour sédentariser les jeunes.	
Il faut un lycée à Tubuai.	
	Déléguer de signature aux responsables déconcentrés.
	Déléguer de signature aux responsables déconcentrés.
Le gouvernement doit nous aider à trouver des emplois pour les jeunes.	
Il ne faut pas mettre à l'écart les dossiers de certaines personnes sous prétexte qu'elle n'appartient pas au <i>Tahoeraa Huiraatira</i> !	
Neuf mois sur 12, nous sommes envahies de nono, faites quelque chose pour les éradiquer.	
Comment détermine t-on un terrain comme dépotoir ?	
La ciguatera devient un problème de plus en plus aigu à Tubuai.	Il faut développer rapidement une action à l'égard de ce problème.
Les déjections sont rejetées directement dans la rivière de Faaroa.	Mise en conformité de l'assainissement.
A défaut de digue telle qu'il a été prévu, réaliser plutôt un débarcadère à Hane puis un à Hokatu.	
Il faut réaménager le quai de Hao pour que les goélettes puissent accoster.	

Ile	Type	Date	H/F	Secteur d'activité	Type de problème
Omoa	Forum	30.07.99	H	Equipement	Routes défectueuse.
Omoa	Forum	30.07.99	H	Equipement	Travaux de protection de la rivière.
Rapa	Conseil	28.03.99	H	Equipement	Lenteur des procédures d'embauche.
Rimatara	Forum	31.03.99	H	Equipement	Aménagement portuaire.
Taipivai	Forum	21.05.99	F	Equipement	Amélioration de la route.
Taipivai	Forum	21.05.99	-	Equipement	Qualité du revêtement.
Tubuai	Conseil	25.03.99	-	Equipement	Entretien du domaine public fluvial.
Tubuai	Forum	25.03.99	H	Equipement	Entretien du domaine public fluvial.
Vaitahu	Forum	29.07.99	H	Equipement	Protection de la rivière de Motopu.
Vaitahu	Forum	29.07.99	H	Equipement	Routes intérieures impraticables.
Vaitahu	Forum	29.07.99	-	Equipement	Routes intérieures impraticables par temps de pluie.
Rapa	Conseil	28.03.99	-	Etat-Civil	Procédures de délivrance des actes d'état-civil.
Tevaitoa	Conseil	16.04.99	-	F.E.I	Centralisation des décisions à Papeete.
Rangiroa	Forum	12.05.99	-	Finance	Les moyens disponibles.
Rangiroa	Forum	12.05.99	-	Finance	
Rangiroa	Forum	12.05.99	-	Finance	
Tahaa	Conseil	15.04.99	H	Finance	Recouvrement des charges du C.S.T.

Phrase	Solution proposée
Nos cultures sont situées au fond des vallées. Les routes étant défectueuses, nous avons d'énormes difficultés pour nous y rendre et acheminer nos récoltes vers le village.	
4 mois après l'expiration du chantier, je ne suis toujours pas payé de mes salaires.	Réaliser les procédures des embauches temporaires à l'échelon déconcentré.
Les équipements portuaires de Rimatara sont dangereuses et inconfortables.	Construisez-nous un nouveau port.
Nous demandons que le radier soit remplacé par un pont et que le bétonnage de la route soit effectué en concertation avec nous.	
Je souhaite que soit bétonnée la route qui mène de Taiohae, Taipivai, Hatiehu à Akapa avant celle de la Terre Déserte qui n'est pas très fréquentée.	
Mauvais entretien des cours d'eau.	Il faut curer les rivières.
Il faut améliorer le curage des cours d'eau.	
Je vis à Motopu près de la rivière. Dernièrement, pendant la saison de pluie, la rivière a débordé et ma maison a failli être emportée ainsi que ma famille. Je n'ai pas les moyens de payer ces travaux.	Aide de l'équipement pour la protection des berges de la rivière.
Les routes sont dangereuses par temps de pluie.	
Lorsqu'il pleut, les routes intérieures se transforment en ruisseaux. Nos enfants doivent les emprunter pour se rendre à l'école aussi pour leur sécurité nous préférons les garder à la maison.	
Né à Tahiti, je ne peux pas obtenir à Rapa mon acte de naissance.	Elargissement des pouvoirs des maires en matière de délivrance des actes d'état-civil des natifs d'autres communes du territoire.
Est-ce que les décisions d'attribution d'aide seront prises à l'échelon local.	
Nous souhaitons participer à l'élaboration des priorités budgétaires.	
Il serait nécessaire de disposer d'un budget pour l'achat des consommables.	
Il serait sain de pouvoir être associé à la préparation de la décision budgétaire.	
Pour payer, je suis obligé d'expédier à Papeete.	

Ile	Type	Date	H/F	Secteur d'activité	Type de problème
Uturoa	Admin.	16.04.99	H	Finance	Retard dans les délégations de crédits de fonctionnement du 4ème trimestre.
Uturoa	Admin.	16.04.99	H	Finance	Retard dans les délégations de crédits de fonctionnement du 4ème trimestre.
Uturoa	Admin.	16.04.99	H	Finance	Retard de règlement des fournisseurs par la Paierie du territoire à Papeete.
Uturoa	Admin.	16.04.99	H	Foncier	Retard de règlement des fournisseurs par la Paierie du territoire à Papeete.
Atuona	Forum	29.07.99	H	Foncier	Difficulté de sortir de l'indivision.
Atuona	Forum	29.07.99	H	Foncier	Indivision.
Atuona	Forum	29.07.99	-	Foncier	Indivision/transport inter-îles onéreux.
Atuona	Forum	29.07.99	-	Foncier	L'indivision.
Hakahau	Conseil	23.05.99	H	Foncier	Cadastre.
Hakahau	Conseil	23.05.99	-	Foncier	Indivision.
Kaukura	Forum	20.04.99	-	Foncier	Critique de la gestion des terres présumées domaniales.
Kaukura	Forum	20.04.99	F	Foncier	Critique de la gestion des terres présumées domaniales.
Kaukura	Forum	20.04.99	-	Foncier	Critique de la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique.
Kaukura	Forum	20.04.99	H	Foncier	Manque de terrain disponible pour l'installation des jeunes ménages.

Phrase	Solution proposée
Le fonctionnement normal du Service du dernier trimestre est pénalisé par ce retard.	
Le fonctionnement normal du Service du dernier trimestre est pénalisé par ce retard.	
Actuellement les fournisseurs sont payés à plus de 90 jours.	
Actuellement les fournisseurs sont payés à plus de 90 jours.	
Nous sommes des propriétaires terriens mais nous ne pouvant pas construire, ni cultiver sur nos terres car nous ne disposant de titres de propriétés. Nous n'avons pas les moyens financiers de résoudre ce problème d'indivision.	L'envoi des Juges forains et géomètres aux Marquises pour nous aider à partager nos terres.
L'indivision empêche les jeunes accéder à un logement et pour l'achat d'un terrain cela coûte au moins 6 millions FCP.	
Si pour régler nos problèmes fonciers on doit se rendre à Taiohae, rien ne sera résolu. Il est moins coûteux de se déplacer à Papeete que d'aller à Nuku-Hiva.	
Il y a beaucoup de terres indivises qui génèrent des conflits entre les copropriétaires. Il faut trouver une solution à ce problème avant que cela se termine par un bain de sang.	
J'ai procédé moi-même à mes frais les travaux de cadastre au niveau de ma terre afin de régler les problèmes de partage (deux ans et 250.000 F le notaire).	Créer une antenne du Cadastre.
La sortie de l'indivision nous coûte chère alors même que nous souhaitons donner la terre aux jeunes pour développer l'agriculture.	
Au lieu de nous exproprier le territoire ferait mieux de réaliser ses installations sur les domaines publics maritimes.	
Donnez à la commune les terres présumées domaniales pour les redistribuer aux jeunes.	

Ile	Type	Date	H/F	Secteur d'activité	Type de problème
Kaukura	Forum	20.04.99	H	Foncier	Manque de terrain disponible pour l'installation des jeunes ménages.
Rikitea	Forum	25.04.99	H	Foncier	Difficulté de sortir de l'indivision.
Rikitea	Forum	25.04.99	H	Foncier	Renouvellement des baux ruraux.
Rimatara	Forum	31.03.99	-	Foncier	Gestion du domaine public territorial.
Rurutu	Conseil	01.04.99	H	Foncier	Problème d'indivision.
Rurutu	Conseil	01.04.99	H	Foncier	Problème d'indivision.
Tahaa	Conseil	15.04.99	F	Foncier	Délimitation du domaine public maritime.
Taiohae	Conseil	21.05.99	F	Foncier	
Taipivai	Forum	21.05.99	-	Foncier	Difficulté de sortir de l'indivision.
Tubuai	Forum	25.03.99	-	Foncier	Délimitation des parcelles et des servitudes.
Tubuai	Forum	25.03.99	H	Foncier	Indivision.
Rikitea	Forum	25.04.99	-	Foncier et logement	Absence de biens fonciers pour les jeunes.
Rikitea	Forum	25.04.99	H	Foncier et logement	Absence de biens fonciers pour les jeunes.
Rimatara	Forum	31.03.99	-	Foncier et logement	Procédures administratives.
Huahine	Forum	31.05.99	H	Formation	Mauvais accueil des agents de l'administration à Papeete.
Maupiti	Forum	31.05.99	H	Formation	Mauvais accueil des agents de l'administration à Papeete.
Vaipae	Conseil	22.05.99	H	Formation	

Phrase	Solution proposée
Donnez à la commune les terres présumées domaniales pour les redistribuer aux jeunes.	
Il faut envoyer un géomètre pour nous permettre de partager nos terres.	Création d'une antenne du cadastre.
On nous a incités à planter sur les terres domaniales et aujourd'hui nous ne sommes pas propriétaires comme promis à l'époque.	Régularisation des baux.
La commune devrait pouvoir administrer le domaine territorial, pour empêcher des exploitation agricoles non désirables. (Nono...).	
Mon affaire est jugée à Tahiti sans résultat après plusieurs déplacements onéreux.	
Mon affaire est jugée à Tahiti sans résultat après plusieurs déplacements onéreux.	
J'ai remblayé sans autorisation sur le domaine maritime et j'ai été verbalisé et j'aimerais connaître ce que je dois faire ?	
Je souhaite la création de l'antenne de la D.A.F à Taiohae	
Mes parents ne sont pas parvenus après plus de 20 ans de procédure à faire leur partage.	
Aidez nous à matérialiser les servitudes de passage.	Avoir accès aux géomètres de l'administration.
L'indivision empêche les jeunes d'accéder à un logement.	Création d'une instance permettant la solution du problème d'indivision.
Comment pouvons nous bénéficier de maisons M.T.R, si nous n'avons pas de terrain.	Cession des terres domaniales.
Donner nous la possibilité d'avoir une assise foncière.	Cession des terres domaniales.
Il faut simplifier les procédures administratives (foncier, permis) pour permettre l'accès à des dispositifs d'aide à l'habitat.	
On nous renvoie d'un bureau à un autre (va là-bas !)	
On nous renvoie d'un bureau à un autre.	
Il faudrait dispenser une formation de type AFOMETH au sein des pensions de famille et des ateliers de sculpture.	

Ile	Type	Date	H/F	Secteur d'activité	Type de problème
Hao	Forum	26.04.99	F	Gouvernement	Futur des installations militaires de Hao ?
Hao	Forum	26.04.99	F	Gouvernement	Futur des installations militaires de Hao ?
Hao	Forum	26.04.99	F	Gouvernement	Futur des installations militaires de Hao ?
Hao	Forum	26.04.99	F	Gouvernement	Futur des installations militaires de Hao ?
Hao	Forum	26.04.99	F	Gouvernement	Futur des installations militaires de Hao ?
Hao	Forum	26.04.99	F	Gouvernement	Futur des installations militaires de Hao ?
Hao	Forum	26.04.99	F	Gouvernement	Futur des installations militaires de Hao ?
Makemo	Forum	26.04.99	H	Habitat	Manque d'information sur la réalisation de son fare M.T.R.
Raivavae	Forum	26.03.99	F	Habitat	Réclamation d'un double paiement d'une participation à un fare M.T.R.
Tubuai	Forum	25.03.99	-	Habitat	Information sur les aides territoriales.
Tubuai	Forum	25.03.99	H	Habitat	Logement pour les jeunes couples.
Vaitahu	Forum	29.07.99	-	Hygiène et Santé Publique	Eau non potable.
Huahine	Forum	31.05.99	-	Information	Manque d'information du programme de tournées des membres du Gouvernement.

Phrase	Solution proposée
Il faut maintenir l'exploitation des infrastructures du C.E.P. (Hôpital, hangar, hôtel et restaurants, installations portuaires, centrale électrique et matériel de désalinisation).	
Il faut maintenir l'exploitation des infrastructures du C.E.P (Hôpital, hangar, hôtel et restaurants, installations portuaires, centrale électrique et matériel de désalinisation).	
Il faut maintenir l'exploitation des infrastructures du C.E.P (Hôpital, hangar, hôtel et restaurants, installations portuaires, centrale électrique et matériel de désalinisation).	
Il faut maintenir l'exploitation des infrastructures du C.E.P (Hôpital, hangar, hôtel et restaurants, installations portuaires, centrale électrique et matériel de désalinisation).	
Il faut maintenir l'exploitation des infrastructures du C.E.P (Hôpital, hangar, hôtel et restaurants, installations portuaires, centrale électrique et matériel de désalinisation).	
Il faut maintenir l'exploitation des infrastructures du C.E.P (Hôpital, hangar, hôtel et restaurants, installations portuaires, centrale électrique et matériel de désalinisation).	
Il faut maintenir l'exploitation des infrastructures du C.E.P (Hôpital, hangar, hôtel et restaurants, installations portuaires, centrale électrique et matériel de désalinisation).	
La construction de mon fare M.T.R est prévu pour décembre 1998, j'attends toujours que l'on me donne une explication sur ce retard.	
J'ai déjà réglé ma participation.	Améliorer le suivi des dossiers administratifs.
Manque d'information sur les aides territoriales à l'habitat. Ouvrir les aides à l'habitat aux agents de l'administration.	Conférer au Tavana Hau le pouvoir de donner l'information utile aux populations.
Il faut accroître l'effort en matière de logement pour les jeunes couples.	
Nous buvons l'eau du bassin actuel qui n'est pas potable. Il faudrait le changer par une nouvelle citerne (en polyester) qui sera plus conforme aux normes d'hygiène.	
Je n'ai pas été prévenue de votre arrivée alors que je suis membre de l'Assemblée de Polynésie !	

Ile	Type	Date	H/F	Secteur d'activité	Type de problème
Vaipae	Conseil	22.05.99	-	Information	
Atuona	Forum	29.07.99	-	Jeunesse/Sport	Transports inter-îles onéreux.
Hane	Forum	22.05.99	H	Jeunesse/Sport	Protection des joueurs.
Kaukura	Forum	20.04.99	-	Jeunesse/Sport	Manque d'installation sportive.
Makemo	Forum	26.04.99	H	Jeunesse/Sport	Infrastructure sportive.
Makemo	Forum	26.04.99	H	Jeunesse/Sport	Infrastructure sportive.
Makemo	Forum	26.04.99	-	Jeunesse/Sport	Infrastructure sportive.
Rangiroa	Forum	12.05.99	-	Jeunesse/Sport	
Rurutu	Conseil	01.04.99	H	Jeunesse/Sport	Problème de formation des personnels d'encadrement.
Tubuai	Forum	25.03.99	-	Jeunesse/Sport	Encadrement des associations sportives.
Uturoa	Forum	15.04.99	H	Jeunesse/Sport	Difficultés d'obtenir des subventions pour les clubs sportifs.
Uturoa	Forum	15.04.99	-	Jeunesse/Sport	Manque d'infrastructures pour accueillir les associations de sport (piroguiers). Indemnisation des personnels d'encadrement.
Rurutu	Conseil	01.04.99	F	Justice	Lenteur et complication administrative.
Tahaa	Conseil	15.04.99	H	Justice	Déplacements onéreux pour des audiences de tribunal à Uturoa.
Hao	Forum	26.04.99	-	Logement	L'accès pour les fonctionnaires aux aides territoriales.
Omoa	Forum	30.07.99	H	Logement	Aucune réponse à sa demande d'aide en matériaux.

Phrase	Solution proposée
Nous constatons de gros retard dans les réponses apportées à nos demandes de renseignements et de dossiers d'aides.	
Pour nos sportifs, c'est moins cher d'aller à Papeete que de se rendre à Taiohae, alors qu'on est voisin.	Clôturer le stade sur la façade maritime.
Je demande la construction d'une salle omnisports.	
On nous a promis la construction d'une salle de sport en 1997 et nous souhaiterions sa réalisation pour l'an 2000.	
La réalisation d'une salle de sport permettra de freiner les problèmes liés à l'alcoolisme et à la drogue.	
Les élèves du G.O.D n'ont pas de plateau sportif couvert.	
Il faut investir dans le domaine des équipements sportifs avec la couverture du terrain de basket et la réalisation d'un bâtiment pour la protection du matériel nautique.	
Nous devons prendre en charge les frais de transport et de séjour des formateurs.	Il faut trouver des crédits pour financer ces sessions de formation.
Les associations sportives sont délaissées et ne sont pas assez aidées.	
J'ai du mal à constituer des dossiers de demandes de subvention auprès des instances de Papeete.	Simplifier la procédure administrative.
J'essaie de changer de nom sans résultat.	Simplifier les procédures et en diminuer les coûts.
Je demande des audiences foraines du tribunal à Tahaa.	
J'ai demandé de l'aide en matériaux de construction et je ne l'ai pas obtenu car je suis un employé de l'administration.	
En 1995, j'ai constitué mon dossier complet pour une aide de 400.000 FCP en matériaux de construction et depuis je n'ai pas de réponse.	

Ile	Type	Date	H/F	Secteur d'activité	Type de problème
Rurutu	Forum	01.04.99	-	Logement	N'a pas de réponse à sa demande d'aide en matériaux.
Vaitahu	Forum	29.07.99	H	Logement	Aide F.E.I.
Vaitahu	Forum	29.07.99	F	Logement	Aide logement M.T.R.
Hao	Forum	26.04.99	-	Maritime	Absence d'école de formation.
Hao	Forum	26.04.99	-	Maritime	Concurrence en matière d'emploi (salaire).
Hao	Forum	26.04.99	-	Maritime	Problème de captage de naissains.
Huahine	Forum	31.05.99	H	Maritime	Prise en charge des frais de déplacement des contrôleurs.
Kaukura	Forum	20.04.99	-	Maritime	Critique sur les conditions d'accès au bénéfice des concessions maritimes.
Makemo	Forum	26.04.99	F	Maritime	Agriculture et pêche.
Rapa	Conseil	28.03.99	-	Maritime	
Rikitea	Forum	25.04.99	-	Maritime	Difficulté d'obtention de concession maritime.
Rimatara	Forum	31.03.99	-	Maritime	Aide au carburant.
Tahaa	Conseil	15.04.99	H	Maritime	Constitution des dossiers d'aide qui ne sont plus traités à Tahaa. Encombrement à Raiatea. Coût des déplacements entre Tahaa et Raiatea.
Tahaa	Conseil	15.04.99	H	Maritime	Manque de greffeurs sur place.
Tikehau	Conseil	20.04.99	H	Maritime	Approvisionnement difficile en naissains nacres dans le lagon.
Tubuai	Conseil	25.03.99	H	Maritime	Développement de la ciguatera.
Tubuai	Conseil	25.03.99	H	Maritime	Manque de D.C.P.

Phrase	Solution proposée
J'ai transmis un dossier complet qui est resté sans réponse.	Accélérer le traitement.
Pour la construction de ma maison dont les matériaux ont été achetés par moi-même, serait-il possible de bénéficier une aide du F.E.I pour le paiement de la main d'œuvre ?	
Je vis avec mes enfants dans une famille d'accueil et depuis des années je sollicite vainement une aide auprès du F.E.I pour l'obtention d'une maison M.T.R.	
Il faut une école pour apprendre à greffer à Hao.	
Je suis greffeur et je ne trouve pas d'emploi à cause de la concurrence des greffeurs chinois.	
Le captage des naissains ne fonctionne pas sur l'atoll, je sollicite la mise en place d'une écloserie.	
Les pêcheurs sont obligés de prendre en charge les frais de déplacement des agents des Affaires maritimes pour qu'ils viennent contrôler leurs bateaux.	
Je trouve que les délais sont trop longs pour obtenir satisfaction.	Réduire les délais.
Nous allons nous inscrire à la chambre d'agriculture et de la pêche lagonaire. Quels seront les avantages que nous apportera la délivrance de la carte pour les agriculteurs et les pêcheurs.	
Il faut reconnaître l'existence juridique du Toohitu et ses pouvoirs de sanction, de contrôle des activités sur la zone maritime autour de Rapa.	
Les concessions non payées pourraient être attribuées à ceux qui veulent exploiter.	Renforcer le contrôle sur place.
Le dispositif territorial d'aide au carburant n'est pas ouvert aux pêcheurs de Rimatara.	
	Rétablir l'antenne de Tahaa.
Je demande la formation des greffeurs sur place.	C.M.N.P de Rangiroa - Se regrouper en G.I.E
La durée pour obtenir des naissains sur nos collecteurs est trop longue (de 6 mois à 1 an).	Création d'une écloserie de nacres.
Multiplication des zones contaminées.	
Perte de revenus sur la pêche.	Remettre un D.C.P.

Ile	Type	Date	H/F	Secteur d'activité	Type de problème
Tubuai	Conseil	25.03.99	H	Maritime	Préservation des ressources naturelles.
Tubuai	Forum	25.03.99	H	Maritime	Prix de vente du poisson.
Uturoa	Admin.	16.04.99	H	Maritime	Complexité des procédures de constitution des dossiers (licence de pêche) et absence de délégation de signature consentie au responsable de l'antenne.
Uturoa	Admin.	16.04.99	H	Maritime	Complexité des procédures de constitution des dossiers (licence de pêche) et absence de délégation de signature consentie au responsable de l'antenne.
Hao	Forum	26.04.99	-	Mer	Aides territoriales.
Tubuai	Forum	25.03.99	-	Mer	Commercialisation des captures sur place.
Rangiroa	Forum	12.05.99	-	Municipalités	
Rangiroa	Forum	12.05.99	-	Municipalités	
Atuona	Forum	29.07.99	-	O.P.T	
Fakarava	Forum	27.04.99	F	O.P.T	Absence de ligne téléphonique.
Huahine	Forum	31.05.99	-	O.P.T	Coût élevé des communications.
Huahine	Forum	31.05.99	-	O.P.T	Coût élevé des communications.
Makemo	Forum	26.04.99	-	O.P.T	Infrastructure.
Omoa	Forum	30.07.99	H	O.P.T	Réaménagement des horaires d'ouverture du bureau de poste.
Tubuai	Conseil	25.03.99	H	O.P.T	Modernisation des outils.
Vaitahu	Forum	29.07.99	-	O.P.T	
Rapa	Conseil	28.03.99	-	O.P.T	

Phrase	Solution proposée
Il y a sur-pêche de Haapu.	Installer un système de rahui et clarifier les compétences en la matière.
Le prix de vente du poisson est excessif au regard des aides accordées au secteur (carburant).	Baisser autoritairement le prix de poisson.
Les pièces nécessaires pour la constitution d'un dossier sont détenues par plusieurs services qui pour certains n'ont pas délégation de signature pour les délivrer.	Déléguer les signatures et alléger les procédures administratives.
Les pièces nécessaires pour la constitution d'un dossier sont détenues par plusieurs services qui pour certains n'ont pas délégation de signature pour les délivrer.	Déléguer les signatures et alléger les procédures administratives.
Je souhaite que les aides territoriales soient étendues à la perliculture.	
J'ai des difficultés à commercialiser mes captures.	Il faut un acheteur intermédiaire des productions.
Les relations avec les personnels municipaux mériteraient d'être clarifiés.	
L'accès aux actes d'Etat-civil dans les îles mériteraient d'être améliorés.	
Je suis située hors du village et ne possède pas de ligne téléphonique, comment pourrais-je utiliser le système internet ?	
Lorsque le projet METUA sera mis en place, est-ce- que le tarif ne sera pas trop élevé ?	
Recherchez un moyen pour que les tarifs téléphoniques ne soient pas trop élevés.	
Il faut construire la poste pour accueillir la population importante de Makemo.	
	Ouverture d'un bureau de poste à Omoa.
Il faut moderniser les télécommunications.	
Le projet METUA, avec l'intermédiaire de la commune, facilitera énormément les démarches administratives de la population. Afin que tout le monde puisse en bénéficier, il faudrait demander la participation de l'Etat pour équiper les petites communes.	
Les nouvelles technologies de l'information réduiront l'isolement.	Les mettre rapidement en oeuvre.

Ile	Type	Date	H/F	Secteur d'activité	Type de problème
Hane	Forum	22.05.99	H	Personnel	Profil de l'agent déconcentré.
Mahini	Forum	19.04.99	H	Personnel	Condition de recrutement et d'accès aux différents postes de la structure déconcentrée.
Rangiroa	Forum	12.05.99	-	Personnel	Administratifs et statutaires.
Rangiroa	Forum	12.05.99	-	Personnel	
Rangiroa	Forum	12.05.99	-	Personnel	
Tikehau	Conseil	20.04.99	H	Personnel	Compétence et qualification des agents déconcentrés.
Vaitahu	Forum	29.07.99	-	Personnel	Mauvais accueil.
Avatoru	Forum	13.05.99	H	Santé	Qualification insuffisante du médecin et du dentiste dans certains cas.
Fakarava	Forum	27.04.99	-	Santé	Absence d'informations aux parents des soins de vaccination de leurs enfants scolarisés au G.O.D de Makemo.
Fakarava	Forum	27.04.99	-	Santé	Insuffisance de médecins et de dentistes.
Hao	Forum	26.04.99	-	Santé	Lutte contre les insectes nuisibles. (nono, moustiques).
Hao	Forum	26.04.99	H	Santé	Structure de santé après le départ du C.E.P.
Huahine	Forum	31.05.99	F	Santé	Obligation pour le futures mères de descendre à Papeete ou à Uturoa pour accoucher.
Huahine	Forum	31.05.99	H	Santé	Obligation pour le futures mères de descendre à Papeete ou à Uturoa pour accoucher.
Makemo	Forum	26.04.99	F	Santé	Evasan.
Maupiti	Forum	31.05.99	-	Santé	Mauvais accueil des malades hors des heures d'ouvertures officielles.

Phrase	Solution proposée
Il faut que l'agent déconcentré travaille bien et regarde les vrais problèmes des îles, qu'il travaille pour tout le monde sans distinction.	Application des règles statutaires de la fonction publique.
Quelles seront les conditions d'organisation de recrutement de ces personnes. N'y a-t-il pas un risque de favoritisme.	
L'indemnité d'isolement ouverte aux fonctionnaires territoriaux sera-t-elle prochainement perçue.	
Les logements de fonction nécessiteraient d'être rénovés.	Prévoir un budget à cet effet.
Il est nécessaire de pourvoir au poste de femme de service vacant à Tiputa et d'examiner la situation de l'employé polyvalent.	
Il faut des gens compétents et bien rémunérés.	
Les agents de l'administration travaillant dans les bureaux à Papeete ne sont pas accueillants à tel point qu'on préfère les éviter.	
L'insuffisance de qualification de certains médecins m'oblige à me rendre à Papeete et cela me coûte très cher.	
Les parents ne sont pas informés des soins et vaccinations prodigués à Makemo au sein du G.O.D.	
Je souhaite plus de missions médicales au moins 2 fois par an.	
Aider nous à lutter contre les insectes nuisibles.	
Quelle sera l'organisation future des moyens de santé après le départ du C.E.P ?	Etudier.
Avant nous accouchions sur l'île et maintenant nous sommes obligés d'aller à Papeete ou à Uturoa.	
Le taux de natalité a baissé dû au fait que les femmes sont obligées de descendre à Papeete ou à Uturoa pour accoucher.	
Je sollicite l'affectation d'un médecin pour éviter les évasans. L'infirmière ne peut pas tout régler.	
A trois reprises j'ai dû subir un refus de soins de la part de l'infirmière sous prétexte que mon cas ne présentait pas d'urgence absolue.	

Ile	Type	Date	H/F	Secteur d'activité	Type de problème
Maupiti	Forum	31.05.99	-	Santé	Obligation pour les futures mères de descendre à Papeete ou à Uturoa pour accoucher.
Raivavae	Forum	26.03.99	-	Santé	Absence d'un dentiste permanent.
Raivavae	Forum	26.03.99	H	Santé	Accueil des malades.
Raivavae	Forum	26.03.99	-	Santé	Difficultés de communication.
Raivavae	Forum	26.03.99	H	Santé	Manque d'information sur un malade mineur.
Rangiroa	Forum	12.05.99	-	Santé	Les moyens disponibles.
Rangiroa	Forum	12.05.99	2	Santé	Problèmes des relations avec la C.P.S et l'administration d'un correspondant.
Rangiroa	Forum	12.05.99	-	Santé	
Rapa	Conseil	28.03.99	-	Santé	Moyens de l'Administration.
Rimatara	Forum	31.03.99	-	Santé	Problèmes des accouchements à Papeete.
Rimatara	Forum	31.03.99	H	Santé	Renforcer la présence médicale (médecin, dentiste).
Rurutu	Forum	01.04.99	H	Santé	Difficultés résultant de l'obligation pour les futures maman d'accoucher à Tahiti.
Rurutu	Forum	01.04.99	-	Santé	Difficultés résultant de l'obligation pour les futures maman d'accoucher à Tahiti.
Rurutu	Conseil	01.04.99	-	Santé	Regrette lorsque cela ne se justifie médicalement le déplacement systématique à Papeete des femmes enceintes.
Tubuai	Forum	25.03.99	-	Santé	Communication bilingue.
Uturoa	Forum	15.04.99	H	Santé	Evacuations sanitaires vers Papeete ou la Métropole. Lenteur dans l'instruction de ces dossiers qui sont examinés à Tahiti. Problèmes financiers résultant des EVASAN.

Phrase	Solution proposée
Envoyez-nous une sage-femme pour faire accoucher nos femmes sur l'île.	
Obligation de rejoindre Tubuai pour consulter le dentiste.	Augmenter le nombre de vacations du dentistes.
Refus du traitement d'un malade (rage de dents) le samedi.	Traitement immédiat de tout mal.
Les personnels de santé sont des métropolitains.	Océaniser les cadres.
Aucune information donnée sur un traitement ordonné et ses conséquences sur un enfant scolarisé au collège.	
L'achèvement des travaux de construction du nouveau centre médical s'avère une priorité.	Les travaux en cours de règlement.
La création d'une antenne de la C.P.S serait un complément utile à l'action de la Santé Publique. Procédures des Evasans et contrôle du R.S.T.	Améliorer la communication avec la CPS au travers de l'identification d'un correspondant.
L'accroissement des tâches administratives pour le personnel de santé se fait au détriment de l'attention portée aux malades.	Grouper les tâches administratives au sein d'une entité de fonction polyvalente.
Créer un poste médical renforcé (médecin, dentiste), en raison de l'isolement de Rapa.	
Il faut, comme auparavant que les accouchements puissent être effectués à Rimatara eu égard au problèmes que cette situation pose au plan financier et pour les familles.	
Les problèmes de santé des populations requièrent une présence plus soutenue et régulière des médecins et du dentiste.	Les missions des médecins et du dentiste devraient être plus longues.
Je suis obligé de m'occuper de mes douze enfants.	Aider à l'organisation de la famille pendant l'absence de la maman et pallier aux dépenses de transport, d'hébergement et de garde des enfants.
Je demande que les futures mamans accouchent à Rurutu.	
J'ai aidé à l'accouchement des générations de femmes sans problèmes particuliers.	
Les personnels de santé de Tubuai ne maîtrisent pas la langue tahitienne.	Océaniser les cadres.

Ile	Type	Date	H/F	Secteur d'activité	Type de problème
Uturoa	Admin.	16.04.99	F	Santé	Lenteur des procédures de recrutement de personnel qualifié pour une période déterminée (1 à 2 mois).
Uturoa	Admin.	16.04.99	-	S.A.S	Positionnement des responsables des services déconcentrés entre leur direction centrale et le Tavana Hau, responsable de l'échelon local.
Uturoa	Admin.	16.04.99	-	S.A.S	Positionnement des responsables des services déconcentrés entre leur direction centrale et le Tavana Hau, responsable de l'échelon local.
Kaukura	Forum	20.04.99	-	Social	Critique sur les conditions de renouvellement des dossiers de R.S.T.
Raivavae	Forum	26.03.99	F	Social	Délégation parentale - Prestations familiales.
Rurutu	Conseil	01.04.99	F	Social	Complexité de constitution des dossiers R.S.T pour les patentés.
Uturoa	Conseil	15.04.99	H	Social	Absence de structures pour handicapés adultes.
Uturoa	Forum	15.04.99	-	Social	Lenteur dans l'instruction des dossiers R.S.T.
Rangiroa	Forum	12.05.99	-	Solidarité	
Vaitahu	Forum	29.07.99	-	Solidarité	Insuffisance des tournées de l'agent de la C.P.S.
Atuona	Forum	29.07.99	-	Statut	Rôle du maire dans la structure déconcentrée.
Avatoru	Forum	13.05.99	-	Statut	Rôle du maire dans ce schéma de structure déconcentré.
Avatoru	Forum	13.05.99	H	Statut	Rôle du maire dans ce schéma de structure déconcentré.
Avatoru	Forum	13.05.99	H	Statut	Rôle du maire et du conseil municipal dans ce schéma de structure déconcentré.

Phrase	Solution proposée
Le recrutement de personnel de santé qualifié de remplacement est rendu difficile par la lenteur de la procédure.	Alléger la procédure.
De qui allons nous dépendre dans cette réforme ?	
De qui allons nous dépendre dans cette réforme ?	
Je ne peux obtenir le bénéfice des prestations sociales pour l'enfant que j'élève.	
J'ai des difficultés d'effectuer ma déclaration de chiffres d'affaires pour pouvoir bénéficier du R.S.T.	Simplifier les procédures.
Les handicapés adultes se sentent délaissés.	Aider à la création d'associations spécifiques.
La commission se réunit à Papeete pour traiter de l'ensemble des dossiers de la Polynésie française.	Créer commission I.S.L.V.
Il est nécessaire soit de disposer d'une antenne du Service des Affaires Sociales soit d'un renforcement détourné de ce service pour assurer un bon suivi des dossiers.	
La C.P.S m'adresse du courrier et par manque d'information, je suis dans l'obligation de louer un bonitier pour pouvoir rencontrer l'agent de la C.P.S à Taiohae, car il se déplace rarement chez nous.	
La population s'appuie sur le maire pour régler leur problème auprès des ministres.	
Il faut mettre l'agent déconcentré sous l'autorité du maire.	
Il faut s'appuyer sur les maires.	
Il faut associer le maire à la structure déconcentrée et lui attribuer des compétences.	

Ile	Type	Date	H/F	Secteur d'activité	Type de problème
Tevaitoa	Conseil	16.04.99	H	Statut	Profil et compétence du responsable de la structure déconcentrée.
Tevaitoa	Conseil	16.04.99	H	Statut	Profil et compétence du responsable de la structure déconcentrée.
Tevaitoa	Conseil	16.04.99	H	Statut	Profil et compétence du responsable de la structure déconcentrée.
Tevaitoa	Conseil	16.04.99	-	Statut	Rôle du maire et du conseil municipal dans ce schéma de structure déconcentrée.
Uturoa	Forum	15.04.99	H	Statut	Rôle du Conseil municipal dans cette réforme.
Hakahau	Conseil	23.05.99	H	Tourisme	
Huahine	Forum	31.05.99	-	Tourisme	La création d'entreprises de transport touristique par des Métropolitains.
Atuona	Forum	29.07.99	-	Transport	Isolement des îles du Nord et du Sud.
Bora Bora	Forum	01.06.99	H	Transport	Délivrance ou renouvellement du permis de conduire.
Bora Bora	Forum	01.06.99	-	Transport	Obligation de faire contrôler les véhicules de transport en commun (trucks) à Papeete.
Hakahau	Conseil	23.05.99	H	Transport	Adaptation des moyens de transport au besoin croissant de la population.
Hakahau	Conseil	23.05.99	H	Transport	Desserte insuffisante des vallées.
Hao	Forum	26.04.99	-	Transport	Coût élevé des tarifs.
Huahine	Forum	31.05.99	H	Transport	Le recours à l'appel d'offres.
Maupiti	Forum	31.05.99	-	Transport	Difficultés d'approvisionnement pour nourrir mes poulets.
Omoa	Forum	30.07.99	F	Transport	Construction d'un catamaran.
Rangiroa	Forum	12.05.99	-	Transport	

Phrase	Solution proposée
Je suis favorable à la nomination d'un ministre à condition qu'il soit quelqu'un de compétent et de confiance.	
Je ne suis pas favorable à la nomination d'un responsable ministre.	Il propose que le ministre des archipels soit.
Je propose que Gaston TONG SANG soit le responsable de cette structure déconcentrée.	
Il faut que le maire soit le lien entre les populations et l'administration.	
Je souhaite que l'AFOMETH dispense une information sur l'activité touristique à Ua Pou.	
Laissez ce genre d'emploi pour les <i>maohi</i> ; exemple: 15 jeunes de l'île de HUAHINE ont suivi une formation AFOMETH et jusqu'à présent aucun d'entre eux n'a trouvé un emploi sur l'île.	
Des rencontres sportives inter-îles n'ont pas eu lieu par manque de moyens de transport pour relier les îles du Nord et du Sud.	
Il faut rétablir la possibilité de passer le permis de transport en commun à Bora-Bora comme auparavant.	
Je suis obligé de ramener mon truck à Papeete pour la pesée et l'autorisation de mise en circulation de mon véhicule, ce qui entraîne des dépenses supplémentaires (450.000 F hors assurances).	
Il n'y a pas assez de places sur l'avion il faudrait augmenter le nombre de rotations aériennes.	
Il faut que les bateaux de commerce approvisionnent toutes les vallées Haakuti, Hakatao...	
Il faut baisser les tarifs aériens pour qu'il y ait plus de touristes qui viennent ici.	
L'appel d'offres ouvert à tout le monde est contraire à la politique de déconcentration.	
	Garantir le transport d'un quota minimal de sac de grains à chacune des rotations du bateau.
Il convient d'améliorer la dotation en matériel de transport.	Remplacement de l'ambulance (en cours de règlement) et d'un véhicule de liaison.

Ile	Type	Date	H/F	Secteur d'activité	Type de problème
Rimatara	Forum	31.03.99	-	Transport	Modernisation des transports maritimes.
Tahaa	Conseil	15.04.99	H	Transport	Obligation d'installer les sorties d'échappement des 4X4.
Tahaa	Conseil	15.04.99	F	Transport	Renouvellement des permis de conduire. Difficultés rencontrés par les professionnels pour effectuer les visites médicales
Taipivai	Forum	21.05.99	H	Transport	Utilisation du débarcadère de Taipivai.
Taipivai	Forum	21.05.99	-	Transport	Utilisation du débarcadère de Taipivai.
Vaipae	Conseil	22.05.99	F	Transport	Difficulté et coût excessif du transport maritime pour aller à Taiohae.
Uturoa	Forum	15.04.99	-	Transport	Moyens de transport par voie maritime inadaptés à la condition des malades. Manque d'effectifs (médecins) pour les consultations au dispensaire de Uturoa.
Vaitahu	Forum	29.07.99	-	Travail	Méconnaissance des droits salariaux.
Taipivai	Forum	21.05.99	-	Travaux ruraux	Accès aux terres cultivées.
Rurutu	Forum	01.04.99	H	Urbanisme	Problèmes fonciers.
Tubuai	Forum	25.03.99	F	Urbanisme	Information sur les procédures administratives en matière de permis de construire et difficultés de remplir les dossiers.
Tubuai	Conseil	25.03.99	-	Urbanisme	Pouvoirs des responsables locaux et du <i>Tavana Hau</i> .
Uturoa	Forum	15.04.99	-		Absence d'infrastructures pour accueillir l'association à <i>Tauturu Iana</i> .
			-		

Phrase	Solution proposée
Il faut renouveler le Tuhaa Pae 2 et doter la ligne d'un second navire.	
Je demande une réglementation adaptée.	Réforme de règlement en cours.
Je demande à passer les visites médicales sur place.	Réforme de règlement en cours.
Je souhaite que les marchandises soient débarquées sur le quai à marée haute par la rivière et non plus sur la plage.	
Je souhaite que les marchandises soient débarquées sur le quai à marée haute par la rivière et non plus sur la plage.	
Actuellement, nous sommes obligés de payer 50.000 F à l'aller et 50.000 F au retour pour nous rendre à Taiohae par voie maritime. Il y a donc nécessité de mettre en place une navette régulière avec le Kaoha Nui.	
Nous manquons d'informations sur nos droits à congé et nos salaires.	Nous souhaitons la visite d'un inspecteur du travail sur l'île pour nous informer et expliquer nos droits au titre de salariés (congé, salaire, pension ...)
Je souhaite que les engins du parc (S.D.R, F.E.I, Equipement) puissent servir à améliorer les accès aux terres agricoles.	
Difficultés d'obtention des autorisations des copropriétaires.	Mieux informer les administrés sur les nouvelles procédures en cours en matière de permis de construire.
Les procédures d'urbanisme ne sont pas connues et j'ai des difficultés à remplir les dossiers.	Simplifier les procédures et les documents. Mettre en place des aides techniques aux administrés.
En matière d'urbanisme, les compétences déléguées sont trop restrictives.	Il faut les élargir.